

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 5 DÉCEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/660		
22DSP01 - CONCESSION DE SERVICES POUR L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/660

BUREAU DU 5 DÉCEMBRE 2022

**O B J E T : 22DSP01 - CONCESSION DE SERVICES POUR
L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE DE
DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET
DENREES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L1121-3, L.3100-1, L3122-2, R.3111-1 et suivants,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1410-1, L1410-3, L1410-5, L1411-5-1, L1411-9, L 1411-18,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 19 juillet 2022 relative à l'examen des offres,

VU l'arrêté n°AP2 22/94 du 20 juillet 2022 portant délégation de fonctions et de signature du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à Monsieur Robert CAVANNA, Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour le représenter et mener à bien la procédure durant les négociations,

VU le rapport de consignation des étapes de la procédure de passation du contrat de concession, établi en application de l'article L3122-2 du Code de la Commande Publique, proposant de retenir la société Alimentation Automatique AL AU, sise ZI Les Paluds, 160 rue des 4 Termes, 13400 Aubagne, en qualité de concessionnaire, pour une durée de cinq (5) années à compter du 1^{er} janvier 2023 ou de la date de notification si elle est postérieure,

VU le projet de contrat annexé et ses annexes,

CONSIDERANT qu'un avis de concession a été adressé le 15 avril 2022 et publié sur les supports suivants et aux dates suivantes :

- BOAMP, paru le 17/04/22 ;
- JOUE, paru le 20/04/22 ;
- AWS, paru le 18/04/22,

CONSIDERANT que les candidats étaient invités à remettre leur candidature et leur offre au plus tard le 23/05/2022 à 16h00,

CONSIDERANT que suite à l'ouverture des plis de candidature le 24 mai 2022, la Commission de Concession et de Délégation de Service Public s'est réunie le 19 juillet 2022 afin de procéder à l'examen des 2 dossiers de candidature remis et a admis les deux candidats à présenter une offre, soit Alimentation Automatique AL AU et Distribution Automatique Varoise,

CONSIDERANT que suite à l'ouverture des plis des offres le 30 mai 2022, la Commission de concession et de Délégation de Service Public s'est réunie le 19 juillet 2022 a rendu son avis sur les offres remises par les candidats AL AU et Distribution Automatique Varoise, par lequel, après analyse, elle recommandait au représentant du Président de la Métropole, autorité concédante, d'engager les négociations avec les deux soumissionnaires précités,

CONSIDERANT qu'une première série de questions sur leur offre respective a été adressée le 20 juillet 2022 par courrier de la Métropole aux deux soumissionnaires, qui devaient remettre leur réponse le 22 août 2022 à 16H00,

CONSIDERANT qu'à la suite de ce premier tour de négociation écrite, la société DAV a souhaité retiré sa proposition,

CONSIDERANT que par courrier du 8 septembre 2022, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pris acte de sa décision,

CONSIDERANT qu'un second tour de négociation écrite a été effectué avec la société Alimentation Automatique AL AU, par courrier en date 8 septembre 2022 qui devait remettre sa réponse le 29 septembre 2022 à 16H00,

CONSIDERANT qu'une réunion de mise au point a été organisée avec la société Alimentation Automatique AL AU le 7 novembre 2022 à 14H00,

CONSIDÉRANT qu'au regard des conclusions du rapport de consignation des étapes de la procédure de passation du contrat de concession, joint à la présente délibération, l'offre du candidat Alimentation Automatique AL AU apparaît comme la plus intéressante financièrement, techniquement et sur le plan de la qualité de service,

CONSIDÉRANT le projet de contrat pour la concession de services de mise à disposition, d'exploitation et maintenance de distributeurs automatiques de boissons et denrées et l'ensemble de ses annexes, sont joints à la présente décision,

CONSIDÉRANT les conditions tarifaires et financières suivantes : le montant de chiffres d'affaire de la concession est estimé à 412 438 € sur la durée de la concession,

CONSIDÉRANT que le délégataire versera à la Métropole une redevance annuelle fixe d'un montant de 30 € par matériel installé, et une redevance annuelle variable de 25% du chiffre d'affaires hors taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le choix de la société AL AU et Distribution Automatique Varoise pour la concession de services de mise à disposition, d'exploitation et maintenance de distributeurs automatiques de boissons et denrées pour une durée de cinq (5) années à compter du 1^{er} janvier 2023 ou de la date de notification si elle est postérieure.

ARTICLE 2

D'APPROUVER l'économie générale et le projet de contrat de la concession de services de mise à disposition, d'exploitation et maintenance de distributeurs automatiques de boissons et denrées et les documents qui y sont annexés.

ARTICLE 3

D'APPROUVER les conditions tarifaires et financières du contrat de la concession de services de mise à disposition, d'exploitation et maintenance de distributeurs automatiques de boissons et denrées telles que rappelés dans le rapport de consignation des étapes de la procédure de passation du contrat de concession, ci annexé.

ARTICLE 4

D'APPROUVER le rapport de consignation des étapes de la procédure de passation du contrat de concession, ci-annexé.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit contrat de la concession de services de mise à disposition, d'exploitation et maintenance de distributeurs automatiques de boissons et denrées et ses actes en découlant avec la société Alimentation Automatique AL AU.

ARTICLE 6

DE CHARGER Monsieur le Président de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 7

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le Budget Principal 2023 (et suivants) - Fonction 020 - Chapitre 11-70688 Autres prestations de services, notamment la redevance annuelle fixe d'un montant de 30 € par matériel installé, et la redevance annuelle variable de 25% du chiffre d'affaires hors taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires.

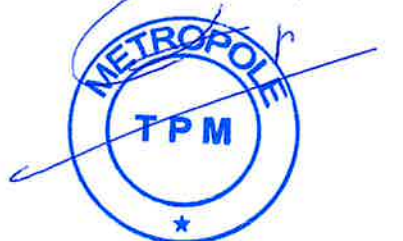
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





PROJET DE CONTRAT

CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

Numéro de référence attribué au dossier : n°22DSP01



Table des matières

CHAPITRE I – PRINCIPES GENERAUX	4
1.1. DEFINITIONS, INTERPRETATIONS ET FORMATION DU CONTRAT.....	4
1.2. OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION.....	4
1.3. PERIMETRE DU CONTRAT.....	4
1.4. DUREE DU CONTRAT	5
1.5 - CESSION DU CONTRAT ET MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	5
1.6 - SOUS-TRAITANCE	5
CHAPITRE II – OBLIGATIONS	6
2.1-DROITS ET OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE	6
2.2-DROITS ET OBLIGATIONS DE LA METROPOLE	6
CHAPITRE III. PERSONNEL AFFECTE AU SERVICE.....	7
3.1-STATUT DU PERSONNEL	7
3.2 -CONDITIONS DE TRAVAIL.....	7
CHAPITRE IV – EXECUTION DU SERVICE.....	8
4.1 - FONCTIONNEMENT DU SERVICE	8
4.2 CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	9
4.3 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRODUITS VENDUS.....	10
CHAPITRE V – RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE ET OBLIGATIONS D'ASSURANCE	12
5.1 – ETENDUE DES RESPONSABILITES	12
5.2 – OBLIGATIONS D'ASSURANCES DU CONCESSIONNAIRE	12
CHAPITRE VI – REGIME FINANCIER.....	14
6.1 – TARIFS ET REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE	14
6.2 – FACTURATION	14
6.4 –MODALITES DE VARIATION DES PRIX	15
CHAPITRE VII – CONTROLE ET RAPPORT ANNUEL	16
7.1 – CONTROLE SUR PIECES ET SUR PLACE DE L'AUTORITE CONCEDANTE	16
7.2 – PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE.....	16
Informations relatives à l'exploitation du service.....	17
CHAPITRE VIII : SANCTIONS ET CONTESTATIONS.....	19
8.1 – SANCTIONS PECUNIAIRES ET PENALITES	19
8.2 - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN REGIE PROVISOIRE.....	20
8.3 - SANCTION RESOLUTOIRE : DECHEANCE	20
8.4 - REGLEMENT DES LITIGES	21
CHAPITRE IX : MODIFICATION ET FIN DU CONTRAT.....	22
9.1 – AVENANTS AU CONTRAT.....	22

9.2 – MODALITES D'ACHEVEMENT DU CONTRAT.....	22
9.3 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	22
9.4 – RESILIATION POUR FORCE MAJEURE OU IMPREVISION	23
9.5– REDRESSEMENT, LIQUIDATION	23
9.6 – REMISE DES BIENS EN FIN DE CONTRAT.....	23
9.7 – REPRISE DES DROITS ET OBLIGATIONS	23
9.8 – TRANSFERT D'INFORMATIONS EN FIN DE CONTRAT	23
9.9 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	24
CHAPITRE X – DISPOSITIONS DIVERSES.....	25
10.1 - ELECTION DE DOMICILE.....	25
10.2 – NOTIFICATIONS.....	25
10.3 – CONFIDENTIALITE	25
10.4 – LANGUE FRANÇAISE.....	25
10.6 - INDEPENDANCE DES CLAUSES	26
10.7 - PARTAGE DE DONNEES ET OPEN-DATA.....	27
10.8 - ALERTE ETHIQUE	27
10.9 - OBLIGATIONS CONCERNANT LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	28
10.10 - SIGNATURE.....	29

CHAPITRE I – PRINCIPES GENERAUX

1.1. DEFINITIONS, INTERPRETATIONS ET FORMATION DU CONTRAT

1.1.1 – Parties au Contrat

Le présent Contrat de concession de service est formé entre :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ci-après « l'Autorité Concédante », représentée par son Président, Hubert FALCO, dûment habilité à signer le présent contrat par délibération n° [.....] en date du [.....] ;

Et,

La Société **SASU ALAU**, au capital de **10 000€** inscrite au registre du commerce et des sociétés de **MARSEILLE** sous le numéro **414 962 118 00033**, dont le siège social est situé **ZI DES PALUDS 160 RUE DES 4 TERMES 13400 AUBAGNE** représentée par **MONSIEUR CLAUDE CUGNET**, M., ci-après dénommé « le Concessionnaire ».

1.1.2. Interprétations

Le présent Contrat et ses Annexes constituent un ensemble contractuel unique. Les Annexes font partie intégrante de celui-ci et auront la même valeur juridique. Toute référence au Contrat inclut ses Annexes.

En cas de contradiction entre les stipulations du Contrat et celle d'une de ses Annexes, les stipulations du corps du Contrat prévaudront.

1.1.3 - Compétence de l'Autorité Concédante

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) est compétente en matière de développement économique.

1.2. OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION

Le présent Contrat a pour objet les prestations de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et de denrées alimentaires dont les caractéristiques sont précisées au présent Contrat, destinés principalement aux personnels et visiteurs des sites de la Métropole.

Le Concessionnaire est autorisé à occuper le domaine public métropolitain pour l'installation de ces dispositifs dans les conditions fixées dans le présent contrat.

Il assurera la pose, l'entretien et la gestion de l'ensemble des dispositifs implantés.

Le Concessionnaire exploite la concession à ses risques et périls.

1.3. PERIMETRE DU CONTRAT

Le Concessionnaire du présent Contrat est en charge de la fourniture, mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et de denrées alimentaires sur les sites de la Métropole.

La cartographie décrivant les espaces concernés et moyens d'accès est annexé (Annexe 1 – Cartographie distributeurs) à la présente concession.

Cependant dans le cadre de l'évolution du parc immobilier et des services de la Métropole des appareils de distribution automatique pourront être ajoutés, supprimés ou modifiés dans les bâtiments en accord avec le concessionnaire.

Chaque ajout, suppression ou modification sera formalisé par une demande effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception et sous réserve d'accord explicite de la Métropole.

1.4. DUREE DU CONTRAT

La durée du présent Contrat est fixée à cinq (5) années à compter du 01 janvier 2023 ou de la date de notification au concessionnaire si elle est postérieure, ou de la date de début d'exécution précisé dans le tableau annexe 1 cartographie distributeurs boissons, si elle est postérieure.

Cependant la date de fin du contrat ne pourra pas excéder 5 ans à compter du 01 janvier 2023 ou de la date de notification si elle est postérieure.

Le présent Contrat ne prévoit pas de tacite reconduction au terme du délai.

1.5 - CESSIION DU CONTRAT ET MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

La cession s'entend du transfert entre le concessionnaire cédant et un tiers cessionnaire de l'intégralité du contrat. Elle entraîne la reprise pure et simple de la convention par le cessionnaire qui devient seul responsable de la bonne exécution de cette dernière.

Toute cession partielle ou totale du présent contrat est soumise à une autorisation expresse et préalable de l'autorité concédante portant à la fois sur les conditions de la cession et la qualité du nouveau concessionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article R. 3135-6 du Code de la Commande Publique, toute cession ne peut être autorisée qu'à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial.

Toute cession d'actions de la société Concessionnaire doit faire l'objet d'une information auprès de l'Autorité Concédante dans le délai d'un mois. L'Autorité Concédante se réserve le droit d'apprécier si les garanties professionnelles et financières correspondent toujours à ses exigences, et à défaut de résilier la convention.

Dans le cas où la cession est autorisée, le Concessionnaire reste solidairement responsable avec le cessionnaire de l'exécution du contrat jusqu'à son expiration, nonobstant toute clause contraire.

1.6 - SOUS-TRAITANCE

Avec l'accord préalable de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire est libre de sous-traiter une partie des prestations confiées par le présent Contrat. Il conservera néanmoins vis-à-vis de l'Autorité Concédante, l'entière responsabilité de la Concession.

La sous-traitance totale de l'exécution du présent Contrat est interdite.

Le Concessionnaire fait son affaire personnelle des paiements liés aux contrats de sous-traitance et des éventuels litiges pouvant en découler. En cas de défaillance des sous-traitants, le Concessionnaire garantit la continuité du service.

Le Concessionnaire ne peut conclure des contrats de sous-traitance dont la durée excède la durée normale du présent Contrat, sauf accord exprès et préalable de l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire joint au Rapport annuel une liste précise et détaillée des contrats de sous-traitance en cours.

Une copie des contrats de sous-traitance est communiquée à l'Autorité Concédante à première demande de celle-ci et au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de cette demande. En cas de non-respect par le Concessionnaire de ce délai, l'Autorité Concédante pourra appliquer la pénalité prévue à l'article 8.1.2 du présent Contrat.

CHAPITRE II – OBLIGATIONS

2.1-DROITS ET OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire est autorisé à occuper le domaine public aux emplacements mentionnés à l'Annexe 1 du présent Contrat en application de l'article L2122-1-2-2° du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (Annexe 1 – Cartographie distributeurs).

L'autorisation d'occupation étant consentie à titre strictement personnel, le concessionnaire ne pourra en céder directement le bénéfice à un tiers.

Le présent contrat vaut autorisation d'occupation du domaine public.

Le concessionnaire prendra les espaces dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir exercer aucun recours contre la Métropole, pour quelque cause que ce soit.

Le concessionnaire sera tenu de respecter les servitudes d'utilité publique imposées par la Métropole, les réglementations nationales et locales, la protection du domaine public ainsi que le Code des débits de boissons, et notamment, les restrictions suivantes :

- La délivrance de boissons alcooliques au moyen de distributeurs automatiques est interdite (Article L3322-8 du code de la santé publique)
- Est interdite la vente de produits du tabac en distributeurs automatiques.(Article L3512-11 du code de la santé publique)

D'une manière générale les conditions d'hygiène des distributeurs automatiques devront satisfaire à la législation en vigueur.

En raison de son caractère domanial, l'autorisation d'occupation du domaine public ne confère au concessionnaire aucun droit au titre de la propriété commerciale.

2.2-DROITS ET OBLIGATIONS DE LA METROPOLE

La Métropole aura le droit d'exercer une surveillance sur la typologie des produits vendus dans les limites prévues aux articles 4.3.1 et 4.3.3 du présent contrat.

En conséquence, la Métropole se réserve le droit d'interdire la vente de tout produit non conforme aux prescriptions prédéfinies. Le concessionnaire sera avisé par simple demande écrite.

La Métropole s'engage à fournir l'électricité et l'eau nécessaires au bon fonctionnement des installations.

CHAPITRE III. PERSONNEL AFFECTÉ AU SERVICE

3.1-STATUT DU PERSONNEL

Le Concessionnaire recrute et affecte à l'exploitation du service le personnel qui lui est nécessaire pour remplir sa mission. Ce personnel sera sous statut de droit privé.

Il est l'employeur de son personnel et en assume toutes les responsabilités (contrats de travail, accords d'entreprises et négociations collectives, formation, embauches, licenciements, avancements, promotions, sanctions).

Commentaire à l'attention des candidats : Le candidat devra produire un organigramme prévisionnel du personnel qui sera affecté au contrat en indiquant :

- le nombre d'agents dont à temps complet et à temps partiel,
- leur qualification et emploi,

Le candidat devra également indiquer l'effectif prévisionnel en moyenne annuelle en ETP.

Cet organigramme sera annexé au présent Contrat.

Si le Concessionnaire affecte du personnel à 100 % de son temps de travail, il devra communiquer la Convention collective appliquée afin de régir les modalités de reprise du personnel.

3.2 -CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Concessionnaire est tenu d'exécuter le contrat en conformité avec la législation et la réglementation relatives aux conditions de travail des salariés.

Le Concessionnaire assure l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail. Au cours de l'exécution du contrat, le Concessionnaire est seul responsable du bon déroulement des missions qui lui sont confiées.

A l'occasion de la production du rapport annuel de la concession, le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante de la situation du personnel dans les conditions de l'article 7.2.1 du présent Contrat.

CHAPITRE IV – EXECUTION DU SERVICE

4.1 - FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Le Concessionnaire est chargé d'exploiter le service, à ses risques et périls, dans le strict respect des principes généraux d'exploitation définis dans le présent Contrat.

Le concessionnaire ne pourra exercer dans les locaux concédés que les activités de :

- Vente de boissons chaudes et fraîches
- Vente de denrées alimentaires sous réserve d'acceptation.

Le concessionnaire devra proposer une gamme de produits variés s'appuyant sur des marques de notoriété demandées par les consommateurs dont les principales catégories sont les suivantes :

- Gammes de boissons chaudes souhaitées de type café en grain et instantané, thé, boissons chocolatées, ...
- Gammes de boissons fraîches souhaitées en canette et/ou en bouteille, de type sodas, sodas light, jus de fruits, eau de source, eau minérale, eau aromatisée...
- Gammes denrées alimentaires de type barres chocolatées, bonbons, biscuits, ...

Les appareils de distribution doivent être garnis par le concessionnaire pendant toute la durée de leur concession, de matériels et de marchandises d'une valeur suffisante pour répondre au paiement de la redevance et des charges stipulées dans la concession.

Le concessionnaire s'engage à ne pas placer d'affiches publicitaires sans l'accord de l'autorité concédante et s'interdit la vente, l'annonce publicitaire, l'étalage de toute publication contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public, de toute publication faite dans un but de diffamation ou de chantage, et celles qui seraient de nature à porter atteinte à l'ordre et à la discipline dans les services de la Métropole.

La qualité du service doit être garantie à compter du jour de la mise en service, pendant toute la durée du service en fonction des critères de performance maximum attendus par les professionnels de la branche pour chacun des équipements exploités.

Le concessionnaire s'engage à transmettre chaque année, dans le trimestre qui suit chaque période d'exploitation annuelle, le chiffre d'affaires réel réalisé pour permettre le calcul du solde de la redevance d'occupation certifié par un expert-comptable

Le concessionnaire s'engage également à justifier à l'Autorité délégante le montant du chiffre d'affaires réel réalisé par la présentation de la certification par un comptable ou un commissaire aux comptes de ses éléments comptables et par communication à toute époque de l'année de la comptabilité des distributeurs automatiques à la Métropole ou à toute personne désignée à cet effet par celle-ci.

Dans la gestion du service, le Concessionnaire doit poursuivre en permanence les objectifs d'un service de qualité et respectueux de l'environnement.

Les prestations fournies par le Concessionnaire doivent répondre aux exigences de qualités et d'hygiène suivantes :

- entretenir constamment les dispositifs en bon état de propreté.

- de maintenir les installations en bon état de bon fonctionnement afin d'assurer la qualité et la continuité de la mission qui lui est confiée.
- exploiter le service en professionnel.
- prendre à sa charge l'évacuation des déchets.

Le Concessionnaire a la responsabilité des relations avec les usagers et il garantit l'Autorité Concédante contre tout recours de ceux-ci.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, des réunions peuvent être fixées en cours d'exécution du contrat.

En cas d'absence du Concessionnaire à une réunion fixée par l'Autorité Concédante, la pénalité prévue à l'article 8.1.2 du présent Contrat pourra être appliquée.

4.2 CONDITIONS D'EXPLOITATION

4.2.1 - Aménagement

L'installation et la mise en service des appareils de distribution seront réalisés par les soins et aux frais du concessionnaire et devront faire l'objet d'un procès-verbal de réception. L'installation complète sera réalisée dans les trois mois suivant la date de prise d'effet du présent contrat et suivant un planning déterminé en accord avec l'autorité Concédante dès sa notification sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 8.1.2 de celui-ci. Tout réaménagement de la zone d'emplacement des équipements devra être soumis à l'accord de l'Autorité Concédante.

Le concessionnaire s'engage, par ailleurs, à réaliser toute modification ou amélioration notamment des équipements installés, qui seraient rendus nécessaires, dans le respect des normes de sécurité et d'hygiène prévues par la réglementation.

Le concessionnaire fera son affaire des autorisations nécessaires à l'exploitation des installations (notamment auprès des services vétérinaires et des services de la Préfecture) et s'assurera que les installations sont conformes aux normes de sécurité et d'hygiène en vigueur au jour de leur mise en exploitation et à l'occasion de l'évolution de ces normes.

Le concessionnaire ne pourra procéder à aucuns travaux en cours d'exécution des présentes sans l'approbation de la Métropole.

4.2.2 - Les Matériels

L'achat des appareils de distribution automatique et des équipements et matériels nécessaires à leur fonctionnement sera assuré par le concessionnaire. Ces équipements pourront être neufs ou d'occasion mais dans un très bon état visuel et de fonctionnement. Le nom et le numéro de téléphone du concessionnaire devront figurer sur chaque distributeur. Les fiches techniques (ou équivalent) présentant les dispositifs proposés par le candidat seront transmis à l'Autorité Concédante.

L'inventaire des matériels et équipements mis en place par le concessionnaire sera établi contradictoirement par La Métropole et par le concessionnaire. Il sera procédé annuellement par l'autorité concédante à une vérification de cet inventaire.

En cas de modification des règles concernant l'hygiène et la sécurité applicables aux matériels et équipements mis en place par le concessionnaire, la mise en conformité sera effectuée par le concessionnaire.

Les distributeurs devront être d'utilisation simple permettant une sélection claire des produits et devront comporter un affichage des prix.

Ils devront être aptes à recevoir les pièces de monnaie et/ou tout autre système de paiement qui pourra être proposé aux personnels et visiteurs de la Métropole, l'ensemble des moyens de paiement autorisés étant détaillé dans les fiches technique présentant les propositions de services du candidat.

Les distributeurs de boissons chaudes devront disposer d'une fonctionnalité de "détection de gobelet" afin de faire bénéficier les utilisateurs d'un tarif plus avantageux, et de favoriser la protection de l'environnement.

Lors de l'implantation des appareils, le candidat devra prévoir en fonction de la qualité du revêtement existant l'installation de tapis protecteurs.

Le Concessionnaire reste entièrement responsable, à l'égard de la Métropole de l'exécution de ces obligations.

4.2.3 –Maintenance des matériels

Le concessionnaire s'engage à maintenir en parfait état de fonctionnement les installations et matériels placés sous sa responsabilité.

Le détail des opérations de maintenance sera décrit dans le mémoire technique présentant les propositions de services du candidat.

Le concessionnaire s'engage à ne pas gêner le fonctionnement des services par le bruit de ses équipements. Il prêtera une attention toute particulière aux odeurs de façon à ce qu'elles ne soient pas une gêne pour les personnes se trouvant à proximité des distributeurs

4.2.4–Entretien des matériels et des locaux

Le concessionnaire s'engage à maintenir en parfait état de propreté les installations et matériels placés sous sa responsabilité mais également les abords des appareils. Il en sera de même pour les itinéraires utilisés lors des opérations d'approvisionnement ou d'évacuation des objets ou emballages qui seront assurés directement par le concessionnaire.

Si la Métropole devait exécuter des travaux et qu'il en résulte pour le concessionnaire une gêne temporaire supérieure à 60 jours, le montant de la redevance minimum ainsi que la durée de la concession définies dans la présente concession ci-après seraient revues au prorata temporis, jusqu'à la disparition du trouble de jouissance.

En cas de modification des règles concernant l'hygiène et la sécurité applicables aux espaces concernés, les travaux de mise en conformité seront effectués par la Métropole, le concessionnaire se chargeant des matériels et équipements lui appartenant.

4.3 –DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRODUITS VENDUS

4.3.1–Contrôles

La Métropole se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer, à tout moment, à la charge du concessionnaire et pour vérifier la conformité à la réglementation, les contrôles techniques portant sur la qualité des denrées proposés à la vente, l'hygiène générale des véhicules de transport, la propreté du matériel utilisé ou la tenue du personnel.

4.3.2–Liste des fournisseurs

Le concessionnaire communiquera à l'autorité concédante la liste de ses fournisseurs et l'informerá des modifications qui pourraient y être apportées dans son rapport annuel.

4.3.3–Qualité des produits

Les produits alimentaires offerts à la vente devront être de bonne qualité, saine et marchande et répondre à toutes les prescriptions relatives à la protection des aliments et à l'hygiène publique.

4.3.4–Publicité commerciale, enseigne, marque

Le concessionnaire est autorisé à apposer toute enseigne ou affiche portant sa marque commerciale en conformité avec le projet présenté et après entente préalable entre les parties.

CHAPITRE V – RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE ET OBLIGATIONS D'ASSURANCE

5.1 – ETENDUE DES RESPONSABILITES

Le Concessionnaire est chargé d'exploiter à ses risques et périls le service concédé (transfert d'un risque lié à l'exploitation du service). Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Le Concessionnaire sera seul responsable de toutes contraventions ou autres actions qui pourraient être constatées par quelques autorités que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confié. D'une manière générale, il fera son affaire, de l'ensemble des risques et litiges directement ou indirectement liés à l'exploitation du service et de toutes leurs conséquences. La responsabilité de l'Autorité Concédante ne pourra être recherchée à l'occasion des litiges provenant de la gestion du Concessionnaire.

Le Concessionnaire est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelques natures que ce soit, résultant de l'exploitation du service.

La responsabilité du Concessionnaire s'étend notamment, sans que cette liste soit exhaustive :

- aux dommages causés par les agents ou préposés du Concessionnaire dans l'exercice de leur fonction ;
- aux dommages causés aux tiers ou aux usagers pour des faits imputables à l'exploitation du service, y compris des faits imputables à ses prestataires.

La responsabilité du Concessionnaire ne saurait cependant être engagée, dans les cas suivants :

- Si la défaillance est due à l'inexécution d'une obligation mise à la charge de l'Autorité Concédante, pour autant que l'inexécution de ladite obligation ait un impact sur l'exploitation normale du service ;
- En cas de force majeure, entendu comme tout fait ou événement extérieur aux parties, imprévisible et irrésistible, rendant impossible, au moins temporairement, l'exécution de tout ou partie de ses obligations au titre du Contrat.

Pendant sa durée, le Contrat confère au Concessionnaire l'exclusivité de l'exploitation dans le périmètre défini au présent contrat.

Il est rappelé que dans un délai de deux jours à compter de la notification du présent Contrat et avant tout commencement d'exécution, puis chaque année à date anniversaire, le titulaire devra impérativement fournir à la Direction du Protocole et des Moyens Généraux de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée l'attestation d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, en cours de validité pendant la durée légale du marché (original ou copie), portant mention de l'étendue et de la durée des garanties.

La responsabilité de la Métropole TPM ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de la gestion du Concessionnaire.

5.2 – OBLIGATIONS D'ASSURANCES DU CONCESSIONNAIRE

Pour couvrir les responsabilités visées à l'article 5.1 du présent contrat, le Concessionnaire a l'obligation de souscrire des polices d'assurance présentant les caractéristiques suivantes :

Une police responsabilité civile : Cette police devra couvrir le Concessionnaire des conséquences pécuniaires des dommages de sa responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, de toutes natures (corporelles, matérielles, immatérielles et financières) causés aux tiers ou à l'Autorité Concédante, qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

L'Autorité Concédante sera considérée comme un tiers par rapport au Concessionnaire. Ce dernier devra s'engager à faire figurer, dans la police souscrite, l'Autorité Concédante en tant qu'assuré additionnel dans le cas où sa responsabilité serait mise en cause. L'assureur devra renoncer à tout recours à l'encontre de la Collectivité.

Le Concessionnaire présente à l'Autorité Concédante les diverses attestations d'assurance lors de la conclusion du présent Contrat et ensuite, annuellement, à l'échéance des garanties stipulées par les attestations précédentes ou sur demande spécifique de l'Autorité Concédante.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance ;
- les activités garanties ;
- les risques garantis ;
- les montants de chaque garantie ;
- les montants des franchises et des plafonds des garanties
- la période de validité ;

La production d'attestations d'assurances n'exonère pas le Concessionnaire de ses responsabilités, telles qu'elles sont définies ci-dessus.

A défaut de présenter ses attestations d'assurances, le concessionnaire s'expose à la pénalité prévue à l'article 8.1.2 du présent Contrat, appliquée par jour de retard jusqu'à exécution de l'obligation.

CHAPITRE VI – REGIME FINANCIER

6.1 – TARIFS ET REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE

6.1.1 – Principes généraux de la rémunération du Concessionnaire

En contrepartie des obligations qui lui incombent au titre du contrat, le Concessionnaire est autorisé à percevoir le montant des produits tirés de l'exploitation des dispositifs, locations auprès des commerçants et artisans signataires du contrat d'engagement de prestations.

Le Concessionnaire assure le service concédé à ses risques et périls et ne pourra pour quel que motif que ce soit obtenir le versement d'un prix, complément de prix, indemnité ni exiger une modification des conditions d'exploitation du service en cas d'évolution des conditions économiques quelle qu'en soit la cause.

Le Concessionnaire doit assurer l'équilibre des comptes de la concession. Il doit rechercher la couverture de ses charges, prioritairement à l'aide des produits perçus par les usagers du service, par une tarification appropriée des services rendus.

6.1.2 – Constitution de la rémunération du Concessionnaire

Le Concessionnaire assure le service concédé à ses risques et périls.

La rémunération du Concessionnaire est constituée par les recettes que procure l'exploitation du service concédé, soit pour la durée du contrat, l'application des montants unitaires tels que décomposés au Bordereau des Prix Unitaires du supportfinancier (Annexe 2- support financier– Onglet « Bordereau des Prix »).

6.2 – FACTURATION

En contrepartie de l'occupation du domaine public, le Concessionnaire versera à la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée :

- une redevance annuelle fixe exprimée en euros par matériel installé :

Montant de redevance fixe proposé par le candidat : 30€ *
--

*Ce montant ne pourra être inférieur à 30€. Le cas échéant, ou si aucune proposition n'est faite par le candidat, il sera fait application du montant minimum.

- Une redevance annuelle variable sur le Chiffre d'affaires Hors Taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires :

Pourcentage de redevance proposé par le candidat : 25%**

**Ce pourcentage ne pourra être inférieur à 25%. Le cas échéant, ou si aucune proposition n'est faite par le candidat, il sera fait application de ce pourcentage minimum.

Cette redevance sera payable par année civile, à terme échu, à la caisse de Monsieur le Receveur Percepteur Municipal

Le Concessionnaire devra transmettre son chiffre d'affaires réel avant le 31 mars de l'année N+1 conformément à l'article 4.1 du présent contrat. Concernant la dernière année d'exploitation, le Concessionnaire devra transmettre à la Métropole Toulon Provence Méditerranée cette information dans les deux mois suivants la date de fin d'exploitation du Contrat.

Il est précisé que pour les première et dernière années d'exécution du contrat, la redevance sera due au prorata de la durée d'exploitation.

Le Concessionnaire devra obligatoirement produire à l'Autorité concédante, à la fin de chaque semestre, un état comportant un plan de situation et la liste des distributeurs installés ainsi que la date de pose de chacune d'elles.

Cet état devra recevoir l'approbation des services métropolitains.

Il est précisé que chaque nouvelle installation fera l'objet du paiement d'un semestre complet, quelle que soit sa date de pose.

6.4 – MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les tarifs appliqués par le Concessionnaire sur les prestations ne feront pas l'objet de révision de prix sur la durée du contrat.

Si les conditions économiques du contrat venaient à être modifiées de manière significative ;

- soit par une variation du chiffre d'affaires annuel de plus ou moins 10%,
- soit par une augmentation des charges courantes, justifiée par le délégataire, et entraînant une baisse significative de plus au moins 8% du résultat net avant impôts

alors les parties conviennent de se rencontrer, sur demande soit de l'autorité concédante, soit du délégataire, pour établir ensemble une grille tarifaire concordante.

CHAPITRE VII – CONTROLE ET RAPPORT ANNUEL

7.1 – CONTROLE SUR PIECES ET SUR PLACE DE L'AUTORITE CONCEDEANTE

7.1.1 – Objet du contrôle

L'Autorité Concédante dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du présent Contrat par le Concessionnaire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

7.1.2–Exercice du contrôle

L'Autorité Concédante organise librement le contrôle prévu au présent chapitre.

Il peut en confier l'exécution, soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'il choisit. Il peut, à tout moment, en modifier l'organisation.

Les agents désignés par le Concédant disposent des pouvoirs les plus étendus tant sur pièces que sur place. Toute visite sera précédée d'une information faite par l'Autorité Concédante.

L'Autorité Concédante exerce son contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité. Il doit veiller à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle et s'assurer qu'elles ne perturbent pas le bon fonctionnement du service.

7.1.3 – Obligations du Concessionnaire

Le Concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- Fournir à l'Autorité Concédante le rapport annuel et répondre à toute demande d'information de sa part consécutive à une réclamation d'un usager
- Justifier auprès de l'Autorité Concédante des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utiles se rapportant au Contrat
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par l'Autorité Concédante
- Conserver pendant toute la durée du Contrat et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour l'exploitation du service

Les représentants désignés par le Concessionnaire ne peuvent pas opposer le secret professionnel aux demandes d'information se rapportant au Contrat présentées par les personnes mandatées par l'Autorité Concédante.

7.2 – PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE

7.2.1 – Dispositions générales

Le Concessionnaire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, le rapport prévu à l'article L. 3131-5 du Code de la Commande Publique.

Le rapport comporte les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes au présent Contrat.

Il tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour

l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le concessionnaire à la disposition de l'Autorité Concédante, dans le cadre de son droit de contrôle.

Conformément à l'article R3131-3 du Code de la Commande Publique, le rapport comprend, notamment :

1° Les données comptables suivantes :

a) Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;

b) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;

c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

d) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;

2° Une analyse de la qualité des services demandés au concessionnaire, comportant tout élément qui permette d'apprécier la qualité des services exploités et les mesures proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité des ouvrages ou des services est notamment appréciée à partir d'indicateurs, proposés par le concessionnaire ou demandés par l'autorité concédante et définis par voie contractuelle.

Les comptes de la concession seront constitués des documents suivants : documents comptables et comptes de résultat.

L'Autorité Concédante pourra demander des explications et justifications. Les demandes de documents ne peuvent porter que sur des documents comptables dont l'établissement est rendu obligatoire par les règles comptables imposées aux sociétés.

En cas de non remise ou de remise incomplète du présent rapport, le Concessionnaire versera la pénalité prévue à l'article 8.1.2 du présent Contrat.

7.2.2 – Rapport annuel : partie technique

Informations relatives à l'exploitation du service

Les informations suivantes, assorties des observations du Concessionnaire, seront communiquées à l'Autorité Concédante à l'appui de la partie technique du rapport annuel :

- Liste des distributeurs installés (inventaire à jour, comprenant les dates d'installation et de mise en service des appareils)
- Principales opérations d'entretien effectuées, ainsi que le motif d'intervention
- La liste des produits distribués

- Un rapport sur les dégradations subies
- Nombres de litiges (si concerné)
- Adaptation de nouvelles techniques
- Adaptation aux normes

Situation du personnel :

Dans chaque rapport annuel, le Concessionnaire joint l'organigramme du service rattaché au présent contrat et indique la liste des emplois et des postes de travail utilisés par l'exploitation du service ainsi que le nombre et la qualification des agents qui sont intervenus durant l'exercice.

Le Concessionnaire informe également l'Autorité Concédante des éléments suivants :

- Evolution majeure affectant la situation de son personnel intervenant dans le cadre de l'exploitation du service, notamment en cas de modification de la convention collective applicable
- Des accidents de travail survenus au cours de l'exercice

7.2.3 – Rapport annuel : partie financière

Le rapport annuel du Concessionnaire comprend une partie financière qui a pour objet d'informer annuellement l'Autorité Concédante sur l'évolution économique du Contrat.

Cette partie du rapport est élaborée à partir des éléments de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique du Concessionnaire, ainsi que d'éléments économiques calculés, représentatifs de charges (notamment de charges financières) devant être réparties sur la durée du Contrat.

Le Concessionnaire devra remettre :

- La grille de tarification (bordereau des prix unitaires à jour)
- Le compte de résultat annuel de l'exploitation au regard de l'exercice précédent
- Tout élément financier impactant le contrat

CHAPITRE VIII : SANCTIONS ET CONTESTATIONS

8.1 – SANCTIONS PECUNIAIRES ET PENALITES

8.1.1 – Modalités d'application des pénalités

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le Contrat, l'Autorité Concédante peut infliger au Concessionnaire des pénalités à titre de sanction des manquements à ses obligations dans les cas et selon les modalités de calcul prévus à l'article 8.1.2 du présent Contrat.

Toutefois, les pénalités ne seront pas appliquées si le Concessionnaire justifie d'une cause extérieure qui l'empêche manifestement de pourvoir à ses obligations.

Les différentes pénalités visées à l'article 8.1.2 du présent Contrat peuvent éventuellement se cumuler.

8.1.2 – Cas d'application et calcul des pénalités

L'autorité Concédante peut prononcer des pénalités dans les cas et pour les montants suivants :

Motif d'application d'une pénalité	Montant de la pénalité
Retard dans la mise en place des dispositifs à la prise de contrat	50 €HT/machine/jour calendaire*
Non production du rapport annuel et de ses annexes ou de tout autre document exigé dans le cadre du présent Contrat	50 €HT/jour calendaire*
Défaut de sécurité des installations	100 €HT/jour calendaire*
Retard de versement de la redevance par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante	Taux d'intérêt légal majoré de 5 points appliqué sur la période qui va de la date limite de paiement contractuel jusqu'à la date de constat du versement
Pose ou dépose de distributeurs sans autorisation	100 € HT / jour calendaire*

*Le délai applicable pour le calcul des pénalités court à six (6) jours francs après la mise en demeure faite par l'Autorité Concédante par simple lettre recommandée avec accusé de réception.

Le montant total des pénalités infligées au titre du Contrat, ne pourra pas dépasser 15% du chiffre d'affaires annuel de la concession, tel qu'il apparaît au compte prévisionnel d'exploitation.

8.1.3 – Paiement des pénalités

Les pénalités sont payées annuellement à l'Autorité Concédante, dans un délai de trente jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le Concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des usagers et des tiers.

En effet, ces sanctions pécuniaires ne sont pas exclusives des indemnités ou dommages et intérêts que le Concessionnaire peut être conduit à verser à des usagers ou à des tiers par suite de manquement aux mêmes obligations.

8.2 - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN REGIE PROVISOIRE

En cas de faute grave du Concessionnaire, notamment si la concession n'est exécutée que partiellement, l'Autorité Concédante pourra prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Concessionnaire.

Cette mise en régie provisoire est précédée d'une mise en demeure permettant au Concessionnaire de pouvoir mettre fin aux dysfonctionnements constatés, sauf le cas d'une urgence impérieuse.

La mise en régie ne s'appliquera que si la mise en demeure reste infructueuse et qu'il n'y a pas de commencement d'exécution de la part du Concessionnaire, le mise en régie ne se fera que sur la partie des prestations non exécutée.

La régie provisoire cesse dès que le Concessionnaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations.

La régie n'exonère pas le Concessionnaire des pénalités dues.

Si à l'expiration de cette mise en régie provisoire pendant un délai de deux mois, le Concessionnaire est dans l'incapacité de reprendre l'exécution du service, l'Autorité Concédante peut prononcer sa déchéance dans les conditions prévues ci-dessous.

8.3 - SANCTION RESOLUTOIRE : DECHEANCE

Les conséquences financières de la déchéance sont à la charge du Concessionnaire. La déchéance ne peut être prononcée par délibération de l'Autorité Concédante en cas de faute d'une particulière gravité du Concessionnaire notamment dans les cas suivants :

- Faute grave, fraude ou malversation,
- Cession du Contrat non autorisée,
- Absence de reprise du service après 2 mois de régie provisoire,
- Inobservation grave ou transgression répétée des clauses du Contrat,
- Manquements graves aux règles de sécurité,
- Défaut d'assurance,
- Non-respect des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur,

La décision de l'Autorité Concédante doit être précédée d'une mise en demeure de remédier aux fautes constatées dûment motivée et de l'intention de mettre en œuvre la présente clause par lettre recommandée avec accusé de réception impartissant au Concessionnaire un délai minimum d'un mois pour se mettre en conformité.

Si la mise en demeure reste sans effet à l'expiration de ce délai d'un mois, la déchéance pourra être prononcée à tout moment par l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire s'engage à régler, sans délai, les dommages et intérêts dus au délégant en réparation du préjudice qu'il a subi du fait de sa déchéance, et selon l'état exécutoire dûment justifié, établi par l'Autorité Concédante.

La résiliation prend effet à compter du jour de la notification au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la résiliation est prononcée, les dispositions relatives à la fin de Contrat s'appliquent.

8.4 - REGLEMENT DES LITIGES

Les contestations qui s'élèvent entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante au sujet du présent Contrat sont soumises au Tribunal Administratif de Toulon.

Toutefois, lorsqu'une procédure d'expertise ou de conciliation dans le cadre d'une commission spéciale est prévue, le recours au Tribunal Administratif n'est permis qu'après que ladite commission ait remis son avis dans un délai de trente (30) jours à compter de sa saisine, sauf si l'une des parties fait obstacle au déroulement normal de la procédure.

En tout état de cause, si un différend survient entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, le Concessionnaire doit exposer dans un mémoire, préalablement à la saisine de la juridiction administrative, les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et financière qui en résultent selon lui. Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Autorité Concédante dans un délai de quinze (15) jours. L'envoi de ce mémoire ne fait pas échapper le Concessionnaire à l'obligation de respecter l'ensemble des dispositions décrites dans le présent Contrat.

L'Autorité Concédante doit alors notifier au Concessionnaire dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception du mémoire une proposition de règlement du différend. L'absence de proposition de la part de l'Autorité Concédante dans ce délai, équivaut à un refus et l'affaire peut alors être soumise au tribunal administratif.

Dans le cas où l'Autorité Concédante émet une proposition de règlement du différend, le Concessionnaire dispose de vingt (20) jours calendaires pour apporter une réponse selon les mêmes formes que celles évoquées ci-dessus.

Une réponse négative à la proposition faite par l'Autorité Concédante ou l'absence de réponse du Concessionnaire dans les vingt (20) jours vaut rejet de la proposition et l'affaire peut être portée devant le Tribunal Administratif.

La commission spéciale sera composée de trois membres : un représentant de l'Autorité Concédante, un représentant du Concessionnaire et un expert indépendant désigné soit d'un commun accord, soit en cas de désaccord par le président du Tribunal Administratif de Toulon. Le coût de l'intervention de l'expert est pris en charge par la partie reconnue responsable. Cette procédure de concertation trouvera notamment à s'appliquer en cas de contestations relatives au niveau des prestations fournies aux usagers ou de la remise des documents et notamment le rapport annuel que doit remettre le Concessionnaire.

Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante sont tenus de fournir aux membres de la Commission spéciale tous les documents demandés. La Commission dispose d'un délai de 6 mois pour élaborer un accord qu'elle soumet aux deux parties.

En cas d'échec de la commission visée ci-dessus, l'Autorité Concédante et le Concessionnaire ont la possibilité de demander au Préfet de mener une mission de conciliation. Cette procédure de conciliation suppose l'accord des parties, en aucun cas, cette procédure ne pourra être imposée. Quand l'une des parties n'accepte pas les conclusions de la Commission, elle notifie son désaccord à l'autre partie dans un délai d'un mois et en précise les raisons.

Les contestations qui s'élèveront entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante au sujet du présent contrat seront soumises au Tribunal Administratif de Toulon.

CHAPITRE IX : MODIFICATION ET FIN DU CONTRAT

9.1 – AVENANTS AU CONTRAT

Des avenants pourront le cas échéant être conclus pour l'exécution du présent Contrat, sous réserve qu'ils ne bouleversent pas l'économie du Contrat.

Le présent Contrat ne pourra être modifié que par avenant écrit, conclu conformément aux dispositions légales en vigueur, soit à la date d'établissement du présent Contrat aux articles L.3135-1 et 2 et R.3135-1 à 9 du Code de la Commande Publique et à la jurisprudence.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, tout projet d'avenant entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la commission visée à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. L'organe délibérant qui statue sur le projet d'avenant est préalablement informé de cet avis.

9.2 – MODALITES D'ACHEVEMENT DU CONTRAT

Le Contrat prend fin dans les cas suivants :

- échéance du présent Contrat ;
- déchéance du Concessionnaire prononcée par l'Autorité Concédante dans les conditions prévues à l'article 8.3 du présent Contrat ;
- résiliation pour motif d'intérêt général par l'Autorité Concédante dans les conditions prévues à l'article 9.3 du présent Contrat.
- Résiliation pour force majeure ou imprévision dans les conditions prévues à l'article 9.4 du présent Contrat

9.3 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

L'Autorité Concédante peut résilier unilatéralement le Contrat pour motif d'intérêt général.

Il fait connaître son intention au Concessionnaire un (1) an au moins avant la date d'effet de la mesure de résiliation.

L'indemnité de résiliation est calculée à partir des bilans et pièces fournis annuellement par le Concessionnaire. Elle comprend les éléments suivants :

- le montant de pénalités, indemnités et autres frais qui seraient mis ou resteraient à la charge du Concessionnaire par suite de la résiliation et dans le cadre des engagements normaux souscrits par lui dans l'intérêt de l'exploitation
- le bénéfice manqué pendant la période restant à courir à compter de la date de résiliation
- il est calculé d'après le produit net moyen des années écoulées sur la base des bilans et comptes d'exploitation produits annuellement
- la valeur non amortie à la date de résiliation des investissements réalisés par le concessionnaire en vertu du présent contrat
- le frais directement engagés par le Concessionnaire pour a bonne exécution de la convention et non encore couverts à la date de prise d'effet de la résiliation
- les frais de rupture des contrats de travail dans le cas où les conditions de l'article L 1224-1 du Code du Travail ou de toutes dispositions le remplaçant ne seraient pas réunies.

Les indemnités sont fixées à l'amiable, ou à défaut, par l'assemblée délibérante sur la base d'une expertise.

Le sort des installations est réglé comme dans le cas d'expiration du Contrat par survenance du terme normal.

En cas de reversement judiciaire ou de liquidation judiciaire, la continuation ou l'arrêt de l'exploitation du service seront réglés sur la base des dispositions d'ordre public du code de commerce.

9.4 – RESILIATION POUR FORCE MAJEURE OU IMPREVISION

En cas de survenance d'un évènement de force majeure ou d'un évènement présentant les caractéristiques de l'imprévision et entraînant un bouleversement de l'économie du Contrat, le Concessionnaire doit en avertir immédiatement l'Autorité Concédante en indiquant sa cause, sa durée possible et les conséquences immédiates attendues

Le Concessionnaire exerce ses meilleurs efforts pour éliminer les conséquences de tels évènements et reprend ses obligations, dès que possible, avec la plus grande diligence.

En cas de force majeure ou d'imprévision, rendant impossible l'exécution du Contrat pendant un délai de trois (3) mois, le résiliation peut être prononcée par l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire est indemnisé dans les conditions et selon les principes dégagés par la jurisprudence du conseil d'Etat ou, à la demande du Concessionnaire, par le Tribunal Administratif compétent.

9.5 – REDRESSEMENT, LIQUIDATION

Le jugement prononçant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié sans délai à l'Autorité Concédante par le Concessionnaire.

9.6 – REMISE DES BIENS EN FIN DE CONTRAT

En fin de contrat, l'ensemble des distributeurs concernés par l'objet du Contrat resteront propriété du délégataire.

L'enlèvement des dispositifs s'organisera suivant un calendrier proposé par le délégataire à minima 6(six) mois avant l'échéance du présent contrat, et en accord avec les services de la Métropole.

Dans le cas où certains dispositifs ne pourraient être enlevé à la date prévue, les parties conviendront ensemble des modalités à tenir.

9.7 – REPRISE DES DROITS ET OBLIGATIONS

Tous les contrats conclus par le Concessionnaire contiennent une clause d'expiration automatique au terme normal de la concession, sauf en ce qui concerne les contrats de travail ou autre contrats à durée légalement indéterminée ou sauf accord particulier avec l'Autorité Concédante.

9.8 – TRANSFERT D'INFORMATIONS EN FIN DE CONTRAT

Au moins 1 an avant la fin du présent Contrat, le Concessionnaire remet gratuitement à l'Autorité Concédante, à sa demande, tous les éléments permettant d'assurer la continuité

de l'exploitation (cartographie des distributeurs à jour, liste des fournisseurs et des produits distribués...)

9.9 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le Concessionnaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, dans les conditions fixées par celui-ci.

Il s'engage à fournir à l'Autorité Concédante, au plus tard le jour de la signature du présent Contrat et tous les six (6) mois à compter de la date d'entrée en vigueur de celui-ci, les documents mentionnés à l'article D.8222-5 du code du Travail.

En application de l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le Concessionnaire ne s'acquitte plus desdites formalités, il se voit infliger sans mise en demeure préalable, des pénalités d'un montant au plus, égal à 10% du montant du Contrat et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

La pénalité visée au présent article s'entend sans préjudice d'autre sanction, condamnation par les administrations et juridictions compétentes.

CHAPITRE X – DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile à leur adresse indiquée à l'article 1.1 du présent Contrat.

10.2 – NOTIFICATIONS

Une fois le Contrat notifié, les notifications au titre du présent Contrat sont effectuées soit par lettre recommandée avec avis de réception postal, aux domiciles fixés à l'article 1.1 du présent Contrat.

10.3 – CONFIDENTIALITE

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire s'engagent à garder confidentiels : toute information, tout document et tout rapport de nature technique, commerciale ou financière transmis dans le cadre de l'exécution du présent Contrat (et/ou) durant la procédure de négociation ayant précédé sa signature) et identifiés comme confidentiels.

10.4 – LANGUE FRANÇAISE

Conformément à la législation en vigueur, l'ensemble des pièces du présent Contrat et la documentation sont rédigées en langue française.

10.5 – LISTE DES ANNEXES CONTRACTUELLES

Sont annexées au présent Contrat et ont valeur contractuelle, les documents suivants :

Désignation	Fourni par	Support
Cartographie des emplacements des distributeurs	Autorité Concédante	Annexe 1 -Cartographie distributeurs boissons
Attestations d'assurance	Le Candidat	/
Le bordereau des prix unitairescomprenant la Grille tarifaire de l'année 2022 (BPU)	Autorité Concédante A compléter par le Candidat	Annexe 2 - support financier– Onglet « Bordereau des prix »
Liste des fournisseurs	Le Candidat	/
Liste des produits distribués	Le Candidat	/
Compte d'exploitation Prévisionnel	Autorité Concédante A compléter par le Candidat	Annexe 2 - support financier– Onglets « Mensualisation des contrats », « Chiffre d'affaires », « Salaires », « Compte de résultat prévisionnel »
Modèle de rapport annuel	Le Candidat	/
Modèle de tableau de bord	Le Candidat	/
Organigramme du titulaire	Autorité Concédante A compléter par le Candidat	Annexe 2 - support financier– Onglet « Organigramme »
Fiches techniques des appareils ou équivalent	Le Candidat	/
Dispositifs de paiements proposés	Le Candidat	/
Cadre de mémoire technique	Autorité Concédante A compléter par le Candidat	Cadre de mémoire technique
Le support financier	Autorité Concédante A compléter par le Candidat	Annexe 2 - support financier

Commentaire à l'attention des candidats : La liste des annexes pourra être complétée à l'issue des négociations ou lors de la phase de mise au point du contrat, le cas échéant.

10.6 - INDEPENDANCE DES CLAUSES

Si l'une des stipulations du présent Contrat est déclarée nulle ou inapplicable, ou fait l'objet d'une requalification, par un tribunal ou toute autre autorité compétente, ladite stipulation sera réputée non écrite et les autres stipulations du présent Contrat continueront à produire tous leurs effets.

Néanmoins, les parties négocieront de bonne foi pour convenir d'une clause mutuellement satisfaisante et légale visant à remplacer la stipulation du présent Contrat déclarée nulle ou non applicable.

10.7 - PARTAGE DE DONNEES ET OPEN-DATA

L'Autorité Concédante s'est engagée dans une politique pour l'innovation et le développement numérique faisant une place prioritaire au logiciel libre et à la réutilisation des données publiques.

Pour cela, elle permet aujourd'hui à des tiers de réutiliser librement les données publiques diffusées sur sa plateforme accessible à l'adresse <https://data.metroletpm.fr>.

Le Concessionnaire respecte les dispositions en vigueur et s'engage à faciliter la mise en œuvre du règlement délégué (UE) 2017/1926 de la Commission du 31 mai 2017 complétant la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union, de services d'informations sur les déplacements multimodaux, de la loi pour une République numérique du 7 octobre 2016, du Livre III du Code des relations entre le public et l'administration, et de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, notamment son article 25.

L'Autorité Concédante se réserve la possibilité de publier sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et les obligations rattachés aux données, les données issues de l'utilisation de l'outil approvisionné par le Contrat.

A cette fin, le Concessionnaire fournit notamment à l'Autorité Concédante, au plus tard 4 mois à compter de la signature du Contrat, dans des standards ouverts en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux :

- Les outils permettant d'extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données.
- Les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du Contrat. En cours de contrat l'obligation de publication des données essentielles concerne notamment :
 - Les dépenses d'investissement et les principaux tarifs à publier au plus tard deux mois à compter de la fin de chaque année d'exécution du Contrat ;
 - Les données relatives à chaque modification du contrat à publier au plus tard deux mois à compter de la date de signature de la modification du Contrat ;
 - Le Concessionnaire communiquera ces informations à l'Autorité Concédante, en marge du rapport annuel, dans un délai d'un mois à compter de la fin de chaque année d'exécution du Contrat.

10.8 - ALERTE ETHIQUE

Le Concessionnaire se conforme aux dispositions prévues par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique relatives à la protection des lanceurs d'alerte.

L'Autorité Concédante tient à la disposition du Concessionnaire, de ses représentants ou agents des procédures appropriées de recueil des signalements des alertes au sens de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016.

En tant que collaborateur extérieur et occasionnel de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire a la possibilité de signaler ou de révéler des faits concernant :

- un crime ou un délit ;
- une violation grave et manifeste d'un engagement international ratifié régulièrement ou approuvé par la France ;

- une violation grave et manifeste d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ;
- une violation grave et manifeste de la loi ou d'un règlement ;
- une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général.

Les signalements sont adressés au référent « alerte » :

- Soit par un dépôt sur la plateforme numérique sécurisée à l'adresse suivante : <https://metropoletpm.signalement.net>. Les échanges par voie dématérialisée via la plateforme numérique sécurisée sont fortement conseillés.
- Soit par courrier postal recommandé avec accusé de réception, à l'adresse du siège de la Métropole. Pour protéger la confidentialité de la correspondance, le courrier est adressé sous le système de la « double enveloppe ». Les éléments du signalement sont alors insérés dans une enveloppe fermée, dite « enveloppe intérieure », laquelle est introduite dans une seconde enveloppe, dite « enveloppe extérieure ».

Sur l'enveloppe intérieure figure la mention « CONFIDENTIEL- SIGNALEMENT D'UNE ALERTE A L'ATTENTION DE Mr Claude WEISSE – NE PAS OUVRIR ».

Sur l'enveloppe extérieure figure l'adresse du siège de la Métropole : Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107 Boulevard Henri FABRE – CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9.

Le « référent alerte » accuse réception des éléments et informe le lanceur d'alerte du délai d'examen de recevabilité fixé à 1 mois maximum.

Il informe le lanceur d'alerte des suites données à son signalement.

Toutes les informations utiles sur la procédure sont consultables sur la plateforme numérique sécurisée <https://metropoletpm.signalement.net>

10.9 - OBLIGATIONS CONCERNANT LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Concessionnaire doit se conformer aux exigences découlant du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016 concernant la protection des données personnelles.

Pour l'application de ce règlement l'Autorité Concédante, le concessionnaire est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Protection des données personnelles du concessionnaire et de ses intervenants

Le Concessionnaire et chacun des intervenants pour son compte sont réputés accepter le traitement des données personnelles les concernant dans les limites strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (durée utile sur le plan opérationnel)

Protection des données personnelles des tiers

Le Concessionnaire doit prendre toute précaution utile afin de limiter l'utilisation des données personnelles ou sensibles auxquelles il peut avoir accès dans le cadre de l'exécution de ses prestations et garantir une sécurité appropriée pour le traitement de ces données.

A ce titre, il s'engage à respecter et à prendre toute disposition utile pour faire respecter par son personnel et plus généralement par toute personne intervenant pour son compte, les obligations suivantes :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du Contrat ;

- Limiter l'utilisation des documents et informations traités aux besoins strictement nécessaires à l'exécution de ses prestations ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers en cours d'exécution ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités en cours d'exécution du contrat et alerter l'Autorité Concédante de toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 h après en avoir pris connaissance, par tout moyen approprié. Cette notification est accompagnée de toute la documentation utile pour permettre à l'Autorité Concédante, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ;
- Etablir et fournir sans délai à la demande de l'Autorité délégante les éléments de preuve de conformité au règlement européen ;
- Transmettre en fin de contrat, toutes les données à caractère personnel à l'Autorité Concédante ou au sous-traitant désigné par elle. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du concessionnaire. Le Concessionnaire doit justifier par écrit de la destruction de toutes les copies.

10.10 - SIGNATURE

À, le

Pour le Concessionnaire

[Signature]

Pour l'Autorité

Concédante.....

SASU ALAU
Capital 10 000 €
ZI Des Paluds
160 Rue des 4 Termes - 13400 AUBAGNE
Tél. : 06 14 71 78 75 - N° Intra. : FR 06 414 962 118
Siret : 414 962 118 00033 - NAF : 4799B

[Signature]

CAK TOGRAPHIE DIS IRIKIBU I EUX DE BOISSONS

LEGENDE
Site non pourvu de distributeurs

DISTRIBUTEURS PAR SITE	ADRESSE DES SITES	NATURE DES DENREES			ACCESSIBILITE		DATE FIN CONTRAT ACTUEL	ESTIMATIF DES EFFECTIFS	PUBLIC
		BOISSONS CHAUDES	BOISSONS FROIDES	SNACKING	STATIONNEMENT	ETAGE			
SECTEUR CENTRE									
METROPOLE TPM	107 BD HENRI FABRE QUARTIER DE LA RODE 83041 TOULON CEDEX 9	x	x	x	OUI	OUI	07/07/2022	292	NON
PHOENIX	IMPASSE DE LA RESISTANCE 83000 TOULON	x	x		OUI	OUI	07/07/2022	124	NON
HELIANTHE	142 RUE EMILE OLLIVIER 83000 TOULON	x			NON	OUI	07/07/2022	35	NON
LEO LAGRANGE	AVENUE FENE CASSIN 83100 TOULON	x	x		OUI	OUI	07/07/2022	9	OUI
HOTEL DES ARTS	236 BD GENERAL LECLERC 83000 TOULON	x			NON	OUI	07/07/2022	20	OUI
PALAIS DES SPORTS	420 AVENUE AMIRAL AUBE 83000 TOULON	x	x	x	OUI	NON	07/07/2022	20	OUI
CHALUCHET	RUE CH-ALUCHET 83000 TOULON	x			NON	NON	07/07/2022	52	OUI
CRR TOULON	168 BD COMMANDANT NICOLAS 83000 TOULON	x	x		OUI	NON	07/07/2022	60	OUI
BATIMENT PRINCIPAL BATIMENT ATELIERS PROPRETE TOMBOUCTOU	CHEMIN DE TOMBOUCTOU 83000 TOULON	x	x	x	OUI	NON	07/07/2022	20	NON
BATIMENT L'OISEAU DE FEU	211 RUE HENRI POINCARE 83000 TOULON	x			OUI	OUI	07/07/2022	25	NON
CRR TOULON BATIMENT ANCIEN ESART	168 BD COMMANDANT NICOLAS 83000 TOULON	x	x	x	OUI	NON	07/07/2022	20	OUI
SECTEUR OUEST									
CRR LA SEYNE SUR MER	11 RUE JACQUES LAURENT 83500 LA SEYNE SUR MER	x			NON	OUI	07/07/2022	8	OUI
CRR SIX FOURS	ESPACE ANDRE MAILLARD 100 AV DE L'ATIRE DE TASSIGNY 83140 SIX FOURS LES PLAGES	x	x		OUI	NON	07/07/2022	6	OUI
ESPACE JOSEPHINE SERVICE ENVIRONNEMENT SIX FOURS	243 RUE DU COMMERCE ZAC DES PLAYES 84140 SIX FOURS LES PLAGES	x	x	x	OUI	NON	19/07/2022	10	NON
BATIMENT REGIE DES EAUX SIX FOURS	81 AV DE LA MER 83140 SIX FOURS LES PLAGES	x			OUI	NON	19/07/2022	12	NON
CRR LE REVEST	SALLE CHARLES VIDAL TRAVERSE DE LA LUZERNE 83200 LE REVEST LES EAUX	x			OUI	NON	07/07/2022	2	OUI
VILLA TAMARIS	295 AVENUE DE LA GRANDE MAISON 83500 LA SEYNE SUR MER	x	x		OUI	OUI	07/07/2022	5	OUI
CRR ST MANDRIER	AV DES ASP-HODELES PIN ROLAND 83430 ST MANDRIER SUR MER	x			OUI	NON	07/07/2022	1	OUI
SECTEUR EST									
ESPACE CHANCEL	RUE DU LIEUTENANT CHANCEL 83180 LA VALETTE DU VAR	x			OUI	NON	07/07/2022	15	OUI
L'ESTAGNOL	VIEUX CHEVIN D'HYERES LA MOUTONNE 83260 LA CRAU	x		x	OUI	NON	07/07/2022	11	OUI
CTM NORD LA VALETTE	RUE DE BONNEFOY 83160 LA VALETTE DU VAR	x	x		OUI	OUI	07/07/2022	73	OUI
VILLA BAUDOUVIN	RUE DE BONNEFOY 83160 LA VALETTE DU VAR		x		OUI	OUI	24/06/2023	2	OUI
CRR LA VALETTE	1113 AV PABLO PICASSO 83160 LA VALETTE DU VAR	x			OUI	NON	24/06/2023	3	OUI
CRR PRADET	130 BV JEAN JAURES 83220 LE PRADET	x	x	x	NON	OUI	07/07/2022	6	OUI
CRR DE CARQUEIRANNE	CHENAIL PETIT LAC CLAIR VAL	x	x		OUI	NON	07/07/2022	4	OUI

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

La société Aviva Assurances dont le siège social est situé 13 rue du moulin bailly 92271 BOIS COLOMBES CEDEX certifie que ETS SASU ALAU REP M. CUGNET 160 rue des 4 termes ZI les paluds 13400 Aubagne est titulaire d'un contrat n°76.060.176 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'occasion de l'exercice de ses activités professionnelles suivantes :

Vente de boissons par distributeurs automatiques dont l'assuré est propriétaire mis en dépôt chez les commerçants avec approvisionnement et entretien

Les garanties sont accordées à concurrence des montants suivants et sous réserve des franchises absolues par sinistre suivantes.

Responsabilité civile «Exploitation»	
Dommages corporels, matériels et immatériels :	7 500 000 € par sinistre
Dont :	
- Dommages corporels résultant d'accidents de travail ou de maladies professionnelles :	2.000.000 € par année d'assurance
- Dommages matériels et immatériels en résultant :	1 000 000 € par sinistre Franchise par sinistre :10 % mini 155 € maxi 1 550 €
- Dommages immatériels résultant de dommages non garantis :	100 000 € par sinistre et par année d'assurance Franchise par sinistre :10 % mini 765 € maxi 3 050 €
- Dommages aux biens mobiliers confiés (dommages matériels et immatériels en résultant)	25 000 € par sinistre Franchise par sinistre :10 % mini 155 € maxi 1 550 €
- Atteinte accidentelle à l'environnement hors installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement (dommages corporels, matériels et immatériels) : dont dommages immatériels résultant de dommages non garantis :	500 000 € par sinistre et par année d'assurance Franchise par sinistre :10 % mini 155 € maxi 1 550 € 100.000 € par sinistre et par année d'assurance Franchise par sinistre :10 % mini 765 € maxi 3 050 €

Responsabilité civile «Après Livraison»	
Dommages corporels, matériels et immatériels :	1 000 000 € par sinistre et par année d'assurance Franchise par sinistre :10 % mini 155 € maxi 1 550 €
Dont : Dommages immatériels résultant de dommages au produit livré :	100 000 € par sinistre et par année d'assurance Franchise par sinistre :10 % mini 765 € maxi 3 050 €

Défense	
Défense devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives ; Défense des intérêts civils devant les juridictions répressives :	Frais à la charge de l'Assureur, sauf dépassement du plafond de garantie en cause (voir art. Défense)

Recours suite à accident	
Recours suite à accident (litiges excédant 380 €)	16 000 € par litige
dont : expertise amiable	230 €
dont : honoraires d'avocat ou de conseil :	
- Intervention d'un avocat pendant la phase amiable si le tiers est représenté par un avocat (art. L 127-2-3 du code des assurances), consultation	300 €
- Référé, assistance à une mesure d'instruction ou devant une commission administrative, un tribunal d'instance ou de police	250 € par plaidoirie ou intervention
- Tribunal de grande instance :	500 € par plaidoirie
- Cour d'appel :	500 € par plaidoirie
- Cour de cassation ou Conseil d'Etat :	1 220 € par plaidoirie
- Transaction amiable :	500 €
- Arbitrage :	250 €

La franchise ne s'applique pas aux dommages corporels

Attestation valable du 01.01.2022 au 31.12.2022 sous réserve de l'encaissement effectif de la cotisation correspondant à la période pour laquelle elle a été établie. La présente attestation ne peut engager l'assureur en dehors des garanties et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Bois Colombes le 03 Janvier 2022

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Les sommes pré-calculées s'afficheront dans les cellules

Les sommes pré-calculées s'afficheront dans les cellules

TVA Applicable (à renseigner)

Moins valeur par boisson chaude si utilisation d'une lasse personnelle (à renseigner)

BOISSONS CHAUDES

[illegible]

BOISSONS FROIDES

[illegible]

DENREES ALIMENTAIRES

DENRÉES ALIMENTAIRES				PRIX PERSONNEL	
Désignation	Marque	Poids	Prix de vente HT	Prix de vente TTC	
Madelon - choco x 4	st michel	80G	0,91	1,00 €	1,20 €
Madeleine nature x 4	st michel	80G	0,91	1,00 €	1,20 €
Gaufres chocolat	brichard	80G	0,91	1,00 €	1,20 €
Gaufres poudrées	brichard	80G	0,91	1,00 €	1,20 €
Gaufre MegaBee	brichard	80G	0,91	1,00 €	1,20 €
Brownies pépita choc	st michel	50G	0,91	1,00 €	1,20 €
Maz galette	keradalec	100G	0,91	1,00 €	1,20 €
Mhi pépita chocho	st michel	50G	0,91	1,00 €	1,20 €
MMS	master food	45G	0,91	1,00 €	2,00 €
MMS	master food	100G	1,64	1,80 €	1,20 €
Napoléain	mondelaz	90G	0,91	1,00 €	1,20 €
Mikado	mondelaz	39G	0,91	1,00 €	1,20 €
Petit écolier	mondelaz	80G	0,91	1,00 €	1,20 €
Fondant chocolat	mondelaz	50G	0,91	1,00 €	1,20 €
KINDER BUENO	ferrero	43G	1,18	1,30 €	1,50 €
KIT KAT	mars	41.50G	0,91	1,00 €	1,20 €
KIT KAT CHUNKY	mars	35G	0,91	1,00 €	1,20 €
MARS nature	mars	51G	0,91	1,00 €	1,20 €
SNICKERS	master food	50G	0,91	1,00 €	1,20 €
LION	nestle	42G	0,91	1,00 €	1,20 €
MALTESERS	master food	37G	0,91	1,00 €	1,20 €
TOBLERONE	mondelaz	35G	0,91	1,00 €	1,20 €
TWIX	master food	50G	0,91	1,00 €	1,20 €
BOUNTY lait	master food	57G	0,91	1,00 €	1,20 €
GERBLE Chocoani / Sâsima	gerble	46G	0,91	1,00 €	1,20 €
CRUNCH	nestle	39G	0,91	1,00 €	1,20 €
BALISTO Lait Miel	master food	37G	0,91	1,00 €	1,20 €
chewing gum	HOLLYWOOD	28G	0,91	1,00 €	1,20 €
COTE D OR	COTE D OR	45G	0,91	1,00 €	1,20 €
MILKA	mondelaz	40G	0,91	1,00 €	1,20 €
MILKA COOKIE	mondelaz	52G	0,91	1,00 €	1,20 €
MILKA OREO	mondelaz	37G	0,91	1,00 €	1,20 €
SKITTLES rouge	master food	45G	0,91	1,00 €	1,20 €
SUNDY	master food	36G	0,91	1,00 €	1,20 €
OREO	mondelaz	66G	0,91	1,00 €	1,20 €
bombon	HARIBO	85G	1,27	1,40 €	1,60 €
CHAMMALLOWS 100g	HARIBO	100G	1,27	1,40 €	1,60 €
3D's	pepaco	30G	0,91	1,00 €	1,20 €

CHIPS 30g	sibel	30G	0,91	1,00 €	1,20 €
KINDER MAXI	FERRERO	42G	0,91	1,00 €	1,20 €
KINDER COUNTRY	FERRERO	47G	0,91	1,00 €	1,20 €
NUTELLA BISCUIT	FERRERO	41,4G	0,91	1,00 €	1,20 €
TUC	mondelez	40G	0,91	1,00 €	1,20 €
MARS DELIGHT	master food	51G	0,91	1,00 €	1,20 €

1880

→

252

1

[illegible]

ANNEE
Secteur
Centre
Est
Ouest
Mensualisation

6

TOTAL	ANNEE	5	95 559,96 €
-------	-------	---	-------------

Janvier	Fevrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €

TOTAL	ANNEE	6	- €
-------	-------	---	-----

CHIFFRE D'AFFAIRES PREVISIONNEL CONCESSION DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

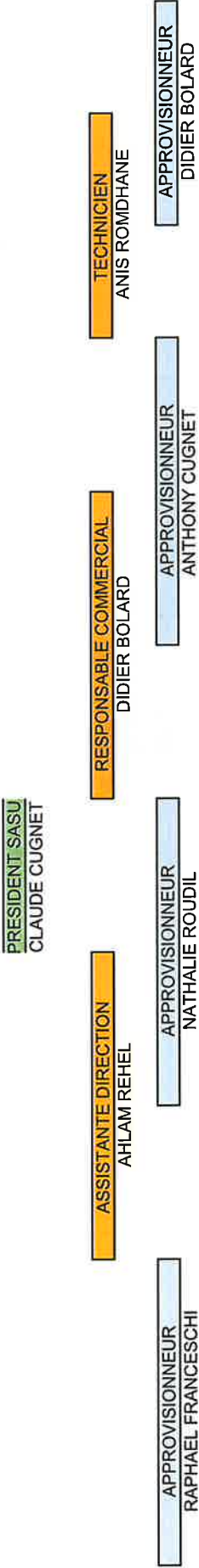
Renseigner les cellules
Reports automatiques

CHIFFRE D'AFFAIRES	ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3	ANNEE 4	ANNEE 5	ANNEE 6
Chiffre d'affaires						
Secteur Centre	49 698,00 €	85 419,96 €	88 479,96 €	93 279,96 €	95 559,96 €	- €
Secteur Est	39 105,00 €	66 399,96 €	68 799,96 €	71 199,96 €	72 399,96 €	- €
Secteur Ouest	4 950,00 €	9 060,00 €	9 420,00 €	10 620,00 €	11 220,00 €	- €
Autres produits	5 643,00 €	9 960,00 €	10 260,00 €	11 460,00 €	11 940,00 €	- €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Subventions de fonctionnement	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL PRODUITS	49 698,00 €	85 419,96 €	88 479,96 €	93 279,96 €	95 559,96 €	- €

ORGANIGRAMME

CONCESSION DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

(insérer organigramme prévisionnel de la délégation)



PERSONNELS AFFECTES AU CONTRAT	
APPROVISIONNEUR TEMPS PARTIEL ANTHONY CUGNET	TECHNICIEN PONCTUELLEMENT ANIS ROMDHANE

MASSE SALARIALE

Taux de charges personnel non cadre

Taux de charges personnel cadre

(Il est conseillé ici d'appliquer la durée mensuelle moyenne nationale de 151,67h/mois)

Valeurs en Euros

2ème Exercice						
STATUTS	Nombre de ETP	Nombre de mois	Brut mensuel	Brut annuel total	Charges annuelles	Brut annuel chargé
Personnel non cadre	0,40	12,00	2 150,00	10 320,00	0,00	10 320,00
Cadres	0,31	12,00	2 560,00	307,20	0,00	307,20
TOTAL	0,41	4,92	4 710,00	10 627,20	0,00	10 627,20
		0,00	Nombre d'heures de travail			
			0,00 Nombre d'ETP annuels			

STATUTS	Nombre de ETP	Nombre de mois	Brut mensuel	Brut annuel total	Charges annuelles	Brut annuel chargé
Personnel non cadre	0,40	12,00	2 150,00	10 320,00	0,00	10 320,00
Cadres	0,01	12,00	2 560,00	307,20	0,00	307,20
TOTAL	0,41	4,92	4 710,00	10 627,20	0,00	10 627,20

Nombre d'heures de travail
 0,00
 Nombre d'ETP annuels
 0,00

4ème Exercice

STATUTS	Nombre de ETP	Nombre de mois	Brut mensuel	Brut annuel total	Charges annuelles	Brut annuel chargé
Personnel non cadre	0,40	12,00	2 150,00	10 320,00	0,00	10 320,00
Cadres	0,01	12,00	2 560,00	307,20	0,00	307,20
TOTAL	0,41	4,92	4 710,00	10 627,20	0,00	10 627,20

Nombre d'heures de travail moy.
0,00 Nombre d'ETP annuels

5ème Exercice

STATUTS	Nombre de ETP	Nombre de mois	Brut mensuel	Brut annuel total	Charges annuelles	Brut annuel chargé
Personnel non cadre	0,40	12,00	2 150,00	10 320,00	0,00	10 320,00
Cadres	0,25	12,00	2 560,00	7 680,00	0,00	7 680,00
TOTAL	0,65	7,80	4 710,00	18 000,00	0,00	18 000,00

Nombre d'heures de travail
0,00 Nombre d'ETP annuels

6ème Exercice

STATUTS	Nombre de ETP	Nombre de mois	Brut mensuel	Brut annuel total	Charges annuelles	Brut annuel chargé
Personnel non cadre	0,00	0,00	2 150,00	0,00	0,00	0,00
Cadres	0,00	0,00	2 560,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	4 710,00	0,00	0,00	0,00

Nombre d'heures de travail
0,00 Nombre d'ETP annuels

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

CONCESSION DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

Renseigner les montants prévisionnels dans les cellules

Les sommes pré-calculées et les reports s'afficheront dans les cellules

et

CHIFFRE D'AFFAIRES	ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3	ANNEE 4	ANNEE 5	ANNEE 6	TOTAL
Chiffre d'affaires							
Secteur Centre	49 698 €	85 420 €	88 480 €	93 280 €	95 560 €	- €	412 438 €
Secteur Est	39 105 €	66 400 €	68 800 €	71 200 €	72 400 €	- €	317 905 €
Secteur Ouest	4 950 €	9 060 €	9 420 €	10 620 €	11 220 €	- €	45 270 €
Autres produits	5 643 €	9 960 €	10 260 €	11 460 €	11 940 €	- €	49 263 €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Subventions de fonctionnement	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL PRODUITS	49 698 €	85 420 €	88 480 €	93 280 €	95 560 €	- €	412 438 €
Consommations intermédiaires	34 167 €	34 167 €	35 391 €	37 311 €	38 223 €	- €	179 259 €
Matières premières	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Marchandises	34 167 €	34 167 €	35 391 €	37 311 €	38 223 €	- €	179 259 €
Autres	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
MARGE BRUTE	15 531 €	51 253 €	53 089 €	55 969 €	57 337 €	- €	233 179 €
CHARGES EXTERNES	4 260 €	2 910 €	2 960 €	3 010 €	4 560 €	- €	17 700 €
Loyers	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Fournitures non stockées (eau, gaz, EDF)	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Entretien : Interventions techniques et fournitures	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Entretien et réparation : contrat	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Autres prestations sous traitées	300 €	300 €	300 €	300 €	300 €	- €	1 500 €
Location matériel d'exploitation	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Petites fournitures (et fournitures bureau)	1 500 €	- €	- €	- €	1 500 €	- €	- €
Assurances	60 €	60 €	60 €	60 €	60 €	- €	3 000 €
Frais de téléphone + PTT	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	- €	5 000 €
Sinistres	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Charges de gros entretien	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Véhicules et déplacements	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Divers	1 100 €	1 250 €	1 300 €	1 350 €	1 400 €	- €	6 400 €
Frais généraux région et siege	300 €	300 €	300 €	300 €	300 €	- €	1 500 €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €

REDEVANCE		13 625 €	22 555 €	23 320 €	24 520 €	25 090 €	- €	109 109 €
Part fixe :		1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	- €	6 000 €
Part variable :25. %		12 425 €	21 355 €	22 120 €	23 320 €	23 890 €	- €	103 109 €
VALEUR AJOUTÉE		-	2 354 €	26 809 €	28 439 €	27 687 €	- €	106 369 €
IMPÔTS ET TAXES		-	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Impôts locaux, vignettes, licence etc.		-	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CHARGES DE PERSONNEL		18 000 €	10 627 €	10 627 €	10 627 €	18 000 €	- €	67 882 €
<i>Personnels salariés</i>		18 000 €	10 627 €	10 627 €	10 627 €	18 000 €	- €	67 882 €
Personnel interne brut		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Charges de personnel interne		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
<i>Personnels extérieurs</i>		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Interimaires et prestataires brut		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Charges des intérimaires et prestataires		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
<i>Divers</i>		30 €	30 €	30 €	30 €	35 €	- €	155 €
Médecine du travail + Taxe d'apprentissage + Effort		30 €	30 €	30 €	30 €	35 €	- €	155 €
Construction + Formation continue etc.		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Autres charges de personnel		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
CHARGES BRUTES D'EXPLOITATION		70 082 €	70 289 €	72 328 €	75 498 €	85 908 €	- €	374 105 €
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)		-	20 384 €	16 152 €	17 782 €	9 652 €	- €	38 333 €
DOTATIONS DE L'EXERCICE		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Dotations aux amortissements		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Provisions diverses		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		-	20 384 €	16 152 €	17 782 €	9 652 €	- €	38 333 €
CHARGES FINANCIÈRES		120 €	120 €	120 €	120 €	120 €	- €	600 €
Intérêts de l'emprunt		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Services bancaires		120 €	120 €	120 €	120 €	120 €	- €	600 €
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		-	20 504 €	16 032 €	17 662 €	9 532 €	- €	37 733 €
Charges exceptionnelles		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Produits exceptionnels		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
<i>Impôt sur les sociétés</i>		- €	3 452 €	3 687 €	4 062 €	2 192 €	- €	13 394 €
RÉSULTAT NET		-	20 504 €	12 344 €	13 600 €	7 340 €	- €	24 338 €



Alimentation Automatique

ZI Des Paluds
160 Rue des 4 Termes – 13400 Aubagne
Tél : 06.14.71.78.75 Bureau : 04.42.72.31.59



FOURNISSEURS PRODUITS

VIVANDIA

SUPERGROUP

CENTRAL ETHNIQUE

KERRY

EUROCASH

DANCUP

PIECES DETACHES DA

ATEL

SYMOTRONIC

BIANCHI

BRITA

SOCREHA

LM CONTROL

DISTRIBUTEURS

BIANCHI

VENDO

AZKOYEN

FAS

SASU ALAU

Capital 10.000€

N° Intra : FR 06 414 962 118 / Siret : 414 962 118 00033 / NAF : 4799B


LES DISTRIBUTEURS

En tant que gestionnaire en Distributeurs Automatiques depuis 36 ans nous avons toute liberté sur le choix de nos partenaires, fournisseurs de produits ou de matériels.


Ce choix s'est toujours porté sur les fabricants partageant notre philosophie axée sur la qualité et l'innovation.


Ce sont là des principes fondamentaux pour fidéliser et se démarquer dans une profession où la concurrence est omniprésente.

Le choix du type de distributeur est déterminé en fonction d'une estimation du nombre de gobelet journalier distribué,

1. DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS CHAUDES Spécificités du matériel	Marque Type	Photo
<p>Etat du matériel : NEUF</p> <p>Boissons distribuées : 1 café en grains Vendin avec ou sans sucre, 1 chocolat Ulzema, 1 thé LIPTON, 1 boisson lyophilisée au choix / cappuccino arôme vanille ou noisette ou caramel ou CAPRIMO/soupe KNORR tomate ou 7 légumes)</p> <p>Nombre de gobelets : 800</p> <p>Dimensions avec socle (H x L x P) : 183 x 666 x 790 mm</p> <p>Poids : 167 kg</p> <p>Classe énergétique : B</p> <p>Consommation : 1500 Wh/L</p> <p>Consommation énergétique par heure de stand by : 73 Wh</p> <p>Dispositif de réduction des déchets : cellule de détection de récipient (type mug) bloquant la distribution du gobelet en plastique</p>	<p>BIANC HI LEI700 GRAIN S</p> <p>A+</p>	

LES DISTRIBUTEURS

2 . DISTRIBUTEUR MIXTE DE FRIANDISES ET PRODUITS FRAIS Spécificités du matériel	Marque Type	Photo
<p>Etat du matériel : NEUF</p> <p>Version Food : 30 confiseries / Viennoiseries / 20 produits frais type sandwichs, salades, tartes sucrées salées ...</p> <p>Dimensions (H x L x P) : 1830 x 880 x 860mm</p> <p>Poids : 280 kg</p> <p>Classe énergétique : A +</p> <p>Consommation : 850 kWh</p> <p>Dispositif de remboursement : cellule de détection de chute des produits, permettant de restituer au consommateur son crédit en monnaie dans le cas où le produit commandé resterait « coincé ».</p>	<p>FAS</p> <p>FASTER 1050</p> <p>A+</p>	

3 . DISTRIBUTEUR DE BOISSONS FROIDES Spécificités du matériel	Marque Type	Photo
<p>Etat du matériel : NEUF</p> <p>Version DA Boites : 6 Plateaux - 9 Sélections</p> <p>CAPACITE : 360</p> <p>Dimensions (H x L x P) : 1830 x 1220 x 845mm</p> <p>Poids : 295/ kg</p> <p>Classe énergétique : A +</p> <p>Consommation : 850 kWh</p> <p>Dispositif de remboursement : cellule de détection de chute des produits, permettant de restituer au consommateur son crédit en monnaie dans le cas où le produit commandé resterait « coincé ».</p>	<p>VENDO G-DRINK DR9</p> <p>A+</p>	

LES SOLUTIONS MONÉTIQUES

1 LE MONNAYEUR

Chaque appareil est équipé d'un monnayeur rendeur de monnaie.

2 LE LECTEUR DE BADGE BUBBLE

Certains appareils seront équipés, en plus du monnayeur rendeur de monnaie, d'un **système de paiement électronique privatif sans contact, sous forme de badge, se rechargeant avec des pièces ou des billets.**

Ces badges seront à disposition du personnel de la Médiathèque leur donneront accès à des tarifs préférentiels notamment sur les boissons .

3 LE LECTEUR DE BILLET

Les badges pourront être rechargés avec des billets de 5 et 10 € au moyen d'un lecteur intégré sur des distributeurs automatiques.

4 LE LECTEUR DE CB

Les distributeurs à disposition du public seront équipés de lecteur de Carte Bleue.



CADRE DE MEMOIRE TECHNIQUE

**(À renseigner par le candidat et à remettre à l'appui de son offre
cf. article 11 du Règlement de la Consultation)**

CONCESSION DE SERVICES

**MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES**

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En cas de groupement, il est loisible au candidat de présenter un mémoire commun ou un mémoire par

MEMOIRE TECHNIQUE

Une attention particulière devra être apportée aux renseignements de ce cadre de réponse qui constitue la proposition technique du candidat :

- Ce cadre permettra à la collectivité de juger les candidats sur les éléments relatifs au critère 2 mentionné à l'article 11 du règlement de la consultation.
- Il ne s'agit pas de reporter dans ce cadre les informations générales de l'entreprise relative à la candidature (cf. article 9 du règlement de la consultation) mais les éléments spécifiques à la consultation visée en objet, permettant de juger l'offre.

Le candidat devra obligatoirement répondre au critère suivant :

Méthodologie d'intervention, avec descriptif des moyens humains et matériels mis en œuvre dans le cadre de la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers

PIECES JOINTES :

- **PDF DISTRIBUTEURS BOISSONS CHAUDES**
- **PDF DISTRIBUTEURS SNACKING ET BOISSONS FROIDES**
- **PDF MAINTENANCE ET ENTRETIEN**
- **PDF MOYENS HUMAINS ET MATERIELS**
- **PDF SOLUTIONS MONETIQUES**
- **PDF RECYCLAGE**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Renvoi à des documents annexes le cas échéant :

- Intitulé précis des annexes :

- Numéros de pages se rapportant exclusivement au présent critère :

LA MAINTENANCE

Dans notre activité de service, qui plus est pour le traitement de prestations telles que celles qui structurent l'offre de **ALAU**, ce sont les qualités morales, la motivation, l'enthousiasme et l'ancienneté de nos approvisionneurs qui définissent la qualité de notre action chez nos clients.

1. L' APPROVISIONNEUR

1.1 – Profil

Un approvisionneur « sur qualifié » de part son ancienneté sera affecté spécifiquement à la Médiatèque durant toute la durée du contrat.



Formé techniquement et régulièrement sensibilisé en matière d'hygiène alimentaire, il se verra confier bien plus de tâches que le simple fait d'entretenir et de remplir un distributeur.

Son expérience technique et du terrain lui confèrent une vraie expertise pour détecter le moindre incident, le résoudre ou si nécessaire déclencher le passage d'un technicien.

Il véhicule la qualité, le service, l'image de notre société et collecte tout un ensemble d'informations primaires, indispensables au maintien de notre **engagement qualité**.

1.2 – Fréquence de passage

Pour avoir été **au service de nombreux établissements similaires pendant plus de 36 ans**, nous avons parfaitement conscience de la forte demande des usagers. C'est la raison pour laquelle nous prévoyons un **passage adapter en fonction du débit** afin de maintenir un achalandage conséquent et une hygiène irréprochable.

1.3 – Sa mission

La communication :

A son arrivée sur site, il informe de sa présence son interlocuteur identifié lors de la mise en place de la prestation,

Le remplissage :

Il assure l'approvisionnement des distributeurs en respectant les fiches d'achalandage présentes dans les appareils. Il s'accorde la possibilité de remplacer un produit s'il constate que les ventes sont faibles ou d'écouter les suggestions des utilisateurs.

Le contrôle des dates de péremption :

- Les **DLUO** (Dates Limites d'Utilisation Optimum) : les friandises et boissons froides possèdent des DLUO de plusieurs mois. L'approvisionneur aura l'obligation de les vérifier à fréquence régulière, à savoir 2 fois par mois.
- Les **DLC** (Dates Limites de Consommation) : les produits frais ont des DLC nettement plus courtes (d'une à plusieurs semaines) et représentent un danger sanitaire potentiel en cas de dépassement. L'approvisionneur est régulièrement sensibilisé à la nécessité de contrôler chaque semaine toutes les DLC de tous les produits frais.

L'hygiène :

L'hygiène est un **principe fondamental** de notre engagement qualité faisant l'objet de procédures et contrôles des plus rigoureux. Elle préserve et renforce notre image de marque tout en optimisant la qualité du rendu des produits issus des distributeurs de boissons chaudes.

L'approvisionneur aura pour obligation d'effectuer un nettoyage interne et externe des distributeurs (abords compris) de boissons chaudes lors de chaque approvisionnement, au moyen de produits bactéricides agréés.

Un entretien systématique des distributeurs de boissons chaudes nous préserve des pannes liées aux produits lyophilisés très volatiles qui ont tendances à coller dans les bols ou motter dans les bacs sous l'effet de l'humidité.

Une fois par mois, une **opération préventive d'hygiène** s'ajoute à l'entretien régulier des distributeurs. Elle se caractérise par un nettoyage en profondeur de tous les organes vitaux de l'appareil. Nous adressons par mail **une fois par trimestre** un rapport **Contrôle Qualité** à l'ensemble de nos contacts.

Concernant les autres appareils, l'approvisionneur s'assurera que les vitres soient propres, d'enlever la poussière, de nettoyer les grilles d'aération des compresseurs et de nettoyer les abords.

La prévention :

La valeur ajoutée de notre opérateur de part son expérience sera de prévenir les incidents liés à l'usure normales des organes vitaux des distributeurs en prévoyant une intervention préventive du Service Technique.

Les remboursements :

Une procédure de remboursements suite aux éventuels incidents de distribution ou monétique sera appliquée en commun accord avec chaque responsable de site. L'approvisionneur se chargera de rembourser les utilisateurs lésés soit directement soit par exemple sur la base d'un cahier des remboursements ,.

2. LE S.A.V.

C'est la **pierre angulaire** d'un bon gestionnaire. Notre positionnement uniquement sur le VAR nous permet d'assurer la **réactivité** que vous attendez. C'est notre atout face à un concurrent de stature nationale.

Un appareil en panne, une journée, n'est pas envisageable. Toutes les pièces détachées sont disponibles dans notre atelier. La réparation est alors immédiate.



2.1 – Le Service Technique

Un responsable technique et un technicien qualifié se partagent la responsabilité de la préparation et du bon fonctionnement de tous les appareils. Ils communiquent avec les fabricants de distributeurs pour faire remonter les informations du terrain afin d'apporter des modifications techniques ou technologiques sur les appareils que nous exploitons au quotidien.

Ils encadrent nos approvisionneurs, transmettent leur savoir afin que ces derniers puissent correctement diagnostiquer et traiter une panne lors de leur passage quotidien sur site. **90 % des dysfonctionnements constatés sont ainsi supprimés sans avoir recours à une intervention du service technique.**

2.2 – Permanence téléphonique

Une permanence est assurée du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 ainsi que le samedi de 8h00 à 12h00.

Numéro d'appel unique : 06 14 71 78 75

Adresse mail : al,au@neuf,fr

2.3 – Procédure de traitement d'un appel

Procédure :

- ✓ Prise en charge de l'appel ou du mail,
- ✓ informations transcrites sur notre « cahier des pannes »,
- ✓ prise de contact immédiate avec l'approvisionneur en charge du site,
- ✓ intervention et diagnostic de l'approvisionneur,
- ✓ rapport téléphonique de l'approvisionneur,
- ✓ panne non résolue, prise en charge immédiate par le Service Technique,
- ✓ intervention sur site **sous 2 heures**,
- ✓ traitement du « cahier des pannes ».



2.4 – Délai d'intervention

Étant formé à la technique et géolocalisé, l'approvisionneur est le premier averti sur un dysfonctionnement constaté sur un appareil de sa tournée. Sa disponibilité est assurée par l'attribution d'un secteur géographique délimité.

S'il ne peut se détourner de sa tournée ou résoudre le dysfonctionnement signalé une fois sur site, un de nos deux techniciens est alors missionné.

Cette organisation nous permet de garantir un délai d'intervention moyen de 2 heures.

1 LES MOYENS HUMAINS

ALAU est une entreprise locale à taille humaine créée en 1998. Sa stratégie a toujours été de privilégier la notion du service donc de la **proximité**.

Ce principe vaut plus que jamais aujourd'hui où coexistent des entreprises nationales avec des moyennes structures, plus modestes mais plus souples et dynamiques.

Nos personnels ne sont pas seulement concernés par leur travail mais complètement impliqués au développement de l'entreprise, nos propositions sont innovantes, notre **réactivité** la clé de notre pérennité.

1.1 LES EFFECTIFS

Notre entreprise compte 10 salariés à plein temps :

- 1 gérant/ chargé de clientèle
- 1 secrétaire
- 1 technicien niveau III
- 5 approvisionneurs.



1.2 LES MOYENS HUMAINS MIS À DISPOSITION DE LA MEDIATHEQUE

1.2.1 Présentation des opérateurs

- **La secrétaire de direction** : en place depuis plus de 10 ans, elle assure la permanence téléphonique et consigne systématiquement les dysfonctionnement signalés par appel téléphonique ou mail dans notre cahier des pannes, outils de traçabilité évitant tout oubli. Selon l'urgence du dysfonctionnement, sa nature et la disponibilité de nos opérateurs géocalisés, elle transmet une demande d'intervention soit à l'approvisionneur soit au Service Technique.
- **Le référent / Chargé de clientèle** : avec ses 15 années d'ancienneté et son expérience de 25 ans en relations clientèles, notre référent sera à votre écoute et vous garantira la bonne circulation de l'information auprès de l'approvisionneur, des techniciens ou du gérant. Il s'assurera par des visites régulières (1 fois par trimestre minimum) de la bonne exécution de la prestation. Il entretiendra un relationnel soutenu avec les responsables de site désignés afin de maintenir la qualité du service et au besoin la modifier dans un rapport gagnant-gagnant.
- **Les approvisionneurs** : compte tenu des nombreuses spécificités de la Médiathèque, nous prévoyons d'y affecter nos 1 plus anciens opérateurs avec pas moins de 16 années d'expérience cumulées au sein de ALAU. Son sens du service et de l'écoute vous garantira la satisfaction des utilisateurs.
- **Les techniciens** : à eux deux, ils cumulent plus de 30 années au service de la Distribution Automatique. Ils se caractérisent par leurs sens de l'organisation, de la rigueur, du partage, de la réactivité et surtout par leur efficacité.

1.2.2 Affectation de l'approvisionneur

L'approvisionneur aura la responsabilité de passer chaque semaine sur le site Médiathèque Toulon. Il veillera au bon remplissage des différents distributeurs ainsi qu'au nettoyage interne et externe des appareils et des abords.

1.2.3 Suivi de la prestation

Le chargé de clientèle sera la garant du bon suivi de la prestation. En complément de ses visites inopinées ayant pour objectif de vérifier la qualité du service rendu par l'approvisionneur (achalandage, DLUO, DLC, hygiène, prix, communication ...) critères contribuant à la satisfaction des usagers.

2 LES MOYENS MATÉRIELS

2.1 LES VÉHICULES UTILITAIRES

Notre flotte de véhicules est remplacée systématiquement tous les 5 ans. Cette fréquence nous assure un parc de véhicules toujours en bon état tout en permettant à nos opérateurs de profiter des dernières innovations technologiques embarquées (gps, radar de recul, kit main libre ...).

A réception des véhicules, notre Service Technique se charge de les compartimenter par famille de produit (chaud, boissons froides, snack ...). L'approvisionneur y gagne en confort, rapidité et efficacité.

Actuellement, notre flotte se compose des véhicules suivants :

- 8 Ford Transit
- 2 Renault Kangoo



2.2 LES MOYENS MATÉRIELS INTERNE

2.2.1 – La manutention :

- 1 élévateur électrique pour le transport des machines
- 1 transpalette électrique pour le déplacement des charges lourdes (palettes, machines ...)
- 2 transpalettes manuels
- 7 diables professionnels
- 7 glacières professionnelles pour le transport des produits frais
- 10 chariots de manutention pour le transport des boissons et denrées alimentaires

2.2.2 – Le stockage :

- 2 containers frigorifiques pour le stockage des produits frais
- 1 réfrigérateur
- 1 congélateur

2.3 LES OUTILS INFORMATIQUES DÉDIÉS À LA PRESTATION

2.3.1 – Système de géolocalisation I-SWAT (www.i-swat.com)



Un dispositif de géolocalisation équipe l'ensemble des véhicules de nos approvisionneurs et techniciens.

L'objectif étant d'optimiser les interventions d'approvisionnement et de dépannage donc notre réactivité.



2.3. – La solution monétique

La solution monétique permet aux utilisateurs de payer aux distributeurs soit au moyen de leur téléphone mobile soit de leur carte d'étudiant sans contact.

Mise en œuvre de la solution :

Chaque distributeur sera équipé d'un lecteur INGENICO
Système de paiement par carte bancaire & sans contact,

2.4 LES OUTILS DE COMMUNICATION ET DE SUIVI DE LA PRESTATION

2.4.1 – La téléphonie

Tous nos opérateurs sont joignables en permanence sur leur téléphone portable android de société ainsi que dans leur véhicule équipé de kit main libre de série.

2.4.2 – La feuille de route

Chaque emplacement de distributeurs automatiques est identifié par une fiche d'achalandage évitant tout défaut de remplissage. Cette traçabilité garantit la bonne continuité du service durant les absences temporaires de l'approvisionneur affecté à la tournée de la Médiathèque (congrès payés, maladie ...).

écovalim

**Une autre valorisation des déchets
de restauration**





Qui sommes-nous ?

Notre entreprise est implantée en direct ou par le biais de nos partenaires sur 5 pays, 2 continents.

Elle compte aujourd'hui 3 structures spécialisées :

JFMH

Engineering,
conseil,
R & D

ECOVALIM

Aujourd'hui acteur incontournable de la collecte et du traitement des déchets issus de la restauration hors foyer auprès des professionnels de CHR, des associations et des collectivités territoriales.

ECOVALIS

Création et exploitation de centres de stockage



Nos valeurs ajoutées

Une expertise
reconnue
dans la collecte
et
la valorisation
des déchets
alimentaires.

Une
traçabilité
sans faille
des déchets,
de la collecte
à la
valorisation.

Un département
R&D novateur
qui repousse
sans cesse les
limites du
traitement des
déchets.

ECOVALIM s'engage en matière de POLITIQUE SOCIALE

L'insertion professionnelle (par contrats de professionnalisation ou stages) est vivement soutenue.

Chaque membre de notre personnel se voit attribuer un plan de formation personnalisé.

ECOVALIM s'engage dans la GESTION DE SES FILIERES DE VALORISATION

Nous réduisons au maximum la production de déchets ultimes, allant jusqu'à valoriser l'ensemble des rejets liés au traitement de vos produits.

Nous maîtrisons au sein du groupe toutes nos filières de traitement et de valorisation.

Cette organisation interne nous permet d'adapter nos process de traitement en fonction de la qualité des produits collectés afin d'en optimiser la valorisation.

ECOVALIM s'engage en matière de RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Notre département R&D continue ses investigations sur des déchets disposant aujourd'hui de solutions de valorisation agréées mais pouvant cependant être encore améliorées.

Nous investissons régulièrement dans la recherche pour identifier de nouveaux process de valorisation sur des produits pas ou peu valorisés à ce jour.

A titre d'exemple, nous avons pu déterminer, à partir du marc de café, 4 sous-produits valorisables.

ECOVALIM s'engage en matière de REDUCTION D'IMPACT CO²

Nos usines de traitement produisent 0 rejet atmosphérique.

Nos véhicules sont récents et justifient au minimum de la NORME EURO 5.

Nos centres de traitement se situent à proximité immédiate de nos zones de collecte, réduisant significativement l'empreinte carbone de nos collectes.

La diversité de notre offre de contenants nous permet d'optimiser la fréquence de collecte.



Le traitement

Notre département R&D innove pour une valorisation toujours plus performante

ECOVALIM investit continuellement dans la R&D, afin de développer des filières de valorisation toujours plus performantes.

La volonté d'ECOVALIM est d'optimiser encore et toujours l'efficacité de ses process,

mais aussi d'en créer de nouveaux pour valoriser des déchets jusqu'ici non traités.



Le traitement

Nos filières de valorisation

Les déchets issus de la restauration hors foyer que nous valorisons empruntent des filières diverses et variées telles que : biocarburant, biogaz, combustibles, compost, électricité verte, matières filtrantes, transformation...





Nos activités

Spécialiste agréé
de la collecte de
déchets issus de
la restauration
hors foyer,

afin de les
intégrer dans des
filières de
valorisation, elles
aussi agréées.

ECOVALIM
valorise la
quasi-totalité
de ces déchets

Les déchets collectés

H.A.U.
et
graisses



Bio déchets



Marc de café



Les emballages collectés





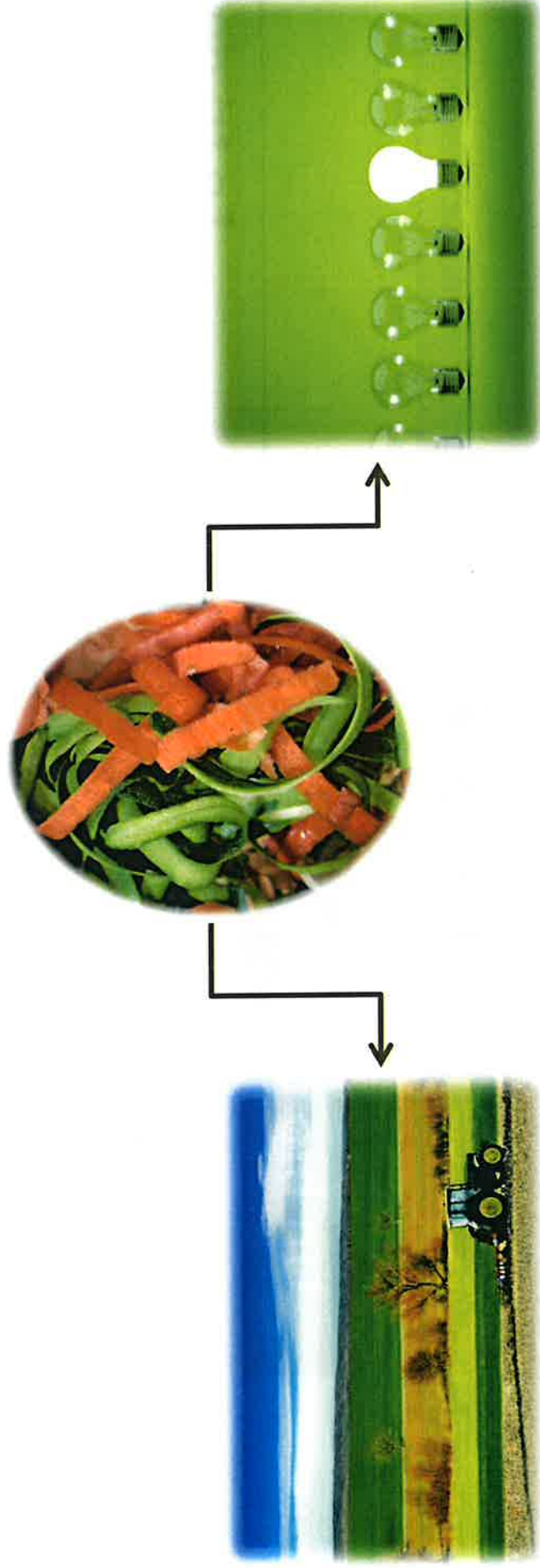
Les bio déchets



Déchets de préparation et fonds d'assiettes :
ECOVALIM collecte et valorise l'ensemble des bio déchets,
y compris carnés.

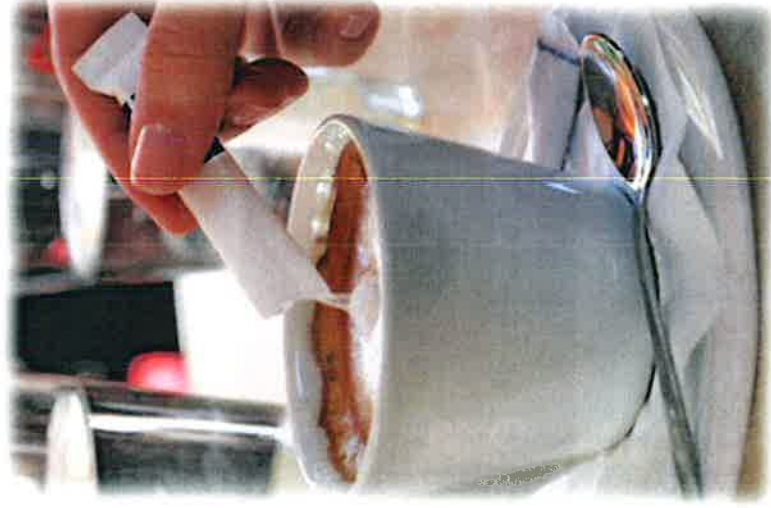
Les bio déchets

Valorisés par Ecovalim qui favorise un « retour à la terre », les bio déchets sont traités dans des filières de **compostage** (engrais) ou de **méthanisation** (énergies vertes).



Le marc de café

Un bio déchet spécifique

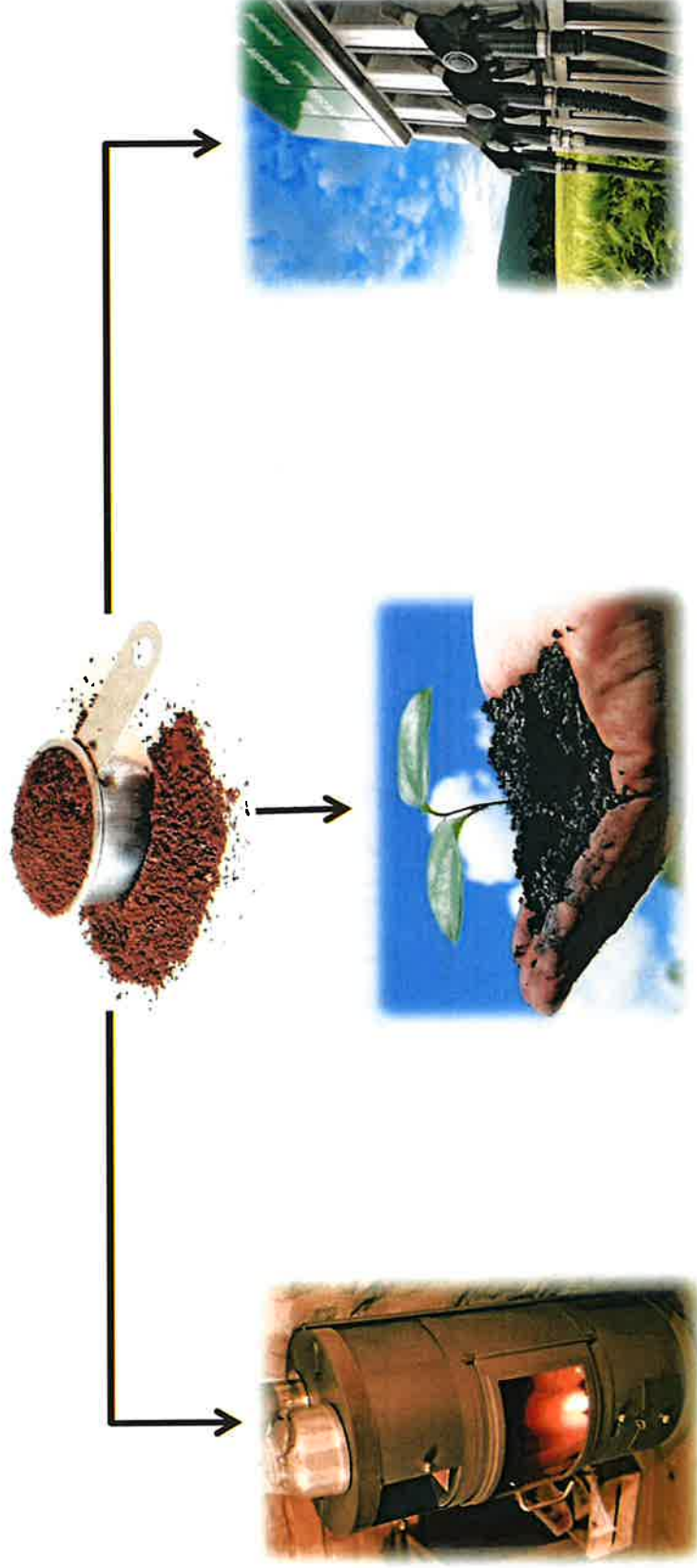


Le tri du
marc de café
se fait de
manière spécifique,
celui-ci étant
isolé des autres
bio déchets.

Des fûts lui
sont donc
dédiés,
pour **une**
valorisation
propre.

Le marc de café

Ecovalim traite le marc de café dans une filière dédiée où il est **100 % valorisé** sous forme d'engrais, de bio carburants ou de combustibles renouvelables.





Les H.A.U.

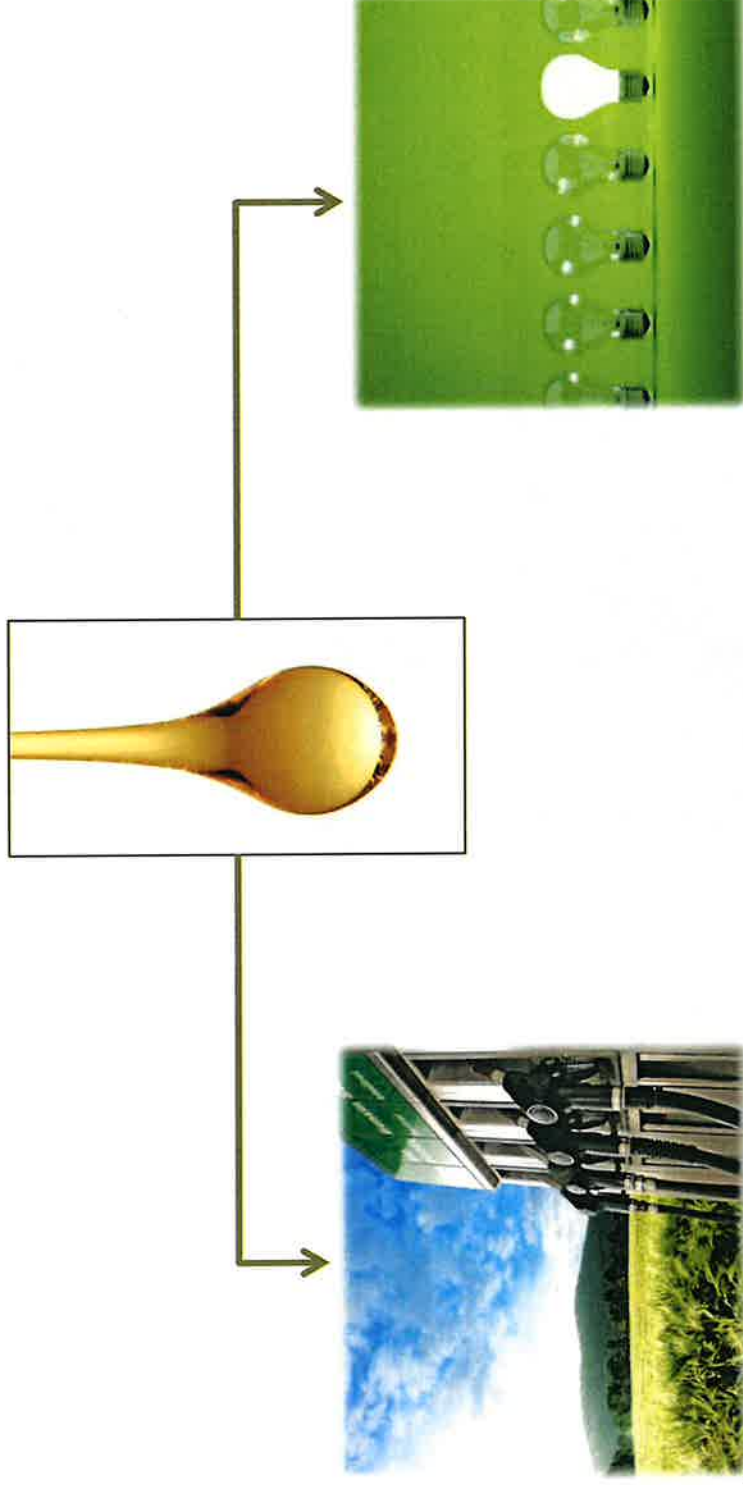
Déversées dans les bacs à graisse et les réseaux d'assainissement, les huiles alimentaires usagées « encrassent » et **abîment les canalisations et polluent.**



Il convient également d'appliquer les **normes d'hygiène, de qualité et de sécurité sanitaire** car les chauffages répétés génèrent des composés d'oxydation dans les bains de friture.



Valorisées par Ecovalim, les H.A.U. sont utilisées comme matière première pour la fabrication de biocarburants ou d'énergies vertes.





Une logistique à la hauteur de vos attentes

ECOVALIM s'engage !

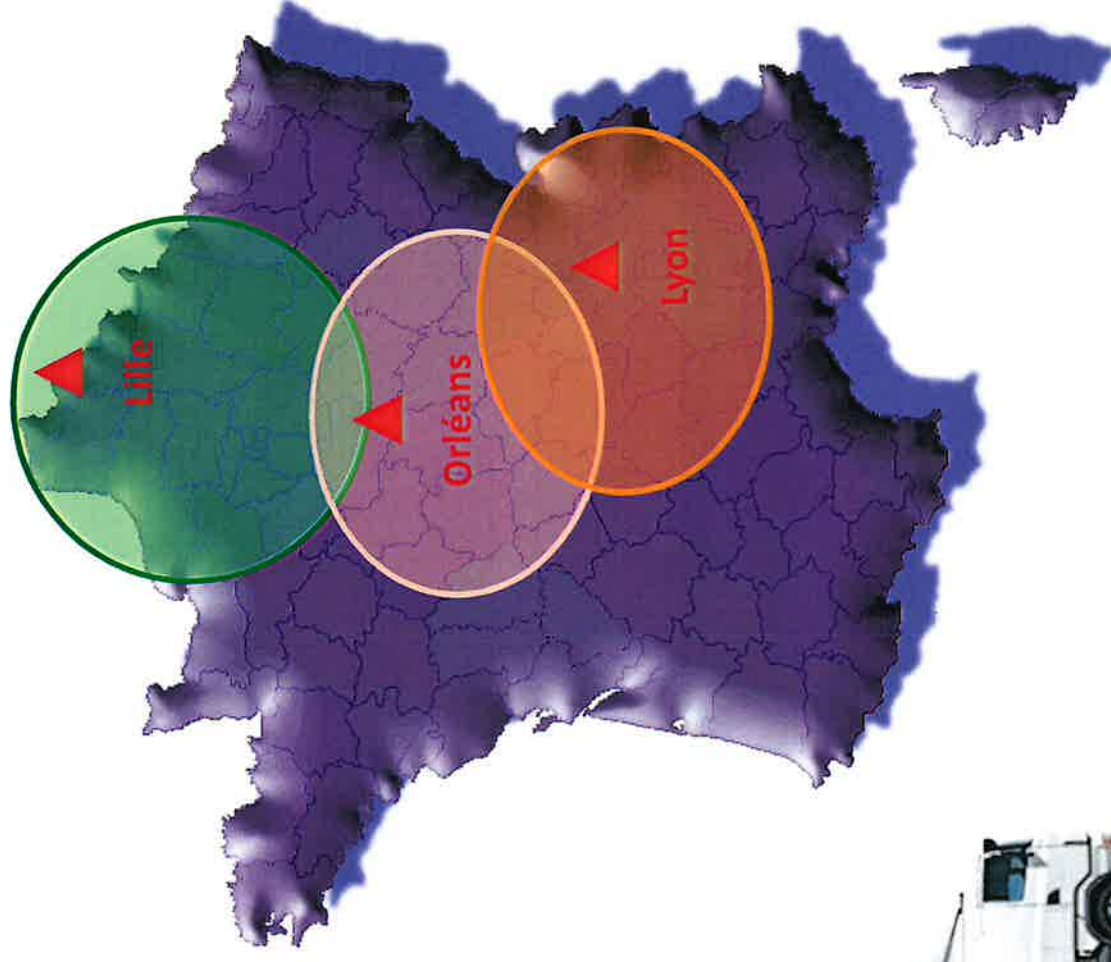
Point essentiel
de notre métier,
la logistique
ÉCOVALIM
fait l'objet d'un
**suivi qualité
très précis.**

ECOVALIM met en outre un
point d'honneur à réaliser une
étude préalable à toute collecte
afin de l'intégrer le plus
naturellement possible à votre
organisation existante.

Elle est donc assurée par du
personnel dédié à ce métier et
spécifiquement formé.

Une zone de collecte étendue

Une large
zone de collecte,
associée à la qualité
d'un service de proximité



Des contenants adaptés

À votre organisation interne :

- conseil en matière de contenants,
- de lieu de stockage,
- de process de tri...

À votre espace de travail :

- bio-seaux,
- fûts de 60 à 200 l,
- bacs de 120 à 240 l,
- rolls,
- caisse-palettes de 600 l
- ...

À vos impératifs de sécurité



De même, la fréquence des enlèvements est définie avec vous, à date fixe (jours et horaires) ou, si vous le préférez, sur simple appel téléphonique de votre part.



Une traçabilité totale

7 3 5 4 9

3 6 4 5 7 9

7 3 5 4 9

ÉCOVALIM a développé un outil informatique de gestion interne qui offre une traçabilité totale, de la collecte au traitement des déchets.

Cette traçabilité est disponible pour tous nos clients en temps réel par des accès WEB Client.

Dans un objectif de « zéro papier », notre solution de traçabilité utilise des codes barres, attribués à chacun des contenants de collecte.

Une transparence optimale qui donne à notre clientèle la possibilité de justifier, comme l'exige la réglementation, des volumes de déchets ainsi destinés à la valorisation.

Un service communication intégré

ECOVALIM accompagne ses clients partenaires par la réalisation d'outils personnalisés

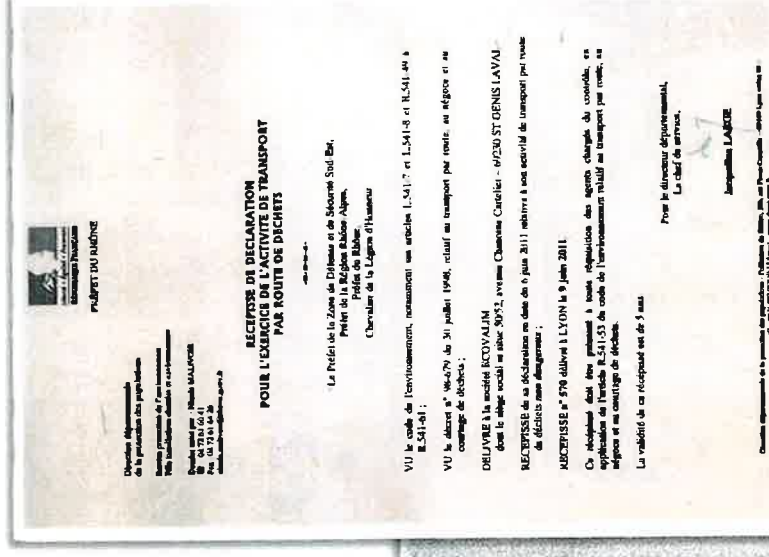
en
communication
interne
comme
en
communication
externe.



Nos agréments

ECOVALIM est agréée
pour le transport
(collecte) et le
courtage des déchets
alimentaires.

Nous disposons
également des
autorisations
nécessaires au
traitement des bio
déchets et des HAU.



VALORISATION DU MARC DE CAFÉ

**Le développement durable
à l'état pur**



écovalim

Valorisation de déchets alimentaires

RECYCLER LE MARC DE CAFE

C'est innover dans la valorisation des bio déchets

Marc de café, ouvrez le champ des possibles...



Economisez sur vos coûts de traitement de déchets tout en répondant aux obligations réglementaires

La législation sur les déchets, et tout particulièrement sur la valorisation des bio déchets s'est renforcée et prévoit des sanctions importantes en cas de non respect.

Producteurs de marc de café, ECOVALIM a la solution adaptée à votre problématique.

Le marc de café est pour nous un bio déchet spécifique auquel nous dédions une filière de valorisation propre.

Combustible, compost et même éco-carburant, Ecovalim propose une deuxième vie à votre marc de café.

La réponse idéale à la nouvelle réglementation* qui exige des producteurs de bio déchets qu'ils :

- les intègrent à des filières de valorisation appropriées et agréées;
- puissent justifier de cette valorisation : quantités, lieux, mode de traitement, destination finale des déchets et conformité de l'installation de traitement.

* Articles L. 541-21-1, L. 543-225 et suivants du Code de l'Environnement - Entrée en vigueur de l'obligation échelonnée dans le temps via arrêté du 12 juillet 2011 - Modalités d'application fixées par circulaire du 10 janvier 2012.

Le non respect de cette réglementation peut être considéré comme un délit et puni de 75 000 € d'amende et d'une peine de prison de 2 ans.



Un geste éco-responsable, la sérénité en plus...



VOTRE LOGO

*Ici, nous œuvrons
pour le développement durable
en valorisant 100% du marc de café produit par nos D.A. !*



Fortement impliqués dans le développement durable, nous avons pris l'initiative de faire collecter le marc de café produit par nos distributeurs automatiques afin de le faire intégralement traiter dans une filière écologique et sécurisée où il est 100 % valorisé sous forme de bio combustibles pour poêles et chaudières, de bio carburants ou d'engrais.



ecovalim
Valorisation de déchets alimentaires
www.ecovalim.eu

RECYCLER LES Gobelets

C'est dire stop à l'enfouissement annuel
de près de 10 000 tonnes de plastique

Adoptons aujourd'hui de nouveaux comportements...
Il est temps !

NOUVEAU



Une solution simple avec ECOVALIM

Alors que plus de 4 milliards de gobelets (soit 16 000 tonnes de plastique) seront consommés cette année en France, au mieux 1% d'entre eux seront recyclés. 1,8 milliards seront incinérés, tandis que 2,4 milliards seront enfouis... et mettront plusieurs centaines d'années à se dégrader.

Une situation invraisemblable, pourtant si simple à corriger.

Fort de ce constat, ECOVALIM, spécialiste de la collecte et de la valorisation des déchets issus de la restauration hors foyers, a choisi d'agir.

Le recyclage des gobelets en plastique n'étant assujéti qu'à une seule contrainte (le tri en amont), ECOVALIM vous propose d'accueillir, dans vos espaces détente, des collecteurs afin de récupérer les gobelets en PP ou PS après usage... y compris s'ils contiennent encore de la boisson.

Design et personnalisés à votre identité visuelle si vous le souhaitez, nos collecteurs sauront répondre à vos besoins pratiques, comme à vos desiderata esthétiques.

Fabriqués sur une base en carton et pouvant contenir jusqu'à 2 500 gobelets, ils peuvent, sur votre demande, se parer d'une coiffe réutilisable (divers matériaux, coloris et formes disponibles), aux couleurs de votre entreprise.

Une fois collectés, vos gobelets entreront dans une filière de valorisation matière.

Réduisez vos coûts de traitement des déchets, et respectez la réglementation (art. R 543-14 du code de l'environnement) tout en :

- améliorant votre empreinte écologique,
- enjolivant votre espace détente,
- valorisant votre image.

Photos non contractuelles

écovalim

Valorisation de déchets alimentaires

☎ 01 80 55 55 77 00

ANNUAL CAPITAL MANAGEMENT

**Un collecteur dédié,
vous avez tout à y gagner !**

écovalim

Valorisation de déchets alimentaires

NOUVEAU

Dites STOP aux tonnes de plastique enfouies sous terre



...gèrent plus de 4 milliards de gobelets par an, rien que sur le territoire français.

Article R543-67 du code de l'environnement

C'est pourquoi ECOVALIM vous propose d'accueillir, dans vos espaces détente, des « box » permettant de collecter les gobelets en PP ou PS après usage...y compris s'ils contiennent encore de la boisson.

Notre service logistique vous livre ces collecteurs, et procède à leur enlèvement afin de les intégrer dans une filière de valorisation matière où les gobelets usagés permettront de fabriquer de nouveaux objets en plastique (pots de fleurs, cintres, sièges d'automobiles....).

Fabriqués sur une base en carton et pouvant contenir jusqu'à 2 500 gobelets, nos box peuvent, sur votre demande, se parer d'un emballage réutilisable (divers matériaux, coloris et formes disponibles), aux couleurs de votre entreprise.

**Un collecteur dédié,
et le tour est joué !**



Article R643-74 du code de l'environnement :

est un bel et beau moment des débuts d'un mariage avec autant de confort et de confort que les parents ont pu en avoir. Les parents ont eu la chance de voir leurs enfants se marier et de leur offrir un cadeau de mariage.



Lebenssituation der Arbeitslosen

► N° Vert 0 805 55 77 00

RECYCLER LES BIO DÉCHETS

y compris vos déchets de restauration d'origine animale
(viande, poisson, oeufs, fromage...)

C'est rendre à la NATURE
ce qu'elle nous a DONNÉ

Soyez acteurs d'un avenir meilleur !

OBLIGATOIRE



Anticipez les OBLIGATIONS légales en SOUS-TRAITANT



Notre service logistique vous fournit en solutions de stockages lavées à chaque échange et prêtes à l'emploi (fûts étanches, caisses palettes, avec ou sans sacs bio compostables). Nous collectons, chez vous et de façon hebdomadaire, les bio déchets ainsi triés.

Une réponse simple et complète qui vous assure une totale conformité avec la réglementation en vigueur.

Découper, éplucher, dégraisser, parer, casser, dénuder, désosser, écosser... puis débarrasser, une fois les mets dégustés. Autant de gestes qui génèrent de nombreux déchets dits « bio déchets ».

Jetés parmi les autres détritiques - plastiques, polystyrènes..., ils ne pourront pas être valorisés.

A partir du 1er janvier 2012, la loi vous impose de mettre en place une filière de valorisation dite « de retour à la terre ».

Spécialiste agréé de la collecte de déchets alimentaires, **ECOVALIM** réalise une **prestation de collecte adaptée à vos contraintes d'espace, de production**, et vous assure un traitement répondant en tous points à vos **obligations réglementaires**.

**Votre mise en CONFORMITE
l'esprit tranquille**





Valorisation de déchets alimentaires



APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Siège social : 50-52, av Chanoine Cartellier - 69230 ST GENIS LAVAL
SIRET 532 474 285 00014 - TVA FR95 532 474 285 - www.ecovalim.eu

AL.AU
160 RUE DES 4 TERMES
13400 AUBAGNE

FAIT LE 27 SEPTEMBRE 2022

Note explicative concernant le dépôt de l'appel d'offre N 22DSP01

Point numéro 1 Masse salariale

Nous avons indiqué un ratio de cadre plus important la 1ere et dernière année car il faut prendre en compte le technicien qui installera et préparera toutes les machines sur tous les sites.

Ce temps doit être pris en compte car au vue du nombre de sites et de machines il passera beaucoup plus de temps qu'une année entière avec juste la réparations de petites pannes

Point numéro 2 Dotations aux amortissements

Nous avons enlevé l'investissement car nous possédons toutes les machines nécessaires à l'installation de tous les sites ainsi qu'en cas de panne nous pouvons changer rapidement une machine sans aucun besoin d'investissement en plus.

Suite à cela nous avons modifié le projet et nous obtenons un résultat positif après toutes les charges déduites.

Vous remerciant pour votre compréhension.

Ahlam Rehel
Société AL.AU

Toulon, le 25/10/2022

Hubert FALCO
Président de la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

A

SASU AL.AU
(Alimentation Automatique)
ZI Les Paluds
160 Rue des 4 Termes
13400 AUBAGNE

A l'attention de Monsieur Claude CUGNET

***Direction Générale Adjointe des Services
DGA Finances et Moyens***

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

TESTONI Aurélie, Sous-Directeur des concessions

LO GAGLIO Alessandra, Chef de service préparation et passation de contrats

TREGUER Kevin, référent Concessions, ktreguer@metropoletpm.fr

**N/Réf.: 22DSP01-CONCESSION DE SERVICES MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES**

OBJET : Mise au point – SASU AL.AU

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de concession de services mise à disposition, exploitation et maintenance de distributeurs automatiques de boissons et denrées, nous faisons suite à la transmission de votre dernière offre remise le 27 septembre 2022 qui nous est bien parvenue.

Après analyse de votre dernière offre remise et sans préjuger de la décision finale qui sera prise à l'issue de la procédure, je vous convie à une réunion de mise au point du contrat qui se tiendra **le 07/11/2022 à 14H00** dans les locaux de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'adresse suivante : Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre - TOULON.

Pour cette réunion, conformément à l'article 13.3 du règlement de consultation je vous invite à vous munir de l'ensemble des pièces demandées dans la version de votre offre du 27 septembre 2022 et notamment de la version reproductible du projet de contrat, ainsi que les éléments suivants :

- Fiches techniques des appareils ou équivalent
- Dispositifs de paiements proposés
- Liste des fournisseurs
- Liste des produits distribués

Je vous informe que dans le cadre de cette réunion de mise au point, la Métropole Toulon Provence Méditerranée pourra solliciter des modifications et ajustements de votre offre par rapport aux derniers éléments remis dans votre offre du 27 septembre 2022.

Le nombre de personnes participant à la réunion de mise au point sera limité à 4 représentants. A l'issue de cette réunion, un compte-rendu sera établi par la Métropole.

Au préalable, je vous demande également de me remettre les pièces et sociales et fiscales suivantes à jour de votre société, à savoir :

- Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale) postérieure au 1er juillet 2021. ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, **l'un des documents suivants** :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de 3 mois,
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Conformément à l'article L.8254-1 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article R.5221-1 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - 1° Sa date d'embauche ;
 - 2° Sa nationalité ;
 - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Nous vous demandons de bien vouloir faire parvenir l'ensemble de ces documents à l'adresse mail suivante : marchespublics@metropoletpm.fr avant le lundi 7 novembre 2022 à 12h00.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Robert CAVANNA
Vice-Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**22DSP01 - CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE
DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES**

***RAPPORT DE CONSIGNATION DES ETAPES DE LA PROCEDURE DE
PASSATION DU CONTRAT DE CONCESSION***

Article L. 3122-2 du Code de la Commande Publique

Table des matières

1. Objet du rapport	3
2. Déroulement de la Procédure de mise en concurrence	3
2.1 – Contexte	3
2.1 - Avis de concession	3
2.2 - Contenu des dossiers à produire par les candidats	3
2.3 - Critères d'évaluation des offres :	6
2.4 - Ouverture des candidatures :	6
2.5 - Examen des candidatures :	7
2.6 - Ouverture des offres :	8
2.7 - Examen des offres :	8
2.8 - Déroulement des négociations	8
2.9 – Mise au point du contrat	9
3. – Caractéristiques principales du contrat	9
3.1 Durée du contrat	9
3.2 Périmètre du contrat	9
3.3 Clauses financières	10
3.4 Mesures de contrôle du sous-traitant par la Collectivité – Obligation du concessionnaire	10
3.5 Pénalités et autres mesures coercitives	10
4. Conclusion	11

1. Objet du rapport

Le présent rapport est établi en application des dispositions de l'article L. 3122-2 du Code de la Commande Publique, dans sa rédaction applicable à la procédure en cours.

Il a pour objet de consigner les étapes de la procédure de passation du contrat de concession.

Le présent rapport comporte en annexe :

- Le procès-verbal de la Commission de concession et de délégation de service public en date du 19 juillet 2022 au terme duquel la Commission a admis les candidats à déposer une offre (annexe 1) ;
- Les procès-verbaux de la Commission de concession et de délégation de service public en date 19 juillet 2022 aux termes duquel la Commission a formulé son avis sur les offres analysées (annexe 2) ;
- Le Rapport de la Commission de délégation de service public d'analyse des offres initiales du 19 juillet 2022 (annexe 3) ;
- Le Rapport d'analyse des offres produit à l'issue de la phase de négociation écrite n°2 du 29 septembre 2022 (annexe 4) ;
- Le PV Mise au point 22DSP01 du 7 novembre 2022 (annexe 5).

2. Déroulement de la Procédure de mise en concurrence

2.1 – Contexte

La présente consultation a été engagée sur le fondement des articles L1121-3, L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La présente consultation a pour objet les prestations de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et de denrées alimentaires dont les caractéristiques sont précisées au projet de Contrat, et destinés principalement aux personnels et visiteurs des sites de la Métropole.

Il s'agit d'un contrat de concession de services.

2.1 - Avis de concession

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 15/04/2022 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, paru le 17/04/22
- JOUE, paru le 20/04/22
- AWS, paru le 18/04/22

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 23/05/2022 à 16h00.

2.2 - Contenu des dossiers à produire par les candidats

Conformément à l'article 9 du règlement de la consultation, les candidats devaient produire à l'appui de leur candidature un dossier comprenant les pièces suivantes :

- Pièce 1 : Une lettre de candidature présentant le candidat

Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.

Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et celle du siège social (si différente), adresse électronique, n° de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires ;

Pour les groupements cette lettre présentera chaque membre dudit groupement, précisera la forme du groupement et le nom du mandataire ;

La lettre de candidature doit être dûment remplie et signée par chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.

Le mandataire devra démontrer l'habilitation des autres membres à présenter la candidature

La forme de la candidature et la composition du groupement sont intangibles.

En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.

- **Pièce 2** : Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-11 du Code de la Commande Publique.

Pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L.3123-2 du Code de la Commande Publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ;

- **Pièce 3** : Une déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18 et L.3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées des articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code de la Commande Publique, sont exacts ;
- **Pièce 4** : Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail ;
- **Pièce 5** : Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, ou procédures étrangères équivalentes
- **Pièce 6** : Les documents relatifs à la **situation propre des opérateurs économiques** :
 - o Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise
 - o Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises,
- **Pièce 7** : Les documents suivants relatifs à la **capacité économique et financière** :

Pour les entreprises :

- Capital social, minimum de fonds propres, caution et autres garanties externes ;
- Extrait des bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices clos disponibles dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays dans lequel le candidat est établi ou tout autre document reprenant les mêmes données concernant l'ensemble de l'activité du candidat et concernant le domaine d'activité objet de la concession ;
- Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours pour l'activité objet de la concession, mentionnant la période de couverture et les garanties afférentes.
- Chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente concession réalisées au cours des trois dernières années

Pour les particuliers :

Chiffre d'affaires sur les trois dernières années accompagnées de tout document permettant d'apprécier les garanties financières du candidat : capitaux propres, capacité d'autofinancement, prêts envisagés

- Pièce 8 : Les documents suivants relatifs à la **capacité technique** :

- Moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ;
- Liste des références professionnelles détaillées du candidat dans le domaine de la gestion d'un service équivalent. Les candidats peuvent démontrer par d'autres références ou par d'autres moyens leur aptitude à exercer la concession.

D'une manière générale, si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, chacun de ces opérateurs devra produire les mêmes documents et informations que s'il se présentait seul.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le lien juridique envisagé entre les différents opérateurs devra être précisé et notamment les clauses de solidarité ou caution ou autres qui permettront de garantir, en cas de défaillance d'un des opérateurs, la continuité du service public dans les mêmes conditions contractuelles.

Lorsque la candidature est déposée au nom et pour le compte d'une société à créer, le candidat devra expliciter le montage juridique envisagé, et les actionnaires en formation devront fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés aux candidats.

Il est rappelé que si pour une raison justifiée, telle qu'une création récente ou en cours, l'opérateur n'est pas en mesure de fournir les documents et informations demandées, il peut prouver sa capacité économique et financière par tout autre document pertinent, après avoir clairement exposé sa situation.

En cas de sous-traitance, le sous-traitant remettra l'ensemble des pièces citées ci-dessus.

Conformément à l'article 11 du règlement de la consultation, les candidats devaient obligatoirement remettre au titre de leur offre les pièces suivantes :

Les offres devront être entièrement rédigées en français ou traduites en français si elles sont rédigées dans une autre langue.

Tous les montants seront exprimés en Euros constants du mois d'entrée en vigueur du contrat.

Les compléments attendus du candidat prennent la forme soit d'un complément rédigé dans le corps même du contrat, soit lorsque cela est expressément exigé, d'une note à caractère

technique ou financier destinée à faire l'objet, le cas échéant, d'une annexe contractuelle.

Le dossier devra comprendre obligatoirement les pièces suivantes :

1. Le **projet de contrat et ses annexes**, daté sans aucune modification autre que les compléments demandés (ces compléments devront apparaître de manière distincte : couleur de police différente) -annexe 1 cartographie distributeurs boissons et annexe 2 support financier
2. Le **mémoire technique** selon le cadre de mémoire technique joint au DCE présentation des appareils, dispositifs de paiement et détail des opérations de maintenance
3. Le support financier complété, fourni au DCE (Annexe 2 du projet de contrat) à compléter :
 - Le bordereau des prix unitaires
 - La mensualisation des contrats
 - Le chiffre d'affaires prévisionnel
 - L'organigramme prévisionnel affecté au contrat
 - La masse salariale
 - Le compte de résultat prévisionnel
4. Le cas échéant, **le tableau des articles du projet de contrat que le candidat souhaite modifier**, ajouter ou supprimer, selon le cadre de proposition de modifications au projet de contrat joint au dossier de consultation

2.3 - Critères d'évaluation des offres :

Conformément à l'article 12 du règlement de la consultation, les offres sont évaluées et classées au regard des critères suivants, listés par ordre décroissant d'importance :

Critère 1 : Valeur financière : l'analyse de la valeur financière sera effectuée au regard de la pertinence de la combinaison économique des points ci-dessous :

- **Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat**
La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.
- **Montant de la redevance variable proposé**
Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.
- **La politique tarifaire** : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.

Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers (cadre de mémoire technique)

2.4 - Ouverture des candidatures :

Il a été procédé à l'ouverture des plis de candidature le 24 mai 2022.

3 plis ont été déposés dont 1 hors délais. La société Alimentation Automatique AL AU a déposé deux plis

consécutifs dans les délais. Conformément à l'article 5.1 de l'annexe au RC « conditions générales de dématérialisation », le candidat a confirmé que son premier pli déposé est remplacé par le second. Conformément à l'article 13.1.1 du règlement de la consultation, seul le dernier pli remis dans les délais est ouvert pour chaque candidat.

Liste des dépôts :

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt Remplacé	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:46
2	Dépôt	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:58
3	Dépôt	Distribution Automatique Varoise	23/05/22 à 10:51

Liste des dépôts hors délais :

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1HD	Dépôt	CAFE COMPAGNIE S.	23/05/22 à 16:18

Suite au relevé des pièces de la candidature, il a été constaté que les candidats **Distribution Automatique Varoise** (pli n°3) a remis un dossier de candidature incomplet.

Conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante, qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Ainsi, il a été demandé au candidat concerné, par courrier adressé le 29/06/2022 sur la plateforme AWS de compléter leur dossier de candidature avant le 06/07/2022

Les demandes adressées au candidat portent sur les points suivants :

- Pièce 1 : Une lettre de candidature – Le candidat avait remis un document non signé ;
- Pièce 3 : Le candidat avait remis un document non signé ;
- Pièce 7 : Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours pour l'activité objet de la concession, mentionnant la période de couverture et les garanties afférentes – Le document transmis par le candidat est au nom de la société SAS DAV 83. Cette dénomination ne se retrouve pas parmi les identifications de sa société mentionnées au Kbis. Il lui a donc été demandé de fournir la documentation attestant du respect des obligations d'assurance exigées dans le cadre de cette consultation pour sa société.

Par ailleurs, conformément à l'article R.3123-20 du Code de la Commande Publique, le candidat Alimentation Automatique AL AU a été informé de la mise en œuvre de la demande de complément de pli d'autres candidats et de la complétude de son pli.

Le candidat Distribution Automatique Varoise (pli n°3) a remis les éléments demandés dans le délai imparti, à savoir :

- Dossier candidature DAV signé
- Attestation assurance 2022 DISTRIBUTION AUTOMATIQUE VAROISE

Le candidat ayant fourni les pièces demandées, sa candidature est donc jugée complète.

2.5 - Examen des candidatures :

Lors de sa séance du 19 juillet 2022, la Commission de concession et de délégation de service public a procédé à l'examen de la candidature des plis reçus et a admis les candidats suivants à présenter une offre :

- Alimentation Automatique AL AU ;
- Distribution Automatique Varoise

2.6 - Ouverture des offres :

Il a été procédé à l'ouverture des plis d'offre le 30 mai 2022

Il a été constaté que 2 plis ont été reçus dans les délais.

- Alimentation Automatique AL AU
- Distribution Automatique Varoise

L'analyse des offres ainsi que la rédaction du rapport d'analyse des offres ont été confiés à la Direction du Protocole et des Moyens Généraux.

2.7 - Examen des offres :

Lors de sa séance du 19 juillet 2022, la Commission de concession et de délégation de service public a procédé à l'examen des offres et a admis les candidats suivants à négocier :

- Alimentation Automatique AL AU ;
- Distribution Automatique Varoise

2.8 - Déroulement des négociations

Par arrêté n° AP22/94 en date du 20 juillet 2022, le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a donné délégation de fonctions et de signature à Monsieur Robert CAVANNA, Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour :

- Le représenter et mener les négociations avec les soumissionnaires de la concession de service pour la mise à disposition, l'exploitation et la maintenance de distributeurs automatiques de boissons et denrées.
- Engager les négociations avec les soumissionnaires suivants :
 - o Alimentation Automatique AL AU
 - o Distribution Automatique Varoise.
- Signer tous les documents concernant les négociations et notamment les convocations aux réunions de négociation des soumissionnaires et de toutes personnes intéressées, les PV des réunions de négociation, les correspondances avec les soumissionnaires, et toute correspondance utile à la conduite des négociations.

Par courrier en date du 20 juillet 2022, les candidats ont été invités à participer aux négociations écrites N°1.

La date limite de réponse a été fixée au lundi 22 août 2022.

Concernant la négociation écrite n°1, 2 dépôts ont été effectués dans les délais :

Candidat	Heure et date de dépôt
Alimentation Automatique AL AU	01/08/22 à 11h56
Distribution Automatique Varoise	11/08/22 à 10h38

Le candidat Distribution Automatique Varoise (pli n°2), indique dans sa réponse qu'il retire sa proposition, du fait de la complexité de la procédure. La Métropole Toulon Provence Méditerranée a pris acte du retrait de cette candidature par courrier adressé à la société Distribution Automatique Varoise en date du 8 septembre 2022.

Le candidat Alimentation Automatique AL AU, présente une proposition améliorée. Après analyse de celle-ci, il apparaît que des négociations restent nécessaires pour optimiser sa proposition. Le candidat est donc invité, par courrier en date du 8 septembre 2022, à participer aux négociations écrites N°2.

La date limite de réponse a été fixée 29 septembre 2022.

Concernant la négociation écrite n°2, 1 dépôt a été effectué dans les délais :

Candidat	Heure et date de dépôt
Alimentation Automatique AL AU	27/09/22 à 12h59

Le candidat Alimentation Automatique AL AU a remis une proposition optimisée répondant aux attentes de l'autorité concédante

2.9 – Mise au point du contrat

A la suite de la phase de négociation écrite n°2, conformément à l'article 13.3 du règlement de la consultation, le candidat a donc été invité à prendre part à une réunion de mise au point du contrat qui s'est tenue le 7 novembre 2022. A cette occasion :

- Le candidat a approuvé les demandes de l'autorité concédante concernant le compte d'exploitation prévisionnel, consignées dans le PV de mise au point annexé au présent rapport ;
- Il est convenu d'un démarrage des prestations objets du contrat à compter du 1er janvier 2023 ou de la date de notification au concessionnaire si elle est postérieure ;
- Le candidat a remis le contrat définitif signé.

3. – Caractéristiques principales du contrat

3.1 Durée du contrat

La durée du présent Contrat est fixée à cinq (5) années à compter du 01 janvier 2023 ou de la date de notification au concessionnaire si elle est postérieure, ou de la date de début d'exécution précisé dans le tableau annexe 1 cartographie distributeurs boissons, si elle est postérieure.

Cependant la date de fin du contrat ne pourra pas excéder 5 ans à compter du 01 janvier 2023 ou de la date de notification si elle est postérieure.

Le présent Contrat ne prévoit pas de tacite reconduction au terme du délai.

3.2 Périmètre du contrat

Le Concessionnaire du présent Contrat est en charge de la fourniture, mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et de denrées alimentaires sur les sites de la Métropole.

La cartographie décrivant les espaces concernés et moyens d'accès est annexé au contrat de concession.

Cependant dans le cadre de l'évolution du parc immobilier et des services de la Métropole des appareils de distribution automatique pourront être ajoutés, supprimés ou modifiés dans les bâtiments en accord avec le concessionnaire.

Chaque ajout, suppression ou modification sera formalisé par une demande effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception et sous réserve d'accord explicite de la Métropole.

3.3 Clauses financières

a) Rémunération du sous-traitant

Le Concessionnaire assure le service concédé à ses risques et périls.

La rémunération du Concessionnaire est constituée par les recettes que procure l'exploitation du service concédé, soit pour la durée du contrat, l'application des montants unitaires tels que décomposés au Bordereau des Prix Unitaires du support financier.

b) Redevances

En contrepartie de l'occupation du domaine public, le Concessionnaire versera à la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée :

- Une redevance annuelle fixe d'un montant de 30€ par matériel installé ;
- Une redevance annuelle variable de 25% du chiffre d'affaires Hors Taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires.

3.4 Mesures de contrôle du sous-traitant par la Collectivité – Obligation du concessionnaire

Le Concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- Fournir à l'Autorité Concédante le rapport annuel et répondre à toute demande d'information de sa part consécutive à une réclamation d'un usager
- Justifier auprès de l'Autorité Concédante des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utiles se rapportant au Contrat
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par l'Autorité Concédante
- Conserver pendant toute la durée du Contrat et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour l'exploitation du service

Les représentants désignés par le Concessionnaire ne peuvent pas opposer le secret professionnel aux demandes d'information se rapportant au Contrat présentées par les personnes mandatées par l'Autorité Concédante.

3.5 Pénalités et autres mesures coercitives

3.4.1. Pénalités

L'autorité Concédante peut prononcer des pénalités dans les cas et pour les montants suivants :

Motif d'application d'une pénalité	Montant de la pénalité
Retard dans la mise en place des dispositifs à la prise de contrat	50 €HT/machine/jour calendaire*
Non production du rapport annuel et de ses annexes ou de tout autre document exigé dans le cadre du présent Contrat	50 €HT/jour calendaire*
Défaut de sécurité des installations	100 €HT/jour calendaire*
Retard de versement de la redevance par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante	Taux d'intérêt légal majoré de 5 points appliqué sur la période qui va de la date limite de paiement contractuel jusqu'à la date de constat du versement
Pose ou dépose de distributeurs sans autorisation	100€ HT / jour calendaire*

3.4.2 - Sanction coercitive : la mise en régie provisoire

En cas de faute grave du Concessionnaire, notamment si la concession n'est exécutée que partiellement, l'Autorité Concédante pourra prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Concessionnaire. Cette mise en régie provisoire est précédée d'une mise en demeure permettant au Concessionnaire de pouvoir mettre fin aux dysfonctionnements constatés, sauf le cas d'une urgence impérieuse.

La mise en régie ne s'appliquera que si la mise en demeure reste infructueuse et qu'il n'y a pas de commencement d'exécution de la part du Concessionnaire, le mise en régie ne se fera que sur la partie des prestations non exécutée.

La régie provisoire cesse dès que le Concessionnaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations.

La régie n'exonère pas le Concessionnaire des pénalités dues.

Si à l'expiration de cette mise en régie provisoire pendant un délai de deux mois, le Concessionnaire est dans l'incapacité de reprendre l'exécution du service, l'Autorité Concédante peut prononcer sa déchéance dans les conditions prévues ci-dessous.

3.4.3 - Sanction résolutoire : déchéance

Les conséquences financières de la déchéance sont à la charge du Concessionnaire. La déchéance ne peut être prononcée par délibération de l'Autorité Concédante en cas de faute d'une particulière gravité du Concessionnaire notamment dans les cas suivants :

- Faute grave, fraude ou malversation,
- Cession du Contrat non autorisée,
- Absence de reprise du service après 2 mois de régie provisoire,
- Inobservation grave ou transgression répétée des clauses du Contrat,
- Manquements graves aux règles de sécurité,
- Défaut d'assurance,
- Non-respect des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur,

La décision de l'Autorité Concédante doit être précédée d'une mise en demeure de remédier aux fautes constatées dûment motivée et de l'intention de mettre en œuvre la présente clause par lettre recommandée avec accusé de réception impartissant au Concessionnaire un délai minimum d'un mois pour se mettre en conformité.

Si la mise en demeure reste sans effet à l'expiration de ce délai d'un mois, la déchéance pourra être prononcée à tout moment par l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire s'engage à régler, sans délai, les dommages et intérêts dus au délégant en réparation du préjudice qu'il a subi du fait de sa déchéance, et selon l'état exécutoire dûment justifié, établi par l'Autorité Concédante.

La résiliation prend effet à compter du jour de la notification au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la résiliation est prononcée, les dispositions relatives à la fin de Contrat s'appliquent.

4. Conclusion

En conclusion, au regard de la procédure de passation détaillées dans le présent rapport, et au vu des éléments d'analyse présentés en annexe 4 au présent rapport, il est proposé au conseil Métropolitain :

1. **D'APPROUVER le choix opéré en faveur de la société Alimentation Automatique AL AU, et les motifs associés à ce choix tels que ci-avant évoqués en vue de l'attribution du contrat de concession de services relatif à la mise à disposition, exploitation et maintenance de distributeurs automatiques de boissons et denrées.**
2. **D'APPROUVER les termes du projet de contrat de concession et ses annexes,**
3. **D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer ce contrat avec le concessionnaire désigné ci-dessus, ainsi que les actes en découlant**



Robert CAVANNA

Vice-Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Annexe 1 :

Procès-verbal de la Commission de concession et de délégation de service public en date du 19 juillet 2022 au terme duquel la Commission a admis les candidats à déposer une offre

**METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE**

***22DSP01-CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES***

***PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DE
CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC DU 19 JUILLET 2022***

***EXAMEN
DES CANDIDATURES
Liste des candidats admis à présenter une offre***

A. OBJET DE LA CONSULTATION

22DSP01-CONCESSION DE SERVICES MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

Date de la commission : 19 juillet 2022

Lieu de la commission : Hôtel de la Métropole

B. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Les membres de la commission de concession et de délégation de service public ont été élus par délibération n°20/07/26 du conseil métropolitain du 21 juillet 2020.

Le 27/04/2022, la commission de concession et de délégation de service public, mentionnée à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, s'est réunie, dûment convoquée.

Membres à voix délibérative :

MEMBRES À VOIX DÉLIBÉRATIVE		
<i>Prénom - Nom</i>	<i>Qualité</i>	<i>Présence</i>
Robert CAVANNA	Président de la Commission des concessions et des délégations de service public	Présent
Véronique BERNARDINI	Membre titulaire	
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	Membre titulaire	Présent
Luc DE SAINT-SERNIN	Membre titulaire	
Valérie MONDONE	Membre titulaire	
Albert TANGUY	Membre titulaire	Présent
Valérie BATTESTI	Membre suppléant	Présent
Guillaume CAPOBIANCO	Membre suppléant	
Erick MASCARO	Membre suppléant	
Audrey PASQUALI-CERNY	Membre suppléant	
Corinne JOUVE	Membre suppléant	Présent

Ont été également convoqués, avec voix consultative :

MEMBRES A VOIX CONSULTATIVES		
Nom, prénoms	Qualité	Présence
Madame Dominique PRATS	M/Mme le représentant du ministre chargé de la concurrence	Abs
Monsieur Régis DUBOIS	M le Trésorier Principal	Abs

Le quorum, apprécié à l'ouverture de la séance de la commission permanente de délégation de service public est atteint :

☒ Oui ☐ Non.

La commission peut, ~~ne peut pas~~, (rayer la mention inutile) valablement délibérer.

- Secrétariat de la commission

SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION		
Prénom - Nom	Qualité	Présence
Chantal SAICHI	Directeur de la Commande Publique	Abs
Marina CREVEAU	Directeur adjoint par intérim de la Commande Publique	Présent
Aurélien TESTONI	Sous-Directeur des Contrats de concessions	Présent

C. RAPPEL DE LA PROCEDURE

Contexte

La présente consultation est engagée sur le fondement des articles L1121-3, L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La présente consultation a pour objet les prestations de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et de denrées alimentaires dont les caractéristiques sont précisées au projet de Contrat, et destinés principalement aux personnels et visiteurs des sites de la Métropole.

Il s'agit d'un contrat de concession de services.

Durée :

La durée du présent Contrat est fixée à cinq (5) années à compter de la date de notification au concessionnaire ou de la date de début d'exécution si elle est postérieure.

Cependant la date de fin du contrat ne pourra pas excéder 5 ans à compter de la date de notification.

Le présent Contrat ne prévoit pas de tacite reconduction au terme du délai.

Estimation de la valeur de la concession sur la durée de la concession :

Le montant global du contrat pour la durée totale d'exécution de la concession (soit 5 ans) est estimé à 90000 euros hors taxe.

La méthode de calcul de la valeur estimée du contrat de concession a été effectuée en tenant compte des recettes perçues sur les usagers du service, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité concédante ou d'autres personnes.

Cette valeur est donnée à titre purement indicatif, et ne saurait constituer une référence par rapport à l'appréciation économique des offres qui sera entreprise sur la base des critères mentionnés dans le présent règlement et des justifications apportées par les candidats.

Publicité

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 15/04/2022 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, paru le 17/04/22

- JOUE, paru le 20/04/22

- AWS, paru le 18/04/22

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 23/05/2022 à 16h00.

Modalités de remise des plis :

La Métropole TPM impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La remise d'une offre papier entrainera son rejet sans régularisation.

D. OUVERTURE DES CANDIDATURES – 24/05/22

Il a été procédé à l'ouverture des plis de candidature le 24 mai 2022

4 plis ont été déposés dont 1 hors délais. La société Alimentation Automatique AL AU a déposé deux plis consécutifs dans les délais. Conformément à l'article 5.1 de l'annexe au RC « conditions générales de dématérialisation », le candidat a confirmé que son premier pli déposé est remplacé par le second. Conformément à l'article 13.1.1 du règlement de la consultation, seul le dernier pli remis dans les délais est ouvert pour chaque candidat.

Liste des dépôts :

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
--------	-----------------	----------	------------------------

1	Dépôt Remplacé	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:46
2	Dépôt	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:58
3	Dépôt	Distribution Automatique Varoise	23/05/22 à 10:51

Liste des dépôts hors délais :

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1HD	Dépôt	CAFE COMPAGNIE S.	23/05/22 à 16:18

E. CONTENU DES CANDIDATURES

Le président invite la Commission de délégation de service public à procéder à l'examen des dossiers candidatures.

Pièces à fournir à l'appui de la candidature :

Conformément à l'article 9 du règlement de la consultation, les candidats devaient produire à l'appui de leur candidature un dossier comprenant les pièces suivantes :

- **Pièce 1** : Une lettre de candidature présentant le candidat
 Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.
 Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et celle du siège social (si différente), adresse électronique, n°de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires ;
 Pour les groupements cette lettre présentera chaque membre dudit groupement, précisera la forme du groupement et le nom du mandataire ;
 La lettre de candidature doit être dûment remplie et signée par chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.
 Le mandataire devra démontrer l'habilitation des autres membres à présenter la candidature
 La forme de la candidature et la composition du groupement sont intangibles.
 En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.
- **Pièce 2** : Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-11 du Code de la Commande Publique.
 Pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L.3123-2 du Code de la Commande Publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ;
- **Pièce 3** : Une déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18 et L.3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées des articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code de la Commande Publique, sont exacts ;

- **Pièce 4** : Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail ;
- **Pièce 5** : Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, ou procédures étrangères équivalentes
- **Pièce 6** : Les documents relatifs à la **situation propre des opérateurs économiques** :
 - o Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise
 - o Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises,
- **Pièce 7** : Les documents suivants relatifs à la **capacité économique et financière** :

Pour les entreprises :

- ✓ Capital social, minimum de fonds propres, caution et autres garanties externes ;
- ✓ Extrait des bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices clos disponibles dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays dans lequel le candidat est établi ou tout autre document reprenant les mêmes données concernant l'ensemble de l'activité du candidat et concernant le domaine d'activité objet de la concession ;
- ✓ Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours pour l'activité objet de la concession, mentionnant la période de couverture et les garanties afférentes.
- ✓ Chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente concession réalisées au cours des trois dernières années

Pour les particuliers :

Chiffre d'affaires sur les trois dernières années accompagnées de tout document permettant d'apprécier les garanties financières du candidat : capitaux propres, capacité d'autofinancement, prêts envisagés

- **Pièce 8** : Les documents suivants relatifs à la **capacité technique** :
 - o Moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ;
 - o Liste des références professionnelles détaillées du candidat dans le domaine de la gestion d'un service équivalent. Les candidats peuvent démontrer par d'autres références ou par d'autres moyens leur aptitude à exercer la concession.

D'une manière générale, si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, chacun de ces opérateurs devra produire les mêmes documents et informations que s'il se présentait seul.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le lien juridique envisagé entre les différents opérateurs devra être précisé et notamment les clauses de solidarité ou caution ou autres qui permettront de garantir, en cas de défaillance d'un des opérateurs, la continuité du service public dans les mêmes conditions contractuelles.

Lorsque la candidature est déposée au nom et pour le compte d'une société à créer, le candidat devra expliciter le montage juridique envisagé, et les actionnaires en formation devront fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés aux candidats.

Il est rappelé que si pour une raison justifiée, telle qu'une création récente ou en cours, l'opérateur n'est pas en mesure de fournir les documents et informations demandées, il peut prouver sa

capacité économique et financière par tout autre document pertinent, après avoir clairement exposé sa situation.

En cas de sous-traitance, le sous-traitant remettra l'ensemble des pièces citées ci-dessus.

Complétude des dossiers de candidature :

Suite au relevé des pièces de la candidature, il a été constaté que les candidats **Distribution Automatique Varoise** (pli n°3) a remis un dossier de candidature incomplet.

Conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante, qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Ainsi, il a été demandé au candidat concerné, par courrier adressé le 29/06/2022 sur la plateforme AWS de compléter leur dossier de candidature avant le 06/07/2022

Les demandes adressées au candidat portent sur les points suivants :

- Pièce 1 : Une lettre de candidature – Le candidat avait remis un document non signé ;
- Pièce 3 : Le candidat avait remis un document non signé ;
- Pièce 7 : Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours pour l'activité objet de la concession, mentionnant la période de couverture et les garanties afférentes – Le document transmis par le candidat est au nom de la société SAS DAV 83. Cette dénomination ne se retrouve pas parmi les identifications de sa société mentionnées au Kbis. Il lui a donc été demandé de fournir la documentation attestant du respect des obligations d'assurance exigées dans le cadre de cette consultation pour sa société.

Par ailleurs, conformément à l'article R.3123-20 du Code de la Commande Publique, le candidat Alimentation Automatique ALAU a été informé de la mise en œuvre de la demande de complément de pli d'autres candidats et de la complétude de son pli.

Le candidat Distribution Automatique Varoise (pli n°3) a remis les éléments demandés dans le délai imparti, à savoir :

- Dossier candidature DAV signé
- Attestation assurance 2022 DISTRIBUTION AUTOMATIQUE VAROISE

Le candidat ayant fournis les pièces demandées, sa candidature est donc jugée complète.

F. EXAMEN DES CANDIDATURES

En application de l'article L.1411-5 du CGCT, les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle,
- Garanties professionnelles et financières
- Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail

La Commission de délégation de service public procède à l'examen des candidatures sur le fondement des critères de sélection cités ci-dessus.

G. DECISION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

Après l'examen des plis de candidature et du rapport d'analyse des candidatures joint, la commission :

- 1) Constate que le candidat CAFE COMPAGNIE S a remis sa candidature au-delà du délai de réception des candidatures fixé par la Métropole TPM conformément à l'article R.3123-14 du code de la commande publique. Sa candidature est donc hors-délai et ne sera pas ouverte.
- 2) Apprécie les candidatures suivantes.

N° pli	Nom des Candidats	Elément du dossier de candidature	Synthèse des appréciations
1	Alimentation Automatique AL AU	Aptitude à exercer l'activité professionnelle	Suffisant
		Garanties professionnelles et financières	Suffisant
		Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail	Suffisant
2	Distribution Automatique Varoise	Aptitude à exercer l'activité professionnelle	Suffisant
		Garanties professionnelles et financières	Suffisant
		Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail	Suffisant

- 3) Analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre

N° pli	Nom des Candidats	Admis / non admis à présenter une offre
2	Alimentation Automatique AL AU	Admis
3	Distribution Automatique Varoise	Admis

Résultats des votes concernant les décisions susmentionnées :
(indiquer le nombre de votes de la part des membres ayant voix délibérative)






- Pour : 5
- Contre : 0
- Abstentions : 0

H. Désignation des membres de la commission ayant demandé inscription de leur avis au procès-verbal de la séance de la commission

Les avis peuvent être libellés ci-dessous ou constituer des annexes sur papier libre jointes au présent procès-verbal.

I. Rubrique libre

Signature des membres de la Commission de DSP à voix délibérative

MEMBRES	SIGNATURE
Robert CAVANNA	
Véronique BERNARDINI	
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	
Luc DE SAINT-SERNIN	
Valérie MONDONE	
Albert TANGUY	
Valérie BATTESTI	
Guillaume CAPOBIANCO	
Erick MASCARO	
Audrey PASQUALI-CERNY	
Corinne JOUVE	

Signature des membres de la Commission de DSP à voix consultative

MEMBRES	SIGNATURE
Dominique PRATS	
Régis DUBOIS	

**METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE**

***22DSP01-CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES***

RAPPORT D'ANALYSE DES CANDIDATURES

RAPPEL DE LA PROCEDURE

Contexte

La présente consultation est engagée sur le fondement des articles L1121-3, L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La présente consultation a pour objet les prestations de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et de denrées alimentaires dont les caractéristiques sont précisées au projet de Contrat, et destinés principalement aux personnels et visiteurs des sites de la Métropole.

Il s'agit d'un contrat de concession de services.

Durée :

La durée du présent Contrat est fixée à cinq (5) années à compter de la date de notification au concessionnaire ou de la date de début d'exécution si elle est postérieure.

Cependant la date de fin du contrat ne pourra pas excéder 5 ans à compter de la date de notification.

Le présent Contrat ne prévoit pas de tacite reconduction au terme du délai.

Estimation de la valeur de la concession sur la durée de la concession :

Le montant global du contrat pour la durée totale d'exécution de la concession (soit 5 ans) est estimé à 90000 euros hors taxe.

La méthode de calcul de la valeur estimée du contrat de concession a été effectuée en tenant compte des recettes perçues sur les usagers du service, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité concédante ou d'autres personnes.

Cette valeur est donnée à titre purement indicatif, et ne saurait constituer une référence par rapport à l'appréciation économique des offres qui sera entreprise sur la base des critères mentionnés dans le présent règlement et des justifications apportées par les candidats.

Publicité

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 15/04/2022 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, paru le 17/04/22
- JOUE, paru le 20/04/22
- AWS, paru le 18/04/22

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 23/05/2022 à 16h00.

Modalités de remise des plis :

La Métropole TPM impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La remise d'une offre papier entraînera son rejet sans régularisation.

Pièces à fournir à l'appui de la candidature :

Conformément à l'article 9 du règlement de la consultation, les candidats devaient produire à l'appui de leur candidature un dossier comprenant les pièces suivantes :

- **Pièce 1** : Une lettre de candidature présentant le candidat

Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.

Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et celle du siège social (si différente), adresse électronique, n° de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires ;

Pour les groupements cette lettre présentera chaque membre dudit groupement, précisera la forme du groupement et le nom du mandataire ;

La lettre de candidature doit être dûment remplie et signée par chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.

Le mandataire devra démontrer l'habilitation des autres membres à présenter la candidature

La forme de la candidature et la composition du groupement sont intangibles.

En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.

- **Pièce 2** : Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-11 du Code de la Commande Publique.
Pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L.3123-2 du Code de la Commande Publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ;
- **Pièce 3** : Une déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18 et L.3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées des articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code de la Commande Publique, sont exacts ;
- **Pièce 4** : Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail ;
- **Pièce 5** : Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, ou procédures étrangères équivalentes
- **Pièce 6** : Les documents relatifs à la **situation propre des opérateurs économiques** :
 - o Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise
 - o Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises,
- **Pièce 7** : Les documents suivants relatifs à la **capacité économique et financière** :

Pour les entreprises :

- ✓ Capital social, minimum de fonds propres, caution et autres garanties externes ;
- ✓ Extrait des bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices clos disponibles dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays dans lequel le candidat est établi ou tout autre document reprenant les mêmes données concernant l'ensemble de l'activité du candidat et concernant le domaine d'activité objet de la concession ;
- ✓ Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours pour l'activité objet de la concession, mentionnant la période de couverture et les garanties afférentes.
- ✓ Chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente concession réalisées au cours des trois dernières années

Pour les particuliers :

Chiffre d'affaires sur les trois dernières années accompagnées de tout document permettant d'apprécier les garanties financières du candidat : capitaux propres, capacité d'autofinancement, prêts envisagés

- Pièce 8 : Les documents suivants relatifs à la **capacité technique** :

- Moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ;
- Liste des références professionnelles détaillées du candidat dans le domaine de la gestion d'un service équivalent. Les candidats peuvent démontrer par d'autres références ou par d'autres moyens leur aptitude à exercer la concession.

D'une manière générale, si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, chacun de ces opérateurs devra produire les mêmes documents et informations que s'il se présentait seul.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique

Le lien juridique envisagé entre les différents opérateurs devra être précisé et notamment les clauses de solidarité ou caution ou autres qui permettront de garantir, en cas de défaillance d'un des opérateurs, la continuité du service public dans les mêmes conditions contractuelles.

Lorsque la candidature est déposée au nom et pour le compte d'une société à créer, le candidat devra expliciter le montage juridique envisagé, et les actionnaires en formation devront fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés aux candidats

Il est rappelé que si pour une raison justifiée, telle qu'une création récente ou en cours, l'opérateur n'est pas en mesure de fournir les documents et informations demandées, il peut prouver sa capacité économique et financière par tout autre document pertinent, après avoir clairement exposé sa situation.

En cas de sous-traitance, le sous-traitant remettra l'ensemble des pièces citées ci-dessus.

Complétude des dossiers de candidature :

Suite au relevé des pièces de la candidature, il a été constaté que les candidats **Alimentation Automatique AL AU** (pli n°2) et **Distribution Automatique Varoise** (pli n°3) ont remis un dossier de candidature incomplet.

Conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante, qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément aux dispositions des articles R. 3123-1 à R. 3123-8 et aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Ainsi, il a été demandé au candidat concerné, par courrier adressé le 29/06/2022 sur la plateforme AWS de compléter leur dossier de candidature avant le 06/07/2022

Les demandes adressées au candidat portent sur les points suivants :

- Pièce 1 : Une lettre de candidature – Le candidat avait remis un document non signé ;
- Pièce 3 : Le candidat avait remis un document non signé ;
- Pièce 7 : Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours pour l'activité objet de la concession, mentionnant la période de couverture et les garanties afférentes – Le document transmis par le candidat est au nom de la société SAS DAV 83. Cette dénomination ne se retrouve pas parmi les identifications de sa société mentionnée au Kbis. Il lui a donc été demandé de fournir la documentation attestant du respect des obligations d'assurance exigées dans le cadre de cette consultation pour sa société.

Par ailleurs, conformément à l'article R.3123-20 du Code de la Commande Publique, le candidat Alimentation Automatique AL AU a été informé de la mise en œuvre de la demande de complément de pli d'autres candidats et de la complétude de son pli.

Le candidat Distribution Automatique Varoise (pli n°3) a remis les éléments demandés dans le délai imparti, à savoir :

- Dossier candidature DAV signé
- Attestation assurance 2022 DISTRIBUTION AUTOMATIQUE VAROISE

Suite à la transmission des compléments de candidature :

- ☒ La candidature est complète
☐ La candidature est incomplète

Le tableau ci-dessous synthétise les pièces demandées, ainsi que leur complétude

EXAMEN DES CANDIDATURES

Critère de sélection des candidatures

En application de l'article L.1411-5 du CGCT, les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle ;
- Garanties professionnelles et financières ;
- Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail.

La Commission de délégation de service public procède à l'examen des candidatures sur le fondement des critères de sélection cités ci-dessus.

Contenu des plis au regard des critères de sélection des candidatures préalablement cités

Pli n°2 : Alimentation Automatique AL AU

Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Une lettre de candidature présentant le candidat

Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.

Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et celle du siège social (si différente), adresse électronique, n° de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires ;

Pour les groupements cette lettre présentera chaque membre dudit groupement, précisera la forme du groupement et le nom du mandataire ;

La lettre de candidature doit être dûment remplie et signée par chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.

Le mandataire devra démontrer l'habilitation des autres membres à présenter la candidature

La forme de la candidature et la composition du groupement sont intangibles.

En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.

Le candidat fournit une lettre de candidature au format attendu, complète et signée (cf page 1 à 7 du fichier « CADRE DE DOSSIER DE CANDIDATURE » remis par le candidat)

Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-11 du Code de la Commande Publique.

Pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L.3123-2 du Code de la Commande Publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ;

Le candidat présente son attestation dans son cadre de candidature :

Pièce 2 : Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-11 du Code de la Commande Publique.

Pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L.3123-2 du Code de la Commande Publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ;

Cocher la case : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

☒ **J'atteste sur ne faire l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-11 du Code de la Commande Publique**

Les certificats ou attestations délivrés par les organismes sociaux et fiscaux attestant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales et sociales en application de l'article R.3123-18 du Code de la Commande Publique, rempli par l'administration fiscale:

Document à fournir

- ✓ Attestations fiscales à jour
- ✓ Attestations sociales à jour

Une déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18 et L.3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées des articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code de la Commande Publique, sont exacts ;

Le candidat fournit cette déclaration signée

Pièce 3 : Une déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application de l'article L.3123-18 et L.3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées à l'article R.3123-1 à R.3123-8 du Code de la Commande Publique, sont exacts ;

Cocher la case : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

☒ J'atteste sur l'honneur que les renseignements et documents relatifs à mes capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18 et L. 3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code susvisé sont exacts.

Nota : cette attestation doit être signée et complétée par toutes les personnes ayant le pouvoir d'engager la société (*dupliquer la partie 2 en autant de fois que nécessaire*):

Date : 26/04/22 Lieu : AUBAGNE

Personne(s) ayant le pouvoir d'engager la société :

. Nom : CUGNET Claude

. Représentant la société : SASU AL.AU

. Signature : 

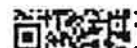
Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, ou procédures étrangères équivalentes

Le candidat ne présente pas de document, ce qui est la démarche attendue si le candidat n'est pas en redressement judiciaire

Les documents relatifs à la situation propre des opérateurs économiques :

- *Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise*
- *Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises,*

Le candidat présente un extrait Kbis à jour, mentionnant l'identité du Président de la société qui est également le signataire du cadre de candidature :



EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 28 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	414 962 118 R.C.S. Marseille
<i>Date d'immatriculation</i>	21/08/2017
<i>Transfert du</i>	R.C.S. de Toulon en date du 20/07/2017
<i>Date d'immatriculation d'origine</i>	05/01/1998
<i>Dénomination au raison sociale</i>	ALIMENTATION AUTOMATIQUE AL ALI
<i>Sigle</i>	AL ALI
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
<i>Capital social</i>	10 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	Zone Industrielle les Paluds 160 Rue des 4 Termes 13400 Aubagne
<i>Activités principales</i>	Exploitation de distributeurs automatiques
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 05/01/2048
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président	
<i>Nom, prénom</i>	CUIGNET Claude
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 15/07/1939 à Dijon (21)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	Quartier la Couchoua 83330 Le Beausset

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	Zone Industrielle les Paluds 160 Rue des 4 Termes 13400 Aubagne
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Exploitation de distributeurs automatiques
<i>Date de commencement d'activité</i>	02/01/1998
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Cession
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

<i>Mention du 21/08/2017</i>	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
------------------------------	---

Garanties professionnelles et financières

Capacité économique et financière

Cas n°1 : pour les entreprises :

Capital social, minimum de fonds propres, caution et autres garanties externes ;

Le candidat présente ses extraits de bilans pour les 3 derniers exercices clos disponibles, faisant ressortir l'ensemble de ces éléments (cf fichiers BILAN ALAU 2019, BILAN ALAU 2020, BILAN ALAU 2021).

Extrait des bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices clos disponibles dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays dans lequel le candidat est établi ou tout autre document reprenant les mêmes données concernant l'ensemble de l'activité du candidat et concernant le domaine d'activité objet de la concession ;

Le candidat fournit ses extraits de bilans pour les 3 derniers exercices clos disponibles (cf fichiers BILAN ALAU 2019, BILAN ALAU 2020, BILAN ALAU 2021).

Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours pour l'activité objet de la concession, mentionnant la période de couverture et les garanties afférentes.

Le candidat fournit son assurance responsabilité civile valide.

Chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente concession réalisées au cours des trois dernières années

Le candidat présente ses chiffres d'affaires pour les trois dernières années :

ATTESTATION CHIFFRE D AFFAIRE

Je soussignée, **Claude CUGNET Gérant** de la SASU AL.AU. (Alimentation Automatique) sise ZI Les Paluds 160 Rue des 4 Termes 13400 AUBAGNE inscrite au registre du commerce de Marseille sous le numéro B 414 962 118 et ayant pour adresse électronique al.au@neuf.fr atteste l'exactitude des montants ci-dessous.

	CA GLOBAL	CA PRESTATIONS SEMBLABLES
ANNEE 2021	627 930€	627 930€
ANNEE 2020	614 450€	614 450€
ANNEE 2019	920 447€	920 447€

Capacité technique

Moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ;

Le candidat fournit un détail des moyens humains et matériels mobilisés (Cf Document « LES MOYENS HUMAINS MATERIELS »)

Liste des références professionnelles détaillées du candidat dans le domaine de la gestion d'un service équivalent. Les candidats peuvent démontrer par d'autres références ou par d'autres moyens leur aptitude à exercer la concession.

Le candidat indique ses principaux types de client ainsi que le nombre d'entreprises locales avec lesquelles il travaille.

Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail :

Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail ;

Le candidat atteste du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Pièce 4 : Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail

Cocher les cases : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

- ☒ Article L.5212-1 du code du travail
- ☒ Article L.5212-2 du code du travail
- ☒ Article L.5212-3 du code du travail
- ☒ Article L.5212-4 du code du travail

PLI N°3 : DISTRIBUTION AUTOMATIQUE VAROISE

Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Une lettre de candidature présentant le candidat

Pour les personnes physiques ses noms, prénoms, qualité, domicile, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie.

Pour les personnes morales : nom commercial et dénomination sociale de l'établissement qui exécutera la prestation, l'adresse postale de la société qui exécutera la prestation et celle du siège social (si différente), adresse électronique, n° de téléphone et de télécopie, N° de Siret, son organisation, ses activités principales et accessoires ;

Pour les groupements cette lettre présentera chaque membre dudit groupement, précisera la forme du groupement et le nom du mandataire ;

La lettre de candidature doit être dûment remplie et signée par chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.

Le mandataire devra démontrer l'habilitation des autres membres à présenter la candidature

La forme de la candidature et la composition du groupement sont intangibles.

En cas de candidature au nom et pour le compte d'une société en cours de formation, l'ensemble des pièces devra être communiqué pour tous les actionnaires de ladite société.

Le candidat fournit une lettre de candidature au format attendu, complète (cf page 1 à 7 du fichier « CADRE DE DOSSIER DE CANDIDATURE » remis par le candidat)

Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-11 du Code de la Commande Publique.

Pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L.3123-2 du Code de la Commande Publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ;

Le candidat présente son attestation dans son cadre de candidature :

Pièce 2 : Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-11 du Code de la Commande Publique.

Pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L.3123-2 du Code de la Commande Publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession ;

Cocher la case : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

☒ J'atteste sur ne faire l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-11 du Code de la Commande Publique

Les certificats ou attestations délivrés par les organismes sociaux et fiscaux attestant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales et sociales en application de l'article R.3123-18 du Code de la Commande Publique, rempli par l'administration fiscale:

Une déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18 et L.3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées des articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code de la Commande Publique, sont exacts ;

Le candidat fournit cette déclaration signée

Pièce 3 : Une déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application de l'article L.3123-18 et L.3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées à l'article R.3123-1 à R.3123-8 du Code de la Commande Publique, sont exacts ;

Cocher la case : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

☒ J'atteste sur l'honneur que les renseignements et documents relatifs à mes capacités et aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18 et L.3123-19 du Code de la Commande Publique et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du Code susvisé sont exacts.

Nota : cette attestation doit être signée et complétée par toutes les personnes ayant le pouvoir d'engager la société (dupliquer la partie 2 en autant de fois que nécessaire):

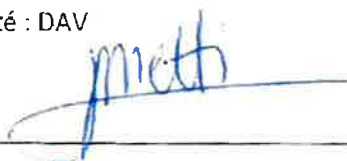
Date : 19/05/2022 Lieu : TOULON

Personne(s) avant le pouvoir d'engager la société :

. Nom : ROSSETTI Jacques

. Représentant la société : DAV

. Signature :



Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, ou procédures étrangères équivalentes

Le candidat ne présente pas de document, ce qui est la démarche attendue si le candidat n'est pas en redressement judiciaire

Les documents relatifs à la situation propre des opérateurs économiques :

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise
- Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises,

Le candidat présente un extrait Kbis à jour, mentionnant l'identité du Président de la société qui est également le signataire du cadre de candidature :



EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 4 mai 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	343 189 502 R.C.S. Toulon
Date d'immatriculation	21/12/1987
Dénomination ou raison sociale	DISTRIBUTION AUTOMATIQUE VAROISE
Sigle	DAV
Forme juridique	Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
Capital social	7 622,45 Euros
- Mention n° 15486 du 01/01/2002	Conversion du capital social en euros effectuée d'office par le greffier du tribunal de commerce en application du décret N° 2001-474 du 30 mai 2001
Adresse du siège	605 Boulevard Ferdinand de Lesseps 83000 Toulon
Activités principales	Exploitation par mise à disposition, vente, location, dépôt, grutants de distributeurs automatiques de boissons, denrées alimentaires, confiseries
Durée de la personne morale	Jusqu'au 21/12/2086
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	ROSSETTI Jacques
Date et lieu de naissance	Le 30/08/1946 à Albertville (73)
Nationalité	Française
Domicile personnel	139 Rue Gustave Flaubert Villa les Karigour 83000 Toulon

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	605 Boulevard Ferdinand de Lesseps 83000 Toulon
Nom commercial	DAV LYODIS DAL
Enseigne	DAV LYODIS DAL
Activité(s) exercée(s)	Exploitation par mise à disposition, vente, location, dépôt, grutants de distributeurs automatiques de boissons, denrées alimentaires, confiseries
Date de commencement d'activité	01/07/2018
Origine du fonds ou de l'activité	Achat
Mode d'exploitation	Exploitation directe
Précédent exploitant	
Dénomination	EURL DISTRIBUTION AUTOMATIQUE DU LITTORAL
Numéro unique d'identification	488 045 832

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Mention n° 28056 du 25/05/2007	A compter du 09/04/2007 la SARL AUTOMATIC BOISSONS PAINECOCKE PERE ET FILS, RCS TOULON B 405938152, a cédé à la STE DISTRIBUTION AUTOMATIQUE VAROISE, un fonds de commerce de "vente, location, dépôt, grutants de distributeurs automatiques de boissons chaudes et froides, café en grains et lyophilisés" sis à OLLIOULES, 248 Rue Jacques Dumas, moyennant le prix de 42000,00 euros. Cette activité sera exercée au siège social : 139 Rue Gustave Flaubert 83000 TOULON. Opposons : SELARL AIZAC 7 Bis Av Gambetta 83400 HYERES. Publication légale : TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT DU MIDI du 18/04/2007.
- Mention n° 59795 du 16/10/2015	Achat de fonds de commerce d'exploitation d'appareils de distribution automatique de produits de consommation ou de services et location
R.C.S. Toulon - 05/05/2022 - 10:22:38	page 2/2

Greffé du Tribunal de Commerce de Toulon
PALAIS LECLERC
140 BD MARÉCHAL LECLERC
BP 504
83041 TOULON CEDEX 09
N° de greffe 1987500925

- Mention n° 57295 du 03/07/2013

droit au bail n° 114 rue Alexandre Borelly 83000 TOULON à la société LITTORAL DISTRIBUTION AUTOMATIQUE, moyennant le prix de 150000 euros, les oppositions seront reçues chez Me AIZAC 7 Bis Av Gamba 83400 HYERES

Achat d'un fonds de commerce de "distribution automatique de boissons et denrées alimentaires" comprenant la clientèle, les contrats, l'emprise LYODIS, sauf droit à jouissance des locaux d'exploitation n° 5 rue Paul Langevin 83400 HYERES, moyennant le prix de 104000 euros. Entrée en jouissance au 31/10/2017, la gérance mandat à pris fin à la même date. Les oppositions seront reçues au Cabinet AIZAC BRUNO 7 BIS avenue Gambetta 83400 HYERES.

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

Garanties professionnelles et financières

Capacité économique et financière

Capital social, minimum de fonds propres, caution et autres garanties externes ;

Le candidat présente ses extraits de bilans pour les 3 derniers exercices clos disponibles, faisant ressortir l'ensemble de ces éléments (cf fichiers Pièce 7 B1 - BILAN DAV 2019, Pièce 7 B2 - BILAN DAV 2020, Pièce 7 B3 - BILAN DAV 2021).

En outre, le candidat produit une note sur ses moyens financiers :

MOYENS FINANCIERS ET PERSONNELS

Toulon, le 19/05/2022

Je soussigné Mr ROSSETTI Jacques, Président de l'entreprise DAV déclare avoir une capacité d'autofinancement de 242 000€, un bénéfice de 89222€ sur l'an dernier et une réserve disponible de 381 265€.

Extrait des bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices clos disponibles dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation du pays dans lequel le candidat est établi ou tout autre document reprenant les mêmes données concernant l'ensemble de l'activité du candidat et concernant le domaine d'activité objet de la concession ;

Le candidat fournit ses extraits de bilans pour les 3 derniers exercices clos disponibles (cf fichiers Pièce 7 B1 - BILAN DAV 2019, Pièce 7 B2 - BILAN DAV 2020, Pièce 7 B3 - BILAN DAV 2021).

Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle en cours pour l'activité objet de la concession, mentionnant la période de couverture et les garanties afférentes.

Le candidat fournit son assurance responsabilité civile valide.

Chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente concession réalisées au cours des trois dernières années

Le candidat produit sur tableau Excel son chiffre d'affaire pour les trois précédents exercices :

	CG LICES	CG CASSET	LOUBIERE	ALLEGRE	ANNEXE	DRAGUI COL DSI	MARITAT	MEDAT	HERMES	IMPRIM	MAYOL	NORAL	ST MARJME	VALETTE GNI VAL GORA			
2019	5 770,00 €	18 033,00 €	31 990,00 €		1 271,00 €	2 383,00 €	2 928,00 €	399,00 €	1 757,00 €	621,00 €	694,00 €	5 734,00 €	2 397,00 €	64,00 €	4 571,00 €	1 437,00 €	79 817,00 €
2020	2 690,00 €	8 438,00 €	15 449,00 €		694,00 €	1 349,00 €	1 416,00 €	323,00 €	1 017,00 €	446,00 €	410,00 €	2 691,00 €	1 479,00 €	398,00 €	2 499,00 €	931,00 €	40 388,00 €
2021	2 759,00 €	3 051,00 €	9 849,00 €	1 046,00 €	556,00 €	1 035,00 €	1 282,00 €	462,00 €	947,00 €	900,00 €	701,00 €	2 763,00 €	1 909,00 €	1 164,00 €	2 335,00 €	909,00 €	38 089,00 €

Capacité technique

Moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ;

Le candidat renseigne ses moyens humains et financiers dans son cadre de candidature :

- Moyens humains du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans

L'entreprise a un effectif de 14 salariés en plus du Président : 1 Assistante de Direction, 1 Agent comptable, 8 approvisionneurs, 1 approvisionneur remplaçant et 3 techniciens.

Les approvisionneurs s'occupent du remplissage et de l'entretien régulier (minimum une fois par semaine) des distributeurs en respectant leur tournée. Les trois techniciens sont prêts à intervenir tous les jours en cas de dysfonctionnement, ils programment les distributeurs neufs ou d'occasion.

Toute l'équipe est à l'écoute des consommateurs afin de recueillir leurs suggestions et d'effectuer les remboursements.

Les 14 salariés sont en CDI à temps plein.

Années	2020	2021	2022
Qualifications			
Approvisionneur	7	8	8
Approvisionneur remplaçant	1	1	1
Technicien	3	3	3
Administratif	2	2	2

- Les moyens matériels du candidat

La société DAV dispose du matériel et outillage suivant :

9 véhicules utilitaires pour les approvisionneurs, 3 véhicules utilitaires pour les techniciens, 1 camion avec Hayon pour les installations.

Pour transporter la marchandise et les distributeurs : 10 diables, 3 tire palette manuels, 1 tire palette électrique, 1 Clark 1,5 tonnes, 1 diable électrique monte-escaliers.

L'entreprise est située à Toulon pour rester à proximité de ses clients, dans un local de 330m² qui lui appartient. Ce local est divisé en 5 parties (bureau, sanitaires, atelier équipé d'outils, pièce climatisée de stockage de produit, stockage du matériel et autres produits). Nous avons acheté un deuxième local de 100 m² à côté du local principal pour le stockage et la réparation des distributeurs.

Nous travaillons avec différentes marques de distributeurs (EVOCA, SIELAFF et VENDU).

Concernant la gestion informatique des distributeurs nous travaillons avec un logiciel dédié à la Distribution automatique. Les approvisionneurs ont un boîtier pour relever l'audit lors de son passage sur la machine. Cela permet d'attribuer l'argent relevé dans la caisse de la machine au client TPM par exemple. De même pour le ventes CB, billets, tickets restaurant.

Grâce à ce relevé, nous pouvons verser un pourcentage calculé automatiquement sur le logiciel.

Liste des références professionnelles détaillées du candidat dans le domaine de la gestion d'un service équivalent. Les candidats peuvent démontrer par d'autres références ou par d'autres moyens leur aptitude à exercer la concession.

Le candidat présente ses références dans son cadre de candidature :

- Liste des références professionnelles détaillées du candidat dans le domaine de la gestion d'un service équivalent. Les candidats peuvent démontrer par d'autres références ou par d'autres moyens leur aptitude à exercer la concession

Références du même type de client :

- Le Conseil Départemental du Var (Lices, Loubière, Valette, Mayol et sur Draguignan)
- Urssaf Toulon et CAF la rode (plusieurs étages)
- Services Techniques Mairie (Hyères, Bandol, La Crau, Solliès-Pont)
- Centre de la Poste de la Rode (plusieurs étages) et d'autres sites (La Seyne, Six fours, La Garde...)
- Commissariats Toulon, Hyères, La Garde, Bandol, la Rode, Beaucaire...
- Pompiers de Toulon et des alentours (Bandol, Six fours, Cuers, La Londe, La Garde, Sanary...)

Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail :

Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail ;

Le candidat atteste du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Pièce 4 : Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail

Cocher les cases : (le fait de cocher la case équivaut à attester sur l'honneur)

☒ Article L.5212-1 du code du travail

☒ Article L.5212-2 du code du travail

☒ Article L.5212-3 du code du travail

☒ Article L.5212-4 du code du travail

SYNTHESE DU CONTENU DES CANDIDATURES

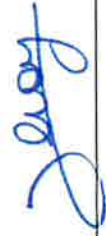

N° du candidat	Garanties demandées	Capacités et aptitudes	Analyse des candidatures	Conclusion sur la candidature
1 – Alimentation Automatique AL AU	Examen de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle		Le candidat a bien fourni les documents nécessaires pour justifier de sa capacité à exercer l'activité de distribution automatique de boissons et de confiserie. La société est bien enregistrée et ne fait pas l'objet d'une procédure de redressement judiciaire.	Suffisant
	Garanties professionnelles et financières	<div>Capacité économique et financière</div> <div>Capacité technique</div>	<p>Le candidat a fourni un chiffre satisfaisant sur les trois derniers exercices, variant entre 920 447€ en 2019 et 614 450€ en 2020. Ces montants sont suffisants pour répondre aux besoins de la concession, estimés à 90 000 € HT de chiffre d'affaire sur 5 ans.</p> <p>La société dispose 10 salariés à temps pleins. Le personnel a plus de 10 ans d'expériences.</p> <p>De plus, la société indique un nombre de références clients important (plus de 600).</p>	Suffisant
	Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail ;		Le candidat a produit une attestation sur l'honneur relative au respect des dispositions relatives à l'emploi des personnes handicapées il répond donc bien à cette obligation.	Suffisant
			CAPACITE GLOBALE :	Candidature recevable

N° du pli	Garanties demandées	Capacités et aptitudes	Analyse des candidatures	Conclusion sur la candidature
2 – Distribution Automatique Varoise	Examen de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle	Le candidat a bien fourni les documents nécessaires pour justifier de sa capacité à exercer l'activité de vente de distributeurs automatique de boissons denrées alimentaires et confiseries. La société est bien enregistrée et ne fait pas l'objet d'une procédure de redressement judiciaire.		Suffisant
	garanties professionnelles et financières	Capacité économique et financière	Le candidat a fourni son chiffre d'affaires satisfaisant sur les trois derniers exercices variant entre 79 817 € en 2019 et 38 089 € en 2021. Ces montants sont suffisants pour répondre aux besoins de la concession, estimés à 90 000 € HT de chiffre d'affaire sur 5 ans.	Suffisant
		Capacité technique	La société dispose 14 salariés en CDI et à temps pleins. De plus, la société présente dans ses références de nombreux organismes publics.	
		Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail ;	Le candidat a produit une attestation sur l'honneur relative au respect des dispositions relatives à l'emploi des personnes handicapés il répond donc bien à cette obligation.	
		CAPACITE GLOBALE :		Candidature recevable

SYNTHÈSE DES APPRÉCIATIONS DES CANDIDATURES

Après analyse des dossiers de candidatures, la synthèse des appréciations proposée est la suivante :

N° Candidat	Nom des Candidats	Élément du dossier de candidature	Synthèse des appréciations
1	Alimentation Automatique AL AU	Aptitude à exercer l'activité professionnelle	Suffisant
		Garanties professionnelles et financières	Suffisant
		Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail	Suffisant
2	Distribution Automatique Varoise	Aptitude à exercer l'activité professionnelle	Suffisant
		Garanties professionnelles et financières	Suffisant
		Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail	Suffisant

Elodie LEROY	Franck FILLON
	

Annexe 2 :

Procès-verbaux de la Commission de concession et de délégation de service public en date 19 juillet 2022 aux termes duquel la Commission a formulé son avis sur les offres analysées

**METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE**

***22 DSP01-CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES***

***PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DE
CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC DU 19 JUILLET 2022***

EXAMEN DES OFFRES

A. OBJET DE LA CONSULTATION

22DSP01-CONCESSION DE SERVICES MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

Date de la commission : 19 juillet 2022

Lieu de la commission : Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

B. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Les membres de la Commission de concession et de délégation de service public ont été élus par délibération n°20/07/26 du conseil métropolitain du 21 juillet 2020.

Le 19 juillet 2022, la Commission de concession et de délégation de service public, mentionnée à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, s'est réunie, dûment convoquée.

MEMBRES À VOIX DÉLIBÉRATIVE		
<i>Prénom – Nom</i>	<i>Qualité</i>	<i>Présence</i>
Robert CAVANNA	Président de la Commission de concession et de délégation de service public	<i>Présent</i>
Véronique BERNARDINI	Membre titulaire	
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	Membre titulaire	<i>Présent</i>
Luc DE SAINT-SERNIN	Membre titulaire	
Valérie MONDONE	Membre titulaire	
Albert TANGUY	Membre titulaire	<i>Présent</i>
Valérie BATTESTI	Membre suppléant	<i>Présent</i>
Guillaume CAPOBIANCO	Membre suppléant	
Erick MASCARO	Membre suppléant	
Audrey PASQUALI-CERNY	Membre suppléant	
Corinne JOUVE	Membre suppléant	<i>Présent</i>

Ont été également convoqués, avec voix consultative :

MEMBRES A VOIX CONSULTATIVES		
Nom, prénoms	Qualité	Présence
Madame Dominique PRATS	M/Mme le représentant du ministre chargé de la concurrence	Ab
Monsieur Régis DUBOIS	M/Mme le Trésorier Principal	Ab

Le quorum, apprécié à l'ouverture de la séance de commission de concession et de délégation de service public est atteint :

☒ Oui ☐ Non.

La commission peut, ~~ne peut pas~~, (rayer la mention inutile) valablement délibérer.

- Secrétariat de la commission

SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION		
Prénom - Nom	Qualité	Présence
Chantal SAICHI	Directeur de la Commande Publique	Ab
Marina CREVEAU	Sous-Directeur Marchés Travaux et Procédures	Présent
Aurélie TESTONI	Sous-Directeur des Contrats de concessions	Ab

C. RAPPEL DE LA PROCEDURE

Contexte

La présente consultation est engagée sur le fondement des articles L1121-3, L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La présente consultation a pour objet les prestations de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et de denrées alimentaires dont les caractéristiques sont précisées au projet de Contrat, et destinés principalement aux personnels et visiteurs des sites de la Métropole.

Il s'agit d'un contrat de concession de services.

Durée :

La durée du présent Contrat est fixée à cinq (5) années à compter de la date de notification au concessionnaire ou de la date de début d'exécution si elle est postérieure.

Cependant la date de fin du contrat ne pourra pas excéder 5 ans à compter de la date de notification.

22DSP01 - CONCESSION DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES - EXAMEN OFFRES

Le présent Contrat ne prévoit pas de tacite reconduction au terme du délai.

Estimation de la valeur de la concession sur la durée de la concession :

Le montant global du contrat pour la durée totale d'exécution de la concession (soit 5 ans) est estimé à 90000 euros hors taxe.

La méthode de calcul de la valeur estimée du contrat de concession a été effectuée en tenant compte des recettes perçues sur les usagers du service, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité concédante ou d'autres personnes.

Cette valeur est donnée à titre purement indicatif, et ne saurait constituer une référence par rapport à l'appréciation économique des offres qui sera entreprise sur la base des critères mentionnés dans le présent règlement et des justifications apportées par les candidats.

Publicité

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 15/04/2022 sur les supports de publicité suivants :

- BOAMP, paru le 17/04/22
- JOUE, paru le 20/04/22
- AWS, paru le 18/04/22

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 23/05/2022 à 16h00.

Modalités de remise des plis :

La Métropole TPM impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La remise d'une offre papier entraînera son rejet sans régularisation.

D. OUVERTURE DES CANDIDATURES – 24/05/22

Il a été procédé à l'ouverture des plis de candidature le 24 mai 2022

Il a été procédé à l'ouverture des plis de candidature le 24 mai 2022

4 plis ont été déposés dont 1 hors délais. La société Alimentation Automatique AL AU a déposé deux plis consécutifs dans les délais. Conformément à l'article 5.1 de l'annexe au RC « conditions générales de dématérialisation », le candidat a confirmé que son premier pli déposé est remplacé par le second. Conformément à l'article 13.1.1 du règlement de la consultation, seul le dernier pli remis dans les délais est ouvert pour chaque candidat.

Liste des dépôts :

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt Remplacé	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:46
2	Dépôt	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:58

3	Dépôt	Distribution Automatique Varoise	23/05/22 à 10:51
---	-------	----------------------------------	------------------

Liste des dépôts hors délais :

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1HD	Dépôt	CAFE COMPAGNIE S.	23/05/22 à 16:18

Suite au relevé des pièces de la candidature, il a été constaté que les candidats **Distribution Automatique Varoise** (pli n°3) a remis un dossier de candidature incomplet. Ainsi, il a été demandé au candidat concerné, par courrier adressé le 29/06/2022 sur la plateforme AWS de compléter leur dossier de candidature avant le 06/07/2022.

Le candidat a fourni les pièces demandées, sa candidature a donc été jugée complète.

Examen des candidatures

La Commission a dressé la liste des candidatures recevables, à savoir :

- Alimentation Automatique AL AU ;
- Distribution Automatique Varoise.

E. Ouverture des offres

Il a été procédé à l'ouverture des plis d'offre le 30 mai 2022

Il a été constaté que 2 plis ont été reçus dans les délais.

- Alimentation Automatique AL AU
- Distribution Automatique Varoise

L'analyse des offres ainsi que la rédaction du rapport d'analyse des offres ont été confié à la Direction du Protocole et des Moyens Généraux.

F. RAPPEL DES CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Conformément à l'article 12 du règlement de la consultation, Les offres des candidats sont examinées selon les critères pondérés suivants :

Les offres seront évaluées et classées au regard des critères suivants, listés par ordre décroissant d'importance :

Critère 1 : Valeur financière : l'analyse de la valeur financière sera effectuée au regard de la pertinence de la combinaison économique des points ci-dessous :

- **Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat**
La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.
- **Montant de la redevance variable proposé**
Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.
- **La politique tarifaire** : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.

Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers (cadre de mémoire technique)

G. RAPPEL DES MODALITES DE NEGOCIATION

Après avoir recueilli l'avis de la commission prévue à l'article L 1411-5 du CGCT, l'exécutif de l'Autorité Concédante (ou toute personne qu'il désignera pour le représenter dans le respect des conditions propres au fonctionnement de l'Autorité Concédante) engagera avec le ou le(s) soumissionnaire(s) de son choix des négociations.

La négociation ne peut porter sur l'objet de la concession, les critères d'attribution ou les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation.

Les négociations se dérouleront dans le respect du principe de l'égalité de traitement entre les candidats.

Lors de ces négociations, l'exécutif de l'Autorité Concédante ou son représentant pourra se faire assister de la ou des personnes compétentes dont elle jugera utile de s'entourer.

Les modalités des négociations, qui pourront être réalisées en présentiel et/ou par courrier par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.info>, à partir de l'adresse mail transmise par les candidats lors du dépôt de leur offre, seront communiquées ultérieurement aux candidats avec lesquels l'Autorité Concédante aura choisi de négocier.

Lors de ces négociations, les candidats pourront être invités à remettre des compléments ou des modifications à leurs offres. Les délais et modes de transmission de ces compléments et modifications seront alors indiqués aux candidats.

Au terme des négociations, les candidats seront invités à remettre une offre finale reprenant l'ensemble des stipulations du projet de contrat ayant fait l'objet de la négociation. Cette offre finale ne devra en aucun cas constituer une nouvelle offre.

Aucune indemnité ne sera versée aux candidats, qu'ils aient ou non été retenus.

Les candidats sont informés qu'à défaut d'un refus explicite, les discussions pourront faire l'objet d'un enregistrement audio en vue de réaliser un compte rendu des négociations. Les enregistrements seront conservés pendant 60 jours après la signature du contrat puis seront détruits.

H. AVIS DE LA COMMISSION DE CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC,

La commission :

- prend connaissance du rapport d'analyse des offres établi par la Direction du Protocole et des Moyens Généraux, (11 pages), qui constitue l'annexe 1 au présent procès-verbal.

Après avoir débattu des caractéristiques, inconvénients, avantages des offres, la commission propose d'organiser librement une négociation dans les conditions prévues à l'article L.3124-1 du code de la commande publique avec les soumissionnaires suivants :

- Alimentation Automatique AL AU
- Distribution Automatique Varoise

Observations des Membres de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public

Résultats des votes concernant les décisions susmentionnées :

(indiquer le nombre de votes de la part des membres ayant voix délibérative)

- Pour : 5
- Contre : 0
- Abstentions : 0


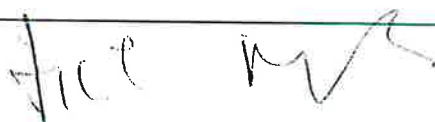

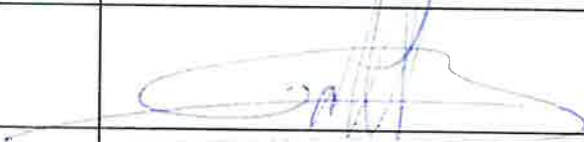
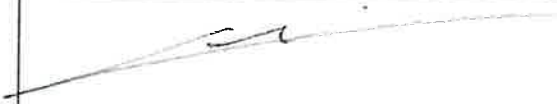
Désignation des pièces annexes	Nombre de pages
Annexe 1 : Rapport d'analyse de l'offre	11 pages

I. Désignation des membres de la commission ayant demandé inscription de leur avis au procès-verbal de la séance de la commission

Les avis peuvent être libellés ci-dessous ou constituer des annexes sur papier libre jointes au présent procès-verbal.

J. Rubrique libre

Signature des membres de la commission de concession et de délégation de service public à voix délibérative :

MEMBRES	SIGNATURE
Robert CAVANNA	
Véronique BERNARDINI	
Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS	
Luc DE SAINT-SERNIN	
Valérie MONDONE	
Albert TANGUY	
Valérie BATTESTI	
Guillaume CAPOBIANCO	
Erick MASCARO	
Audrey PASQUALI-CERNY	
Corinne JÖUVE	

Signature des membres de la commission de concession et de délégation de service public à voix consultative :

MEMBRES	SIGNATURE
Dominique PRATS	
Régis DUBOIS	

METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE

***22DSP01-CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES***

RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES

OBJET DE LA CONSULTATION : 22DSP01-CONCESSION DE SERVICES - MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

I – OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres a eu lieu le 30/05/2022

Il a été constaté que 4 plis ont été déposés dont 1 hors délais. La société Alimentation Automatique AL AU a déposé deux plis consécutifs dans les délais. Conformément à l'article 5.1 de l'annexe au RC « conditions générales de dématérialisation », le candidat a confirmé que son premier pli déposé est remplacé par le second. Conformément à l'article 13.1.1 du règlement de la consultation, seul le dernier pli remis dans les délais est ouvert.

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt Remplacé	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:46
2	Dépôt	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:58
3	Dépôt	Distribution Automatique Varoise	23/05/22 à 10:51

3. Nombre de plis hors délai (non ouverts) : 1

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt	CAFE COMPAGNIES.	23/05/22 à 16:18

II – COMPLETUE DES OFFRES

Les candidats devront produire un dossier complet, comprenant obligatoirement l'ensemble des pièces demandées à l'article 11 du règlement de la consultation

La complétude des pièces est détaillée en annexe au PV d'ouverture des offres, chaque candidat a remis un dossier d'offre complet.

III – CRITÈRES DE CHOIX RETENUS POUR L'OFFRE

Conformément à l'article 12 du règlement de la consultation, les offres seront évaluées et classées au regard des critères suivants, listés par ordre décroissant d'importance :

Critère 1 : Valeur financière : l'analyse de la valeur financière sera effectuée au regard de la pertinence de la combinaison économique des points ci-dessous :

- **Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat**

La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et

des dépenses affectées à la concession.

- **Montant de la redevance variable proposé**

Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.

- **La politique tarifaire** : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.

Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers (cadre de mémoire technique)

IV- ANALYSE DES OFFRES

Pli n°2 : Alimentation Automatique AL AU

<u>Critère 1 : Valeur financière</u>	
Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat	
La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	La proposition de CEP du candidat est de 5 ans Le CA (Chiffre d'Affaires) global projeté est de 183 615 € sur 5 ans, soit 36,7K€ en moyenne annuelle Les charges brutes affectées à cette proposition sont de 211 979€ avant impôts. Le résultat net d'exploitation proposé est négatif de 226 949€ après impôts
<u>Analyse</u>	Dans le Compte de Résultat Prévisionnel nous remarquons que la première et dernière année, les montants sont proratisés au vu des dates potentielles de départ et de fin d'exploitation. « Achats matières premières » 40% d'achats en matières premières « Masse salariale » Nous remarquons que les masses salariales ne sont pas proratisés sur la première et dernière année (contrairement aux autres charges), et qu'elles sont plus élevées que sur le reste de la proposition : <ul style="list-style-type: none">- 1,50 ETP sur les premières et dernières années- et les 0,41 ETP pour les autres années affectées à l'exécution de la prestation « Dotation aux amortissements » Le CEP proposé par le candidat annonce des Investissements de 160 000 € pour 5 ans (soit 32K€/an) « Résultat courant avant impôts » L'offre du candidat propose un résultat négatif de -199 311€ « Impôts sur les sociétés » L'offre du candidat prévoit 27 638€ d'impôts sur les sociétés, alors même que le résultat d'exploitation avant impôts est négatif.
<u>Synthèse</u>	Le chiffre d'affaire proposé par le candidat dans sa proposition ne permet pas, de couvrir les charges d'exploitation. La cohérence du compte d'exploitation ne se reflète pas dans cette proposition.
<u>Point de négociation :</u>	Au regard de la proposition financière effectuée par le candidat, des points de négociations sont à relever : « Achats matières premières » Les achats de matières premières représentent 40% du montant du Chiffre d'Affaire prévisionnel de votre offre. Pouvez-vous expliquer votre position sur ces éléments ?

	<p>« Masse salariale » Dans le CEP remis dans votre offre, les masses salariales issues des ETP ne sont pas proratisés sur la première et sur la dernière année. Pouvez-vous nous expliquer votre position sur ces éléments financiers ?</p> <p>« Dotation aux amortissements » Les Investissements de 160 000 € pour 5 ans (soit 32K€/an) représentent plus de 87% du CA. Pouvez-vous nous expliquer votre position sur ces éléments financiers ?</p> <p>« Résultat courant avant impôts » Votre CEP propose un résultat négatif de -199 311€ avant impôts. Afin de pouvoir apprécier votre proposition financière, je vous remercie de transmettre un nouveau CEP permettant de justifier l'équilibre économique de votre offre sur la durée du contrat. Veuillez fournir les précisions et justifications permettant d'atteindre cet équilibre.</p> <p>Il vous est demandé de remettre une offre financière en cohérence avec votre proposition d'exécution des prestations.</p>
<p>Montant de la redevance variable proposé</p> <p>Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.</p>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>La part fixe proposée par le candidat est de 0 €</p> <p>Le taux de la redevance variable est de 25% pour un chiffre d'affaire estimé à 183 615 €, soit 45 903€</p>
<u>Analyse</u>	<p>Dans le CEP, ainsi que dans la proposition de contrat du candidat, il est à relever :</p> <p>« Redevance fixe » Pour rappel la Métropole dans le projet de contrat article « 6.2- Facturation » demande que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieure à 30 € par machine et par an. Le candidat ne propose aucune part fixe</p> <p>« Redevance variable » Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat.</p>
<u>Synthèse</u>	<p>La proposition du candidat ne tient pas compte du montant minimal fixe imposé par le projet de contrat, concernant les dispositifs installés.</p> <p>Le minimum de 25% du CA pour la part variable est proposé.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>« Redevance fixe et redevance variable »</p> <p>Afin d'apprécier au mieux votre offre, il vous est demandé de reprendre votre proposition en accord avec les niveaux minimaux</p>

	attendus à l'article 6.2 du projet de contrat. Ainsi, il est attendu que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieur à 30 € par machine et par an, et que le montant de la redevance annuelle variable sur le Chiffre d'affaires Hors Taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires ne soit inférieur à 25%.
La politique tarifaire : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	Le candidat a renseigné les types de produits par catégorie, leur contenance ainsi que les prix unitaires HT et TTC dans chacune des cellules
<u>Analyse</u>	Une liste de produits variés est proposée dans le BPU, leurs prix sont cohérents avec les prix attendus pour ce type de produits.
<u>Synthèse</u>	La politique tarifaire et le montant proposé des consommations est conforme aux attentes de la Métropole.
<u>Point de négociation :</u>	Aucun
<u>Conclusion critère 1 : Valeur financière</u> La valeur financière ne peut pas être appréciée dans sa globalité tant que le candidat n'aura pas précisé les éléments sur lesquels il est interrogé.	

<u>Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers</u>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat installera des distributeurs neufs de boissons chaudes et froides et snacking.</p> <p><u>La méthodologie d'intervention s'organisera de la manière suivante :</u></p> <p>Dès son arrivé sur sites, le candidat informera de sa présence à son interlocuteur identifié de la mise en place des distributeurs.</p> <p>Il assurera l'approvisionnement des distributeurs en respectant les fiches d'achalandage présentes dans les appareils. Il contrôlera les dates de péremption.</p> <p>Le candidat effectuera un nettoyage interne et externe des distributeurs de boissons chaudes lors de chaque approvisionnement au moyens de produits bactéricides agréés.</p> <p>Permanence téléphonique du lundi au vendredi 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 8h00 à 12h00</p> <p>Délai d'intervention moyen est de 2 heures.</p> <p><u>Les moyens humains</u></p> <p>1 gérant / chargé de clientèle</p> <p>1 secrétaire</p> <p>1 technicien niveau III</p>

	<p>5 approvisionneurs</p> <p><u>Moyens matériels</u></p> <p>1 élévateur électrique pour le transport des machines</p> <p>1 transpalette électrique pour le déplacement des charges lourdes (palettes, machines ...)</p> <p>2 transpalettes manuels</p> <p>7 diables professionnels</p> <p>7 glacières professionnelles pour le transport des produits frais</p> <p>10 chariots de manutention pour le transport des boissons et denrées alimentaire</p>
<u>Analyse</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition pour l'entretien sont cohérents au vu du nombre de dispositifs à installer. Manque d'information concernant la pose des dispositifs.
<u>Point de négociation :</u>	<p>« Pose des dispositifs »</p> <p>Pouvez-vous préciser votre méthodologie d'intervention et les moyens humains et matériels mobilisés pour la pose des dispositifs ?</p>
<u>Synthèse / Conclusion critère 2</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition ainsi pour l'entretien est conforme aux attentes de la collectivité. Le candidat devra préciser son offre concernant la pose des dispositifs.

Pli n°3 : Distribution Automatique Varoise

<u>Critère 1 : Valeur financière</u>	
<p>Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat</p> <p>La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.</p>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat remet dans son offres deux CEP distincts. Les CEP présentés sont de 6 ans.</p> <p>Le CA (Chiffre d'affaires) global projeté sur les deux propositions est de 360 000 € sur 6 ans soit 60 K € en moyenne annuelle.</p> <p>Les charges brutes affectées à cette proposition sont de 301 310€ et de 306 710€ pour le second.</p> <p>Le résultat net d'exploitation proposé à un positif de 58 690 € pour la première offre et de 53 290€ pour l'autre.</p>
<u>Analyse</u>	<p>Compte de Résultat Prévisionnel</p> <p>Nous remarquons que les montants ne sont pas projetés sur une période de 5 ans. Conformément au projet de contrat dans son article 1.4 « Durée du contrat » la date de fin du contrat ne pourra pas excéder 5 ans à compter de la date de notification.</p> <p>« Consommations intermédiaires »</p> <p>La ligne « Autres » a été modifié pour la remplacé par « Autres distributeurs »</p>

	<p>« Charges externes » Nous remarquons qu'il n'y a pas de charges externes autres que véhicules.</p> <p>« Masse salariale » Nous remarquons qu'aucune masse salariale n'est reportée au CEP, alors même qu'il est indiqué par ailleurs que 0,35 ETP sont affectés à l'exécution de la prestation.</p> <p>« Dotations aux amortissements » Nous remarquons qu'il n'y a pas d'amortissements ni d'investissements.</p> <p>« Résultat courant avant impôts » L'une des offres du candidat propose un résultat d'exploitation de 58 690 € pour la globalité de son contrat soit 6 ans soit 16,3%, l'autre un résultat de 53 290€ soit 14,8%</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Le chiffre d'affaire proposé par le candidat est prévu sur 6 ans alors qu'il doit être calculé sur une période de 5 ans. La cohérence du compte d'exploitation ne se reflète pas dans cette proposition.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>Au regard de la proposition financière effectuée par le candidat, des points de négociations sont à relever :</p> <p>« Durée du contrat et proposition » Vous avez remis dans votre offres deux CEP distincts. Ces CEP prévoient une durée de 6 ans. Je vous rappelle que conformément à l'article 1.4, la durée du Contrat est fixée à cinq (5) années. Pouvez-vous remettre une offre unique conforme à la durée du contrat ?</p> <p>« Achats matières premières » Les achats de matière première représentent 58,3% du chiffre d'affaire. Pouvez-vous nous expliquer et détailler votre position sur ces éléments ?</p> <p>« Consommations intermédiaires » La ligne « autres distributeurs » a été rajouté au CEP. Pouvez-vous expliquer votre position sur ces éléments ?</p> <p>« Charges externes » Les charges externes ne sont pas renseignées au CEP. Pouvez-vous proposer un CEP intégrant ces éléments ou expliquer leur absence ?</p> <p>« Masse salariale » Aucune masse salariale n'est reportée dans votre CEP, alors même qu'il est indiqué par ailleurs que 0,35 ETP sont affectés à l'exécution de la prestation. Pouvez-vous proposer un CEP intégrant la masse salariale ou expliquer cette absence ?</p>

	<p>« Dotation aux amortissements » Les Investissements et les amortissements n'apparaissent pas dans le CEP Pouvez-vous proposer un CEP intégrant les investissements et les amortissements vous permettant d'exécuter le service ou expliquer l'absence de ces éléments ?</p> <p>Il vous est demandé de remettre une offre financière en cohérence avec votre proposition d'exécution des prestations.</p>
<p>Montant de la redevance variable proposé</p> <p>Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.</p>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>La part fixe proposée par le candidat est de 100 € sur un support financier et 1000 € sur un autre support financier.</p> <p>Le taux de la redevance variable est de 25% pour un chiffre d'affaire estimé à 360 000 €, soit 90 000€</p>
<u>Analyse</u>	<p>Dans le CEP, ainsi que dans la proposition de contrat du candidat, il est à relever :</p> <p>« Redevance fixe » Pour rappel la Métropole dans le projet de contrat article « 6.2- Facturation » demande que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieure à 30 € par machine et par an. Le candidat propose deux supports financiers, avec des redevances différentes (seul élément distinguant les deux propositions).</p> <p>« Redevance variable » Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat.</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Le candidat ne nous permet pas de juger une redevance fixe du fait de son envoi de deux supports financier différents.</p> <p>Le minimum de 25% du CA pour la part variable est proposé.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>Au vu de ces éléments, il est proposé au candidat d'expliquer sa position financière quant à la part fixe de la redevance.</p> <p>« Redevance fixe et proposition » Vous remettez dans votre offre deux CEP distincts proposant deux montants de redevance fixe différents. Il vous est demandé, dans le cadre de la remise d'un nouveau CEP, de proposer un montant unique pour la redevance fixe. Pour rappel, il est attendu à l'article 6.2 du projet de contrat que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieur à 30 € par machine et par an, et que le montant de la redevance annuelle variable sur le Chiffre d'affaires</p>

	Hors Taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires ne soit inférieur à 25%.
La politique tarifaire : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	Le candidat a renseigné les types de produits par catégorie, leur contenance ainsi que les prix unitaires HT et TTC dans chacune des cellules
<u>Analyse</u>	Une liste de produits variés est proposée dans le BPU. Les prix renseignés sont cohérents avec les prix attendus pour ce type de prestations.
<u>Synthèse</u>	La politique tarifaire et le montant proposé des consommations est conforme aux attentes de la Métropole.
<u>Point de négociation :</u>	Aucun
<u>Conclusion critère 1 : Valeur financière</u> La valeur financière ne peut pas être appréciée dans sa globalité tant que le candidat n'aura pas précisé les éléments sur lesquels il est interrogé.	




<u>Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers</u>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat installera des distributeurs neufs de boissons chaudes et froides et snacking.</p> <p><u>La méthodologie d'intervention s'organisera de la manière suivante :</u></p> <p>Le candidat passera commande immédiatement des distributeurs prévus pour lesquels il se sera renseigné pour les délais de livraison pour respecter les délais d'installation.</p> <p>Les 25 sites seront intégrés dans les tournées des 8 approvisionneurs selon leur géolocalisation.</p> <p>L'approvisionneur entretiendra chaque distributeur une fois par semaine.</p> <p>En cas de panne, numéro de téléphone sera affiché sur les distributeurs, intervention en générale dans la demi-journée ou sous 24h.</p> <p><u>Moyens humains</u></p> <p>3 techniciens configurent le matériel et les installent au fur et à mesure aux différents sites.</p> <p><u>Moyens matériels</u></p> <p>Camion hayon pour la livraison</p> <p>Un tire palette électrique pour déplacer les distributeurs</p> <p>Un diable électrique monte escaliers</p>
<u>Analyse</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition pour l'entretien sont cohérents au vu

	du nombre de dispositifs à installer. Manque d'information concernant la pose des dispositifs.
<u>Point de négociation :</u>	<p>« Pose des dispositifs »</p> <p>Pouvez-vous préciser votre méthodologie d'intervention et les moyens humains et matériels mobilisés pour la pose des dispositifs ?</p>
<u>Synthèse / Conclusion critère 2</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition ainsi pour l'entretien est conforme aux attentes de la collectivité. Le candidat devra préciser son offre concernant la pose des dispositifs.

V - CONCLUSION

Il est proposé aux membres de la Commission d'admettre à négocier les candidats suivants :

- Pli n°2 : Alimentation Automatique AL AU
- Pli n°3 : Distribution Automatique Varoise

Emabelle FAVARO	Franck FILLON	Eloane WEISSE
Chef de service	Directeur	Directeur Général Adjoint
		

Annexe 3 :

Rapport de la Commission de délégation
de service public d'analyse des offres
initiales du 19 juillet 2022

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

***22DSP01-CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES***

RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES

OBJET DE LA CONSULTATION : 22DSP01-CONCESSION DE SERVICES - MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

I – OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres a eu lieu le 30/05/2022

Il a été constaté que 4 plis ont été déposés dont 1 hors délais. La société Alimentation Automatique AL AU a déposé deux plis consécutifs dans les délais. Conformément à l'article 5.1 de l'annexe au RC « conditions générales de dématérialisation », le candidat a confirmé que son premier pli déposé est remplacé par le second. Conformément à l'article 13.1.1 du règlement de la consultation, seul le dernier pli remis dans les délais est ouvert.

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt Remplacé	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:46
2	Dépôt	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:58
3	Dépôt	Distribution Automatique Varoise	23/05/22 à 10:51

3. Nombre de plis hors délai (non ouverts) : 1

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt	CAFE COMPAGNIES.	23/05/22 à 16:18

II – COMPLETUE DES OFFRES

Les candidats devront produire un dossier complet, comprenant obligatoirement l'ensemble des pièces demandées à l'article 11 du règlement de la consultation

La complétude des pièces est détaillée en annexe au PV d'ouverture des offres, chaque candidat a remis un dossier d'offre complet.

III – CRITÈRES DE CHOIX RETENUS POUR L'OFFRE

Conformément à l'article 12 du règlement de la consultation, les offres seront évaluées et classées au regard des critères suivants, listés par ordre décroissant d'importance :

Critère 1 : Valeur financière : l'analyse de la valeur financière sera effectuée au regard de la pertinence de la combinaison économique des points ci-dessous :

- **Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat**

La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et

des dépenses affectées à la concession.

- **Montant de la redevance variable proposé**

Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.

- **La politique tarifaire :** appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.

Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers (cadre de mémoire technique)

IV- ANALYSE DES OFFRES

Pli n°2 : Alimentation Automatique AL AU

<u>Critère 1 : Valeur financière</u>	
Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	La proposition de CEP du candidat est de 5 ans Le CA (Chiffre d'Affaires) global projeté est de 183 615 € sur 5 ans, soit 36,7K€ en moyenne annuelle Les charges brutes affectées à cette proposition sont de 211 979€ avant impôts. Le résultat net d'exploitation proposé est négatif de 226 949€ après impôts
<u>Analyse</u>	Dans le Compte de Résultat Prévisionnel nous remarquons que la première et dernière année, les montants sont proratisés au vu des dates potentielles de départ et de fin d'exploitation. « Achats matières premières » 40% d'achats en matières premières « Masse salariale » Nous remarquons que les masses salariales ne sont pas proratisés sur la première et dernière année (contrairement aux autres charges), et qu'elles sont plus élevées que sur le reste de la proposition : <ul style="list-style-type: none"> - 1,50 ETP sur les premières et dernières années - et les 0,41 ETP pour les autres années affectées à l'exécution de la prestation « Dotation aux amortissements » Le CEP proposé par le candidat annonce des Investissements de 160 000 € pour 5 ans (soit 32K€/an) « Résultat courant avant impôts » L'offre du candidat propose un résultat négatif de -199 311€ « Impôts sur les sociétés » L'offre du candidat prévoit 27 638€ d'impôts sur les sociétés, alors même que le résultat d'exploitation avant impôts est négatif.
<u>Synthèse</u>	Le chiffre d'affaire proposé par le candidat dans sa proposition ne permet pas, de couvrir les charges d'exploitation. La cohérence du compte d'exploitation ne se reflète pas dans cette proposition.
<u>Point de négociation :</u>	Au regard de la proposition financière effectuée par le candidat, des points de négociations sont à relever : « Achats matières premières » Les achats de matières premières représentent 40% du montant du Chiffre d'Affaire prévisionnel de votre offre. Pouvez-vous expliquer votre position sur ces éléments ?

	<p>« Masse salariale » Dans le CEP remis dans votre offre, les masses salariales issues des ETP ne sont pas proratisés sur la première et sur la dernière année. Pouvez-vous nous expliquer votre position sur ces éléments financiers ?</p> <p>« Dotation aux amortissements » Les Investissements de 160 000 € pour 5 ans (soit 32K€/an) représentent plus de 87% du CA. Pouvez-vous nous expliquer votre position sur ces éléments financiers ?</p> <p>« Résultat courant avant impôts » Votre CEP propose un résultat négatif de -199 311€ avant impôts. Afin de pouvoir apprécier votre proposition financière, je vous remercie de transmettre un nouveau CEP permettant de justifier l'équilibre économique de votre offre sur la durée du contrat. Veuillez fournir les précisions et justifications permettant d'atteindre cet équilibre.</p> <p>Il vous est demandé de remettre une offre financière en cohérence avec votre proposition d'exécution des prestations.</p>
<p>Montant de la redevance variable proposé</p> <p>Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.</p>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>La part fixe proposée par le candidat est de 0 €</p> <p>Le taux de la redevance variable est de 25% pour un chiffre d'affaire estimé à 183 615 €, soit 45 903€</p>
<u>Analyse</u>	<p>Dans le CEP, ainsi que dans la proposition de contrat du candidat, il est à relever :</p> <p>« Redevance fixe » Pour rappel la Métropole dans le projet de contrat article « 6.2- Facturation » demande que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieure à 30 € par machine et par an. Le candidat ne propose aucune part fixe</p> <p>« Redevance variable » Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat.</p>
<u>Synthèse</u>	<p>La proposition du candidat ne tient pas compte du montant minimal fixe imposé par le projet de contrat, concernant les dispositifs installés.</p> <p>Le minimum de 25% du CA pour la part variable est proposé.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>« Redevance fixe et redevance variable »</p> <p>Afin d'apprécier au mieux votre offre, il vous est demandé de reprendre votre proposition en accord avec les niveaux minimaux</p>

	attendus à l'article 6.2 du projet de contrat. Ainsi, il est attendu que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieur à 30 € par machine et par an, et que le montant de la redevance annuelle variable sur le Chiffre d'affaires Hors Taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires ne soit inférieur à 25%.
La politique tarifaire : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	Le candidat a renseigné les types de produits par catégorie, leur contenance ainsi que les prix unitaires HT et TTC dans chacune des cellules
<u>Analyse</u>	Une liste de produits variés est proposée dans le BPU, leurs prix sont cohérents avec les prix attendus pour ce type de produits.
<u>Synthèse</u>	La politique tarifaire et le montant proposé des consommations est conforme aux attentes de la Métropole.
<u>Point de négociation :</u>	Aucun
<u>Conclusion critère 1 : Valeur financière</u> La valeur financière ne peut pas être appréciée dans sa globalité tant que le candidat n'aura pas précisé les éléments sur lesquels il est interrogé.	

<u>Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers</u>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat installera des distributeurs neufs de boissons chaudes et froides et snacking.</p> <p><u>La méthodologie d'intervention s'organisera de la manière suivante :</u></p> <p>Dès son arrivé sur sites, le candidat informera de sa présence à son interlocuteur identifié de la mise en place des distributeurs.</p> <p>Il assurera l'approvisionnement des distributeurs en respectant les fiches d'achalandage présentes dans les appareils. Il contrôlera les dates de péremption.</p> <p>Le candidat effectuera un nettoyage interne et externe des distributeurs de boissons chaudes lors de chaque approvisionnement au moyens de produits bactéricides agréés.</p> <p>Permanence téléphonique du lundi au vendredi 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 8h00 à 12h00</p> <p>Délai d'intervention moyen est de 2 heures.</p> <p><u>Les moyens humains</u></p> <p>1 gérant / chargé de clientèle</p> <p>1 secrétaire</p> <p>1 technicien niveau III</p>

	<p>5 approvisionneurs</p> <p><u>Moyens matériels</u></p> <p>1 élévateur électrique pour le transport des machines</p> <p>1 transpalette électrique pour le déplacement des charges lourdes (palettes, machines ...)</p> <p>2 transpalettes manuels</p> <p>7 diables professionnels</p> <p>7 glacières professionnelles pour le transport des produits frais</p> <p>10 chariots de manutention pour le transport des boissons et denrées alimentaire</p>
<u>Analyse</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition pour l'entretien sont cohérents au vu du nombre de dispositifs à installer. Manque d'information concernant la pose des dispositifs.
<u>Point de négociation :</u>	<p>« Pose des dispositifs »</p> <p>Pouvez-vous préciser votre méthodologie d'intervention et les moyens humains et matériels mobilisés pour la pose des dispositifs ?</p>
<u>Synthèse / Conclusion critère 2</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition ainsi pour l'entretien est conforme aux attentes de la collectivité. Le candidat devra préciser son offre concernant la pose des dispositifs.

Pli n°3 : Distribution Automatique Varoise

<u>Critère 1 : Valeur financière</u>	
<p>Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat</p> <p>La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.</p>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat remet dans son offres deux CEP distincts. Les CEP présentés sont de 6 ans.</p> <p>Le CA (Chiffre d'affaires) global projeté sur les deux propositions est de 360 000 € sur 6 ans soit 60 K € en moyenne annuelle.</p> <p>Les charges brutes affectées à cette proposition sont de 301 310€ et de 306 710€ pour le second.</p> <p>Le résultat net d'exploitation proposé à un positif de 58 690 € pour la première offre et de 53 290€ pour l'autre.</p>
<u>Analyse</u>	<p>Compte de Résultat Prévisionnel</p> <p>Nous remarquons que les montants ne sont pas projetés sur une période de 5 ans. Conformément au projet de contrat dans son article 1.4 « Durée du contrat » la date de fin du contrat ne pourra pas excéder 5 ans à compter de la date de notification.</p> <p>« Consommations intermédiaires »</p> <p>La ligne « Autres » a été modifié pour la remplacé par « Autres distributeurs »</p>

	<p>« Charges externes » Nous remarquons qu'il n'y a pas de charges externes autres que véhicules.</p> <p>« Masse salariale » Nous remarquons qu'aucune masse salariale n'est reportée au CEP, alors même qu'il est indiqué par ailleurs que 0,35 ETP sont affectés à l'exécution de la prestation.</p> <p>« Dotations aux amortissements » Nous remarquons qu'il n'y a pas d'amortissements ni d'investissements.</p> <p>« Résultat courant avant impôts » L'une des offres du candidat propose un résultat d'exploitation de 58 690 € pour la globalité de son contrat soit 6 ans soit 16,3%, l'autre un résultat de 53 290€ soit 14,8%</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Le chiffre d'affaire proposé par le candidat est prévu sur 6 ans alors qu'il doit être calculé sur une période de 5 ans. La cohérence du compte d'exploitation ne se reflète pas dans cette proposition.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>Au regard de la proposition financière effectuée par le candidat, des points de négociations sont à relever :</p> <p>« Durée du contrat et proposition » Vous avez remis dans votre offres deux CEP distincts. Ces CEP prévoient une durée de 6 ans. Je vous rappelle que conformément à l'article 1.4, la durée du Contrat est fixée à cinq (5) années.</p> <p>Pouvez-vous remettre une offre unique conforme à la durée du contrat ?</p> <p>« Achats matières premières » Les achats de matière première représentent 58,3% du chiffre d'affaire. Pouvez-vous nous expliquer et détailler votre position sur ces éléments ?</p> <p>« Consommations intermédiaires » La ligne « autres distributeurs » a été rajouté au CEP. Pouvez-vous expliquer votre position sur ces éléments ?</p> <p>« Charges externes » Les charges externes ne sont pas renseignées au CEP.</p> <p>Pouvez-vous proposer un CEP intégrant ces éléments ou expliquer leur absence ?</p> <p>« Masse salariale » Aucune masse salariale n'est reportée dans votre CEP, alors même qu'il est indiqué par ailleurs que 0,35 ETP sont affectés à l'exécution de la prestation.</p> <p>Pouvez-vous proposer un CEP intégrant la masse salariale ou expliquer cette absence ?</p>

	<p>« Dotation aux amortissements » Les Investissements et les amortissements n'apparaissent pas dans le CEP Pouvez-vous proposer un CEP intégrant les investissements et les amortissements vous permettant d'exécuter le service ou expliquer l'absence de ces éléments ?</p> <p>Il vous est demandé de remettre une offre financière en cohérence avec votre proposition d'exécution des prestations.</p>
<p>Montant de la redevance variable proposé</p> <p>Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.</p>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>La part fixe proposée par le candidat est de 100 € sur un support financier et 1000 € sur un autre support financier.</p> <p>Le taux de la redevance variable est de 25% pour un chiffre d'affaire estimé à 360 000 €, soit 90 000€</p>
<u>Analyse</u>	<p>Dans le CEP, ainsi que dans la proposition de contrat du candidat, il est à relever :</p> <p>« Redevance fixe » Pour rappel la Métropole dans le projet de contrat article « 6.2- Facturation » demande que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieure à 30 € par machine et par an. Le candidat propose deux supports financiers, avec des redevances différentes (seul élément distinguant les deux propositions).</p> <p>« Redevance variable » Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat.</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Le candidat ne nous permet pas de juger une redevance fixe du fait de son envoi de deux supports financier différents.</p> <p>Le minimum de 25% du CA pour la part variable est proposé.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>Au vu de ces éléments, il est proposé au candidat d'expliquer sa position financière quant à la part fixe de la redevance.</p> <p>« Redevance fixe et proposition » Vous remettez dans votre offre deux CEP distincts proposant deux montants de redevance fixe différents. Il vous est demandé, dans le cadre de la remise d'un nouveau CEP, de proposer un montant unique pour la redevance fixe. Pour rappel, il est attendu à l'article 6.2 du projet de contrat que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieur à 30 € par machine et par an, et que le montant de la redevance annuelle variable sur le Chiffre d'affaires</p>

	Hors Taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires ne soit inférieur à 25%.
La politique tarifaire : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	Le candidat a renseigné les types de produits par catégorie, leur contenance ainsi que les prix unitaires HT et TTC dans chacune des cellules
<u>Analyse</u>	Une liste de produits variés est proposée dans le BPU. Les prix renseignés sont cohérents avec les prix attendus pour ce type de prestations.
<u>Synthèse</u>	La politique tarifaire et le montant proposé des consommations est conforme aux attentes de la Métropole.
<u>Point de négociation</u> :	Aucun
<u>Conclusion critère 1 : Valeur financière</u> La valeur financière ne peut pas être appréciée dans sa globalité tant que le candidat n'aura pas précisé les éléments sur lesquels il est interrogé.	




<u>Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers</u>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat installera des distributeurs neufs de boissons chaudes et froides et snacking.</p> <p><u>La méthodologie d'intervention s'organisera de la manière suivante :</u></p> <p>Le candidat passera commande immédiatement des distributeurs prévus pour lesquels il se sera renseigné pour les délais de livraison pour respecter les délais d'installation.</p> <p>Les 25 sites seront intégrés dans les tournées des 8 approvisionneurs selon leur géolocalisation.</p> <p>L'approvisionneur entretiendra chaque distributeur une fois par semaine.</p> <p>En cas de panne, numéro de téléphone sera affiché sur les distributeurs, intervention en générale dans la demi-journée ou sous 24h.</p> <p><u>Moyens humains</u></p> <p>3 techniciens configurent le matériel et les installent au fur et à mesure aux différents sites.</p> <p><u>Moyens matériels</u></p> <p>Camion hayon pour la livraison</p> <p>Un tire palette électrique pour déplacer les distributeurs</p> <p>Un diable électrique monte escaliers</p>
<u>Analyse</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition pour l'entretien sont cohérents au vu

	du nombre de dispositifs à installer. Manque d'information concernant la pose des dispositifs.
<u>Point de négociation :</u>	« Pose des dispositifs » Pouvez-vous préciser votre méthodologie d'intervention et les moyens humains et matériels mobilisés pour la pose des dispositifs ?
<u>Synthèse / Conclusion critère 2</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition ainsi pour l'entretien est conforme aux attentes de la collectivité. Le candidat devra préciser son offre concernant la pose des dispositifs.

V - CONCLUSION

Il est proposé aux membres de la Commission d'admettre à négocier les candidats suivants :

- Pli n°2 : Alimentation Automatique AL AU
- Pli n°3 : Distribution Automatique Varoise

Emabelle FAVARO	Franck FILLON	Claude WEISSE
Chef de service	Directeur	Directeur Général Adjoint
		

Annexe 4 :

Rapport d'analyse des offres produit à
l'issue de la phase de négociation écrite
n°2 du 29 septembre 2022

**METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE**

***22DSP01-CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES APRES
NEGOCIATION***

OBJET DE LA CONSULTATION : 22DSP01-CONCESSION DE SERVICES - MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES

I – OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres a eu lieu le 30/05/2022

Il a été constaté que 4 plis ont été déposés dont 1 hors délais. La société Alimentation Automatique AL AU a déposé deux plis consécutifs dans les délais. Conformément à l'article 5.1 de l'annexe au RC « conditions générales de dématérialisation », le candidat a confirmé que son premier pli déposé est remplacé par le second. Conformément à l'article 13.1.1 du règlement de la consultation, seul le dernier pli remis dans les délais est ouvert.

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt Remplacé	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:46
2	Dépôt	Alimentation Automatique AL AU	03/05/22 à 15:58
3	Dépôt	Distribution Automatique Varoise	23/05/22 à 10:51

3. Nombre de plis hors délai (non ouverts) : 1

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt	CAFE COMPAGNIES.	23/05/22 à 16:18

II – COMPLETUDE DES OFFRES

Les candidats devront produire un dossier complet, comprenant obligatoirement l'ensemble des pièces demandées à l'article 11 du règlement de la consultation

La complétude des pièces est détaillée en annexe au PV d'ouverture des offres, chaque candidat a remis un dossier d'offre complet.

III – CRITÈRES DE CHOIX RETENUS POUR L'OFFRE

Conformément à l'article 12 du règlement de la consultation, les offres seront évaluées et classées au regard des critères suivants, listés par ordre décroissant d'importance :

Critère 1 : Valeur financière : l'analyse de la valeur financière sera effectuée au regard de la pertinence de la combinaison économique des points ci-dessous :

- **Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat**

La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.

- **Montant de la redevance variable proposé**

Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.

- **La politique tarifaire :** appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.

Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers (cadre de mémoire technique)

IV- ANALYSE DES OFFRES

La Commission de concession et de délégation de service public a procédé le 19 juillet 2022 à l'examen des offres remises et a formulé son avis au regard des critères de jugement des offres indiqués dans le règlement de la consultation.

Par courrier en date du 10 juillet 2022, les candidats ont été invités à participer aux négociations écrites N°1.

La date limite de réponse a été fixée au lundi 22 août 2022.

Concernant la négociation écrite n°1, 2 dépôts ont été effectués dans les délais :

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt	Alimentation Automatique AL AU	01/08/22 à 11h56
2	Dépôt	Distribution Automatique Varoise	11/08/22 à 10h38

Le candidat Distribution Automatique Varoise (pli n°2), indique dans sa réponse qu'il retire sa proposition, du fait de la complexité de la procédure. La Métropole Toulon Provence Méditerranée a pris acte du retrait de cette candidature par courrier adressé à la société Distribution Automatique Varoise en date du 8 septembre 2022.

Le candidat Alimentation Automatique AL AU, présente une proposition améliorée. Après analyse de celle-ci, il apparaît que des négociations restent nécessaires pour optimiser sa proposition. Le candidat est donc invité, par courrier en date du 8 septembre 2022, à participer aux négociations écrites N°2.

La date limite de réponse a été fixée 29 septembre 2022.

Concernant la négociation écrite n°2, 1 dépôt a été effectué dans les délais :

N° pli	Statut du dépôt	Candidat	Heure et date de dépôt
1	Dépôt	Alimentation Automatique AL AU	27/09/22 à 12h59

Pli n°1 : Alimentation Automatique AL AU

Critère 1 : Valeur financière	
<p>Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat</p> <p>La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.</p>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>La proposition de CEP du candidat est de 5 ans Le CA (Chiffre d'Affaires) global projeté est de 183 615 € sur 5 ans, soit 36,7K€ en moyenne annuelle Les charges brutes affectées à cette proposition sont de 211 979€ avant impôts. Le résultat net d'exploitation proposé est négatif de 226 949€ après impôts</p> <p>Eléments de réponses apportés dans le cadre des négociations écrites n°1 :</p> <p>La proposition de CEP du candidat est de 5 ans Le CA (Chiffre d'Affaires) global projeté est de 455 930 € sur 5 ans, soit 91,2K€ en moyenne annuelle Les charges brutes affectées à cette proposition sont de 380 206 € avant impôts. Le résultat net d'exploitation proposé est positif de 56 799€ après impôts</p> <p>Eléments de réponses apportés dans le cadre des négociations écrites n°2 :</p> <p>La proposition de CEP du candidat est de 5 ans Le CA (Chiffre d'Affaires) global projeté est de 452 261 € sur 5 ans, soit 90,4K€ en moyenne annuelle Les charges brutes affectées à cette proposition sont de 320 235€ avant impôts. Le résultat net d'exploitation proposé est positif de 113 191€ après impôts.</p>
<u>Analyse</u>	<p>Dans le Compte de Résultat Prévisionnel nous remarquons que la première et dernière année, les montants sont proratisés au vu des dates potentielles de départ et de fin d'exploitation.</p> <p>« Achats matières premières » 40% d'achats en matières premières</p> <p>« Masse salariale » Nous remarquons que les masses salariales ne sont pas proratisés sur la première et dernière année (contrairement aux autres charges), et qu'elles sont plus élevées que sur le reste de la proposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1,50 ETP sur les premières et dernières années - et les 0,41 ETP pour les autres années affectées à l'exécution de la prestation <p>« Dotation aux amortissements » Le CEP proposé par le candidat annonce des Investissements de 160 000 € pour 5 ans (soit 32K€/an)</p> <p>« Résultat courant avant impôts »</p>

	<p>L'offre du candidat propose un résultat négatif de -199 311€</p> <p>« Impôts sur les sociétés »</p> <p>L'offre du candidat prévoit 27 638€ d'impôts sur les sociétés, alors même que le résultat d'exploitation avant impôts est négatif.</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Le chiffre d'affaire proposé par le candidat dans sa proposition ne permet pas, de couvrir les charges d'exploitation.</p> <p>La cohérence du compte d'exploitation ne se reflète pas dans cette proposition.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>Au regard de la proposition financière effectuée par le candidat, des points de négociations sont à relever :</p> <p>« Achats matières premières »</p> <p>Les achats de matières premières représentent 40% du montant du Chiffre d'Affaire prévisionnel de votre offre. Pouvez-vous expliquer votre position sur ces éléments ?</p> <p>« Masse salariale »</p> <p>Dans le CEP remis dans votre offre, les masses salariales issues des ETP ne sont pas proratisés sur la première et sur la dernière année. Pouvez-vous nous expliquer votre position sur ces éléments financiers ?</p> <p>« Dotation aux amortissements »</p> <p>Les Investissements de 160 000 € pour 5 ans (soit 32K€/an) représentent plus de 87% du CA. Pouvez-vous nous expliquer votre position sur ces éléments financiers ?</p> <p>« Résultat courant avant impôts »</p> <p>Le CEP du candidat propose un résultat négatif de -199 311€ avant impôts. Afin de pouvoir apprécier sa proposition financière, il a été demandé au candidat de transmettre un nouveau CEP permettant de justifier l'équilibre économique de votre offre sur la durée du contrat et de fournir les précisions et justifications permettant d'atteindre cet équilibre.</p> <p>Il a été demandé au candidat de remettre une offre financière en cohérence avec votre proposition d'exécution des prestations.</p>
<u>Analyse après négociation écrite n°1 :</u>	<p>Dans le Compte de Résultat Prévisionnel nous remarquons que la première et dernière année, les montants sont proratisés au vu des dates potentielles de départ et de fin d'exploitation.</p> <p>« Masse salariale »</p> <p>Les masses salariales relatives aux ETP ont été proratisées sur la première et dernière année. En effet nous constatons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0,9 ETP sur la première année - et les 0,41 ETP pour les autres années affectées à l'exécution de la prestation - 0,9 ETP sur la dernière année <p>Sur la dernière année, nous constatons que la charge est plus élevée en contradiction avec les données premières de la proposition.</p> <p>« Dotation aux amortissements »</p> <p>Le CEP proposé par le candidat n'annonce qu'un unique investissement 160 000 € sur la proposition avant négociation.</p>

	<p>« Résultat net »</p> <p>L'offre du candidat propose un résultat net de 56 799€</p> <p>A noter que l'offre du candidat prévoit 542 € d'impôts sur la première année d'exploitation, alors même que le résultat de cette année est négatif</p>
<u>Synthèse après négociation écrite n° 1:</u>	<p>Le chiffre d'affaire proposé par le candidat dans sa proposition permet de couvrir les charges d'exploitation présentées. Les investissements manquants estimés à 160 000€ sur la première offre ramèneraient le résultat à 103 201€</p> <p>La cohérence du compte d'exploitation ne se reflète pas dans cette proposition car les investissements sont manquants.</p>
<u>Points de négociation n° 2</u>	<p>Au regard de la proposition financière effectuée par le candidat dans le cadre des négociations écrites n°1, il apparaît nécessaire d'adresser au candidat des questions complémentaires concernant les aspects de sa proposition précisés ci-dessous :</p> <p>« Masse salariale »</p> <p>Les masses salariales ont été proratisées sur la première et dernière année. Toutefois la première année, considérée sur 2 mois et la dernière année, considérée sur 10 mois, nous constatons 0,9 ETP sur l'exécution de la prestation pour 0,41 ETP sur les années pleines. Pouvez-vous nous expliquer votre position sur ces éléments financiers ?</p> <p>« Dotation aux amortissements »</p> <p>Le CEP proposé n'annonce plus aucun investissement (160 000 € sur la proposition avant négociation). Pouvez-vous nous expliquer votre position sur ces éléments financiers ?</p> <p>« Résultat net »</p> <p>En fonction de vos réponses aux questions ci-dessus concernant la masse salariale et les amortissements, pouvez-vous remettre un CEP tenant compte des évolutions s'il y a lieu.</p>
<u>Analyse après négociation écrite n°2 :</u>	<p>« Masse salariale »</p> <p>Les masses salariales relatives aux ETP ont été proratisées sur la première et dernière année. En effet nous constatons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0,9 ETP sur la première année - et les 0,41 ETP pour les autres années affectées à l'exécution de la prestation - 0,55 ETP sur la dernière année <p>Sur la dernière année, considérée sur 10 mois, la charge est plus élevée en contradiction avec les années pleines de la proposition</p> <p>« Dotation aux amortissements »</p> <p>Le CEP proposé par le candidat n'annonce pas d'investissements</p>
<u>Synthèse après négociation écrite n°2:</u>	<p>Masse salariale »</p> <p>Le candidat indique que la masse salariale sur la 1ère et dernière année est calculée avec un ratio de cadre plus important car il faut prendre en compte le technicien qui installera et préparera toutes les machines sur tous les sites.</p>

	<p>Au vue du nombre de sites et de machines il passera beaucoup plus de temps qu'une année entière avec juste la réparation de petites pannes.</p> <p>« Dotation aux amortissements » Le candidat informe qu'il possède toutes les machines nécessaires à l'installation de tous les sites. De plus, en cas de panne il pourra changer rapidement la machine sans aucun besoin d'investissement en plus.</p>
<p>Montant de la redevance variable proposé</p> <p>Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.</p>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>La part fixe proposée par le candidat est de 0 €</p> <p>Le taux de la redevance variable est de 25% pour un chiffre d'affaire estimé à 183 615 €, soit 45 903€</p> <p>Eléments de réponses apportés dans le cadre des négociations écrites n°1 :</p> <p>La part fixe proposée par le candidat est de 1530 €</p> <p>Le taux de la redevance variable proposée est de 25% pour un chiffre d'affaire estimé à 455 930€, soit 113 978€ sur 5 ans</p> <p>Eléments de réponses apportés dans le cadre des négociations écrites n°2 :</p> <p>La part fixe proposée par le candidat est de 30 €</p> <p>Le taux de la redevance variable proposée est de 25% pour un chiffre d'affaire estimé à 452 261 €, soit 113 062€ sur 5 ans.</p>
<u>Analyse</u>	<p>Dans le CEP, ainsi que dans la proposition de contrat du candidat, il est à relever :</p> <p>« Redevance fixe » Pour rappel la Métropole dans le projet de contrat article « 6.2- Facturation » demande que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieure à 30 € par machine et par an. Le candidat ne propose aucune part fixe</p> <p>« Redevance variable » Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat.</p>
<u>Synthèse</u>	<p>La proposition du candidat ne tient pas compte du montant minimal fixe imposé par le projet de contrat, concernant les dispositifs installés.</p> <p>Le minimum de 25% du CA pour la part variable est proposé.</p>
<u>Point de négociation :</u>	« Redevance fixe et redevance variable »

	<p>Afin d'apprécier au mieux votre offre, il a été demandé au candidat de reprendre une proposition en accord avec les niveaux minimaux attendus à l'article 6.2 du projet de contrat. Ainsi, il est attendu que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieur à 30 € par machine et par an, et que le montant de la redevance annuelle variable sur le Chiffre d'affaires Hors Taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires ne soit inférieur à 25%. Il a été transmis au candidat à nouveau le projet de contrat et le CEP vierge qui étaient présents dans le DCE initial.</p>
<p><u>Analyse après négociation écrite n°1 :</u></p>	<p>Dans le CEP, ainsi que dans la proposition de contrat du candidat, il est à relever :</p> <p>« Redevance fixe »</p> <p>Le candidat propose une part fixe de 1530€, il est à noter que ce même montant est également le montant inscrit dans la proposition de contrat. En incohérence avec la demande de proposition par machine et par an, soit une équivalence de 51 machines à 30€ par an. Le candidat semble proposer un montant déjà multiplié par le nombre de machines installées au lieu du prix unitaire par machine.</p> <p>« Redevance variable »</p> <p>Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat.</p>
<p><u>Synthèse après négociation écrite n°1 :</u></p>	<p>La proposition du candidat tient compte du montant minimal fixe imposé par machine et par an (30€), toutefois le report dans le projet de contrat semble concerner la totalité des dispositifs installés.</p> <p>Le minimum de 25% du CA pour la part variable est proposé.</p>
<p><u>Points de négociation n°2</u></p>	<p>« Redevance fixe »</p> <p>Le candidat propose une part fixe de 1530€. Ce montant est également inscrit dans la proposition de contrat. En incohérence avec la demande de proposition par machine et par an, soit une équivalence de 51 machines à 30€ par an. Il est demandé au candidat de proposer un montant unitaire par machine en cohérence avec le CEP.</p> <p>« Redevance variable »</p> <p>Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat, il est demandé au candidat de confirmer sa proposition.</p>
<p><u>Analyse après négociation écrite n°2 :</u></p>	<p>Dans le CEP, ainsi que dans la proposition de contrat du candidat, il est à relever :</p> <p>« Redevance fixe »</p> <p>Le candidat propose une part fixe de 30 €, il est à noter que ce même montant est également le montant inscrit dans la proposition de contrat.</p> <p>« Redevance variable »</p> <p>Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat.</p>

<u>Synthèse après négociation écrite n°2:</u>	La proposition du candidat tient compte du montant minimal fixe imposé par machine et par an (30€) Le minimum de 25% du CA pour la part variable est proposé .
La politique tarifaire : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	Le candidat a renseigné les types de produits par catégorie, leur contenance ainsi que les prix unitaires HT et TTC dans chacune des cellules
<u>Analyse</u>	Une liste de produits variés est proposée dans le BPU, leurs prix sont cohérents avec les prix attendus pour ce type de produits.
<u>Synthèse</u>	La politique tarifaire et le montant proposé des consommations est conforme aux attentes de la Métropole.
<u>Point de négociation :</u>	Aucun
<p><u>Conclusion critère 1 : Valeur financière</u></p> <p>La valeur financière ne peut pas être appréciée dans sa globalité tant que le candidat n'aura pas précisé les éléments sur lesquels il est interrogé.</p> <p>Au vu des éléments fournis par le candidat à la suite des 2 négociations, la valeur financière réponds aux attentes de la collectivité.</p>	

<u>Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers</u>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat installera des distributeurs neufs de boissons chaudes et froides et snacking.</p> <p><u>La méthodologie d'intervention s'organisera de la manière suivante :</u></p> <p>Dès son arrivé sur sites, le candidat informera de sa présence à son interlocuteur identifié de la mise en place des distributeurs.</p> <p>Il assurera l'approvisionnement des distributeurs en respectant les fiches d'achalandage présentes dans les appareils. Il contrôlera les dates de péremption.</p> <p>Le candidat effectuera un nettoyage interne et externe des distributeurs de boissons chaudes lors de chaque approvisionnement au moyens de produits bactéricides agréés.</p> <p>Permanence téléphonique du lundi au vendredi 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 8h00 à 12h00</p> <p>Délai d'intervention moyen est de 2 heures.</p> <p><u>Les moyens humains</u></p> <p>1 gérant / chargé de clientèle</p> <p>1 secrétaire</p> <p>1 technicien niveau III</p> <p>5 approvisionneurs</p>

	<p><u>Moyens matériels</u></p> <p>1 élévateur électrique pour le transport des machines</p> <p>1 transpalette électrique pour le déplacement des charges lourdes (palettes, machines ...)</p> <p>2 transpalettes manuels</p> <p>7 diables professionnels</p> <p>7 glacières professionnelles pour le transport des produits frais</p> <p>10 chariots de manutention pour le transport des boissons et denrées alimentaire</p> <p><u>Eléments de réponses apportés dans le cadre des négociations écrites n°1 :</u></p> <p>La méthodologie d'intervention et les moyens humains et matériels sont développés par le candidat</p>
<u>Analyse</u>	<p>La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition pour l'entretien sont cohérents au vu du nombre de dispositifs à installer. Manque d'information concernant la pose des dispositifs.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>« Pose des dispositifs »</p> <p>Pouvez-vous préciser votre méthodologie d'intervention et les moyens humains et matériels mobilisés pour la pose des dispositifs ?</p>
<p><u>Synthèse / Conclusion critère 2</u></p> <p>La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition ainsi pour l'entretien est conforme aux attentes de la collectivité. Le candidat devra préciser son offre concernant la pose des dispositifs.</p>	
<u>Analyse après négociation écrite n°1 :</u>	<p>Le candidat présente son déroulement pour la pose des dispositifs à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prise de rendez-vous avec le site concerné pour l'installation du dispositif • Une visite technique sur site pour renseignement sur les arrivées d'eau, prise électrique et accès pour la livraison • Installation et livraison par un technicien avec l'accord de la Métropole • Ravitaillement par un approvisionneur en fonction du besoin de la machine • Si problème sur la machine intervention au plus vite dans les 48 heures (référé affiché sur la machine)
<u>Synthèse après négociation écrite n°1 :</u>	<p>La proposition du candidat tient compte des attentes de la collectivité</p>

Pli n°2 : Distribution Automatique Varoise

Critère 1 : Valeur financière	
Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat La cohérence du compte d'exploitation prévisionnel au regard du chiffre d'affaire et des dépenses affectées à la concession.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat remet dans son offres deux CEP distincts. Les CEP présentés sont de 6 ans.</p> <p>Le CA (Chiffre d'affaires) global projeté sur les deux propositions est de 360 000 € sur 6 ans soit 60 K € en moyenne annuelle.</p> <p>Les charges brutes affectées à cette proposition sont de 301 310€ et de 306 710€ pour le second.</p> <p>Le résultat net d'exploitation proposé à un positif de 58 690 € pour la première offre et de 53 290€ pour l'autre.</p> <p>Eléments de réponses apportés dans le cadre des négociations :</p> <p>Le candidat ne propose pas de nouveau CEP</p>
<u>Analyse</u>	<p>Compte de Résultat Prévisionnel Nous remarquons que les montants ne sont pas projetés sur une période de 5 ans. Conformément au projet de contrat dans son article 1.4 « Durée du contrat » la date de fin du contrat ne pourra pas excéder 5 ans à compter de la date de notification.</p> <p>« Consommations intermédiaires » La ligne « Autres » a été modifié pour la remplacé par « Autres distributeurs »</p> <p>« Charges externes » Nous remarquons qu'il n'y a pas de charges externes autres que véhicules.</p> <p>« Masse salariale » Nous remarquons qu'aucune masse salariale n'est reportée au CEP, alors même qu'il est indiqué par ailleurs que 0,35 ETP sont affectés à l'exécution de la prestation.</p> <p>« Dotations aux amortissements » Nous remarquons qu'il n'y a pas d'amortissements ni d'investissements.</p> <p>« Résultat courant avant impôts » L'une des offres du candidat propose un résultat d'exploitation de 58 690 € pour la globalité de son contrat soit 6 ans soit 16,3%, l'autre un résultat de 53 290€ soit 14,8%</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Le chiffre d'affaire proposé par le candidat est prévu sur 6 ans alors qu'il doit être calculé sur une période de 5 ans.</p> <p>La cohérence du compte d'exploitation ne se reflète pas dans cette proposition.</p>

<p><u>Point de négociation :</u></p>	<p>Au regard de la proposition financière effectuée par le candidat, des points de négociations sont à relever :</p> <p>« Durée du contrat et proposition » Vous avez remis dans votre offres deux CEP distincts. Ces CEP prévoient une durée de 6 ans. Je vous rappelle que conformément à l'article 1.4, la durée du Contrat est fixée à cinq (5) années.</p> <p>Pouvez-vous remettre une offre unique conforme à la durée du contrat ?</p> <p>« Achats matières premières » Les achats de matière première représentent 58,3% du chiffre d'affaire. Pouvez-vous nous expliquer et détailler votre position sur ces éléments ?</p> <p>« Consommations intermédiaires » La ligne « autres distributeurs » a été rajouté au CEP. Pouvez-vous expliquer votre position sur ces éléments ?</p> <p>« Charges externes » Les charges externes ne sont pas renseignées au CEP.</p> <p>Pouvez-vous proposer un CEP intégrant ces éléments ou expliquer leur absence ?</p> <p>« Masse salariale » Aucune masse salariale n'est reportée dans votre CEP, alors même qu'il est indiqué par ailleurs que 0,35 ETP sont affectés à l'exécution de la prestation.</p> <p>Pouvez-vous proposer un CEP intégrant la masse salariale ou expliquer cette absence ?</p> <p>« Dotation aux amortissements » Les Investissements et les amortissements n'apparaissent pas dans le CEP Pouvez-vous proposer un CEP intégrant les investissements et les amortissements vous permettant d'exécuter le service ou expliquer l'absence de ces éléments ?</p> <p>Il a été demandé de remettre une offre financière en cohérence avec sa proposition d'exécution des prestations.</p>
<p><u>Analyse après négociation :</u></p>	<p>Le candidat ne propose pas de nouveau CEP</p>
<p><u>Synthèse après négociation :</u></p>	<p>Le candidat informe la Métropole que le contrat propose semble trop compliqué à exploiter et qu'il préfère sa candidature</p>
<p>Montant de la redevance variable proposé</p> <p>Le taux de redevance variable proposé par le candidat dans le projet de contrat sera appliqué au chiffre d'affaires prévisionnel du candidat sur la durée du contrat et jugé au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel.</p>	

<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>La part fixe proposée par le candidat est de 100 € sur un support financier et 1000 € sur un autre support financier.</p> <p>Le taux de la redevance variable est de 25% pour un chiffre d'affaire estimé à 360 000 €, soit 90 000€</p> <p>Eléments de réponses apportés dans le cadre des négociations :</p> <p>Le candidat ne propose pas de nouveau CEP ni de compléments d'offre</p>
<u>Analyse</u>	<p>Dans le CEP, ainsi que dans la proposition de contrat du candidat, il est à relever :</p> <p>« Redevance fixe »</p> <p>Pour rappel la Métropole dans le projet de contrat article « 6.2- Facturation » demande que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieure à 30 € par machine et par an.</p> <p>Le candidat propose deux supports financiers, avec des redevances différentes (seul élément distinguant les deux propositions).</p> <p>« Redevance variable »</p> <p>Le taux de la redevance de 25% est conforme aux exigences minimales du projet de contrat.</p>
<u>Synthèse</u>	<p>Le candidat ne nous permet pas de juger une redevance fixe du fait de son envoi de deux supports financier différents.</p> <p>Le minimum de 25% du CA pour la part variable est proposé.</p>
<u>Point de négociation :</u>	<p>Au vu de ces éléments, il est proposé au candidat d'expliquer sa position financière quant à la part fixe de la redevance.</p> <p>« Redevance fixe et proposition »</p> <p>Vous remettez dans votre offre deux CEP distincts proposant deux montants de redevance fixe différents.</p> <p>Il est demandé au candidat, dans le cadre de la remise d'un nouveau CEP, de proposer un montant unique pour la redevance fixe.</p> <p>Pour rappel, il est attendu à l'article 6.2 du projet de contrat que le montant de la proposition du candidat concernant la redevance fixe ne soit pas inférieur à 30 € par machine et par an, et que le montant de la redevance annuelle variable sur le Chiffre d'affaires Hors Taxes des distributeurs de boissons chaudes, boissons froides et denrées alimentaires ne soit inférieur à 25%.</p>
<u>Analyse après négociation :</u>	Le candidat ne propose pas de nouveau CEP ni de compléments d'offre
<u>Synthèse après négociation :</u>	Le candidat informe la Métropole que le contrat proposé semble satisfaisant et ne nécessite pas de nouvelles négociations

La politique tarifaire : appréciée à partir du montant proposé des consommations (par le candidat dans le projet de contrat BPU). Les prix seront exprimés en euros.	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	Le candidat a renseigné les types de produits par catégorie, leur contenance ainsi que les prix unitaires HT et TTC dans chacune des cellules
<u>Analyse</u>	Une liste de produits variés est proposée dans le BPU. Les prix renseignés sont cohérents avec les prix attendus pour ce type de prestations.
<u>Synthèse</u>	La politique tarifaire et le montant proposé des consommations est conforme aux attentes de la Métropole.
<u>Point de négociation :</u>	Aucun
<p><u>Conclusion critère 1 : Valeur financière</u></p> <p>La valeur financière ne peut pas être appréciée dans sa globalité tant que le candidat n'aura pas précisé les éléments sur lesquels il est interrogé.</p>	

<u>Critère 2 : Méthodologie d'intervention et moyens humains et matériels mis à disposition pour la pose des dispositifs ainsi que l'entretien de ces derniers</u>	
<u>Elément de l'offre du candidat</u>	<p>Le candidat installera des distributeurs neufs de boissons chaudes et froides et snacking.</p> <p><u>La méthodologie d'intervention s'organisera de la manière suivante :</u></p> <p>Le candidat passera commande immédiatement des distributeurs prévus pour lesquels il se sera renseigné pour les délais de livraison pour respecter les délais d'installation.</p> <p>Les 25 sites seront intégrés dans les tournées des 8 approvisionneurs selon leur géolocalisation.</p> <p>L'approvisionneur entretiendra chaque distributeur une fois par semaine.</p> <p>En cas de panne, numéro de téléphone sera affiché sur les distributeurs, intervention en générale dans la demi-journée ou sous 24h.</p> <p><u>Moyens humains</u></p> <p>3 techniciens configurent le matériel et les installent au fur et à mesure aux différents sites.</p> <p><u>Moyens matériels</u></p> <p>Camion hayon pour la livraison</p> <p>Un tire palette électrique pour déplacer les distributeurs</p> <p>Un diable électrique monte escaliers</p> <p>Eléments de réponses apportés dans le cadre des négociations :</p>

<u>Analyse</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition pour l'entretien sont cohérents au vu du nombre de dispositifs à installer. Manque d'information concernant la pose des dispositifs.
<u>Point de négociation :</u>	« Pose des dispositifs » Pouvez-vous préciser votre méthodologie d'intervention et les moyens humains et matériels mobilisés pour la pose des dispositifs ?
<u>Synthèse / Conclusion critère 2</u>	La méthodologie d'intervention ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition ainsi pour l'entretien est conforme aux attentes de la collectivité. Le candidat devra préciser son offre concernant la pose des dispositifs.
<u>Analyse après négociation :</u>	Le candidat ne propose pas de nouveau CEP ni de compléments d'offre
<u>Synthèse après négociation :</u>	Le candidat informe la Métropole que le contrat proposé semble trop compliqué à exploiter et qu'il retire sa candidature.

V - CONCLUSION

Au vu de l'analyse des offres détaillées dans le présent rapport, il est proposé de retenir le candidat **Alimentation Automatique AL AU**.

Chef de service	Directeur	Directeur Général Adjoint
	<p>Frank Fillon</p> 	<p>Elaude WEISSE</p> 

Annexe 5 :

PV Mise au point 22DSP01 du 7 novembre
2022

**METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE**

***22 DSP01-CONCESSION DE SERVICES
MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DE BOISSONS ET DENREES***

***PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE MISE AU
POINT DU 7 NOVEMBRE 2022***

CANDIDAT ALIMENTATION AUTOMATIQUE AL AU

A. OBJET DE LA CONSULTATION

21DSP02 DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE DE TRANSPORT TERRESTRE ET MARITIME DE VOYAGEURS

Date de la Réunion de mise au point : 7 Novembre 2022

Lieu de la commission : Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

B. Liste des participants à la réunion de mise au point

Métropole TPM		
Prénom – Nom	Qualité	Présence
Franck FILLON	Directeur Protocole et Moyens Généraux	Présent
Elodie LEROY	Direction de la gestion interne – Chargé de mission	Présente
Karine ELIA	Direction Protocole et Moyens Généraux	Abs
Stella CORTS	Chef de service Contrôle des Gestions déléguées	Présente
Aurélie TESTONI	Sous-Directeur des Procédures	Présente
Kévin TREGUER	Référent en droit des concessions	Présent

Candidat Alimentation Automatique AL AU		
Nom, prénoms	Qualité	Présence
Cugnet Claude	Président	Présent
COSTA Lucie	Secrétaire	Présent

C. RAPPEL DE LA PROCEDURE - CONTEXTE

La présente consultation a pour objet les prestations de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides et de denrées alimentaires dont les caractéristiques sont précisées au projet de Contrat, et destinés principalement aux personnels et visiteurs des sites de la Métropole.

Il s'agit d'un contrat de concession de services.

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 15/04/2022 sur les supports de publicité suivants :

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 23/05/2022 à 16h00.

Par la suite, deux phases de négociations ont été organisées par écrit, avec remise des offres optimisées aux dates suivantes :

- 22 Août 2022 pour le premier tour de négociations écrites ;
- 29 Septembre 2022 pour le deuxième tour de négociations écrites.

A l'issue de la deuxième phase de négociation, le candidat Alimentation Automatique AL AU est convié à participer à une réunion de mise au point, conformément à l'article 13.3 du Règlement de la Consultation.

D. COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE MISE AU POINT

Lors de la réunion de mise au point du 07/11/2022, il est demandé au candidat Alimentation Automatique AL AU de confirmer ou de prendre en compte les propositions formulées ci-dessous :

- 1) Au vu de l'évolution du calendrier d'entrée en vigueur du contrat, il est proposé au candidat de formuler son Compte d'Exploitation Prévisionnel sur 5 années complètes avec démarrage au 1^{er} janvier 2023 ;
- 2) Il est demandé au candidat de valider dans le document « 22DSP01-Annexe 2 au projet de contrat -- support financier VD2 » un report des chiffres d'affaires du secteur centre mentionnés à l'onglet « chiffre affaires prévisionnel » à l'onglet « Compte de résultat prévisionnel ».
- 3) Il est demandé au candidat de confirmer sa proposition d'un montant de 25% de redevance variable, et d'ajuster dans l'onglet « Compte de résultat prévisionnel » l'application de ce taux aux évolutions de chiffre d'affaires engendré par la précédente modification.
- 4) Il est demandé au candidat de prendre en compte dans l'onglet « Compte de résultat prévisionnel » un montant de redevance fixe correspondant à 30€ par machine conformément à l'article 6.2 du projet de contrat.
- 5) Il est demandé au candidat de confirmer que la masse salariale doit être proratiser en prévoyant 0,25 ETP de cadre pour chaque mois sur les premières et dernières années.
- 6) Il est demandé au candidat de confirmer que le total de la masse salariale indiqué à l'onglet « Compte de résultat prévisionnel » doit correspondre à la somme des montants de masse salariales de chaque année d'exploitation.

E. COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE MISE AU POINT

Le candidat :

☒ Accepte l'ensemble des propositions présentées

☐ N'accepte pas l'ensemble des propositions présentées, et propose les réserves suivantes :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

F. PROPOSITIONS A L'INITIATIVE DU CANDIDAT

.....

.....

.....

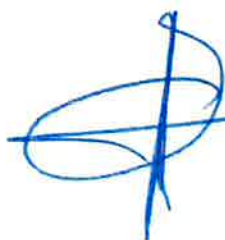
.....

.....

.....


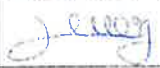
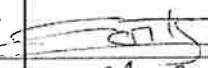


G. SIGNATURE DU CANDIDAT

Fait à Toulon, le 07/11/2022



SASU ALAU
Capital 10 000 €
ZI Des Paluds
160 Rue des 4 Termes - 13400 AUBAGNE
Tél : 06 14 71 78 75 - N° Intra. : FR 06 414 962 118
Siret : 414 962 118 00033 - NAF : 4799B

H. SIGNATURE DES PARTICIPANTS

Métropole TPM		
<i>Prénom – Nom</i>	<i>Qualité</i>	<i>Signature</i>
Franck FILLON	Directeur Protocole et Moyens Généraux	
Elodie LEROY	Direction de la gestion interne – Chargé de mission	
Karine ELIA	Direction Protocole et Moyens Généraux	Absente / Excusée
Stella CORTS	Chef de service Contrôle des Gestions déléguées	
Aurélien TESTONI	Sous-Directeur des Procédures	
Kévin TREGUER	Référent en droit des concessions	

Candidat Alimentation Automatique AL AU		
<i>Nom, prénoms</i>	<i>Qualité</i>	<i>Signature</i>
Cugnot Claude	Président	
COSTA Lucie	Secrétaire	

